

De qui et de quoi voulons-nous dépendre ?

DERGUINI AREZKI

L'inquiétude

EL YAZID DIB

1962, l'année de tous les bouleversements

OMAR MERZOUG

■ Livre :
Manigances d'alcôves

B. AHCENE-DJABALLAH



■ Comment la machine pourrait-elle, vaille que vaille, continuer de fonctionner ?

CHERIF ALI



■ Face aux tensions géostratégiques, quels impacts sur le marché énergétique et quelle stratégie pour Sonatrach ?

ABDERRAHMANE MESTOUL

ANDI
Plus de 1.870 dossiers
d'investissement
enregistrés en 2021

R. N.

Le directeur général de l'Agence nationale de développement des investissements (ANDI), Mustapha Zikara, a annoncé hier, sur les ondes de la radio nationale Chaîne 1, que son organisme a enregistré 1.877 dossiers d'investissement, d'une valeur dépassant 526 milliards de dinars en 2021.

M. Zikara a indiqué que le nombre de postes d'emploi proposés dans ces projets dépasse les 46.000. Ajoutant que la plupart de ces projets « relèvent du secteur industriel » dont le nombre a atteint 980 projets d'une valeur supérieure à 275 milliards de dinars, avec une prévision de création de plus de 28.000 emplois. « S'agissant des investissements d'une valeur supérieure à 500 millions DA, qu'on peut qualifier de « grands projets », leur nombre est de 268, pour un montant de plus de 358 milliards DA, et plus de 21.000 poste d'emploi prévus », a ajouté l'intervenant, précisant que ces dossiers « sont entrés dans la phase d'exécution », alors que d'autres « sont dans les phases initiales, comme l'obtention de prêts et autres autorisations ». L'ANDI a accordé des « attestations d'enregistrement » aux porteurs des 1.877 projets, selon l'invité de l'émission de la Chaîne 1. « Ils sont actuellement en relation avec les administrations chargées de la mise en place effective de ces investissements », a-t-il ajouté.

Interrogé à propos des projets déposés au niveau du Conseil national de l'investissement (CNI), M. Zikara a affirmé que cette instance « ne s'est pas réunie depuis novembre 2019 ». « Les activités du Conseil ont été relancées par le Premier ministre. Le CNI a récemment étudié 8 dossiers qui étaient en attente d'ap-

probation, notamment ceux qui attendaient une modification de délais ou des extensions. Les avenants des accords ont été signés. Un autre projet d'investissement a été également approuvé. Il s'agit de la réalisation d'une unité de fabrication de transformateurs électriques, qui entrera prochainement en phase d'exploitation », a précisé l'intervenant.

Dans le même contexte, Mustapha Zikara a confirmé que la feuille de route fixée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour la prochaine phase, sera de renforcer le rôle de l'ANDI dans le soutien et la promotion de l'investissement et l'accompagnement des investisseurs.

L'invité de l'émission de la Chaîne 1 a souligné l'importance de la révision de la loi sur l'investissement et le rôle de premier plan que jouera l'ANDI dans le soutien au développement de l'investissement, car elle vise à créer un environnement d'investissement attractif en Algérie, après la stagnation vécue lors de la précédente étape, pour plusieurs raisons, à l'instar de l'impact de la pandémie sur l'économie nationale, et les réserves de certaines administrations au regard de la problématique de la lutte contre la corruption.

Mustapha Zikara a souligné que l'Agence s'efforcera à l'avenir d'apporter de l'équité dans l'octroi du foncier industriel, loin des abus qui se sont produits auparavant, ainsi que la réorganisation des zones industrielles, y compris la construction de nouvelles. L'intervenant a estimé que lorsque le système d'information de l'Agence sera mis en place, il permettra de lutter contre toutes formes de bureaucratie et de corruption, sera un lien entre les investisseurs et toutes les administrations concernées par l'acte d'investissement.

Huit éléments de soutien aux terroristes
arrêtés

Huit (08) éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés, dans des opérations distinctes, à travers le territoire national, par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué mercredi un bilan opérationnel de l'ANP « Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'Armée nationale populaire ont arrêté (08) éléments de soutien aux groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire national », a précisé la même source.

Dans la « dynamique des efforts continus » dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période du 26 janvier au 1er février 2022, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats « de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces Armées à travers tout le terri-

re national », a soutenu la même source. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts « intenses » visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité au niveau des territoires des 2e et 3e Régions Militaires, 15 narcotrafiquants et ont déjoué des tentatives d'introduction de grandes quantités de drogues à travers les frontières avec le Maroc, s'élevant à 10 quintaux et 53 kilogrammes de kif traité, tandis que 22 autres narcotrafiquants ont été arrêtés en possession de 25 kilogrammes de la même substance et 355.464 comprimés psychotropes, saisis lors de diverses opérations exécutées à travers les autres Régions Militaires. Par ailleurs, des détachements de l'ANP ont intercepté, à Tamanrasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar, Djanet et Tindouf

58 individus et saisi 11 véhicules, 225 groupes électrogènes, 86 marteaux piqueurs, 3 détecteurs de métaux, des quantités d'explosifs, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, ainsi que 10 tonnes de mélange d'or brut et de pierres, alors que 13 autres individus ont été appréhendés en leur possession 8 fusils de chasse, 2 pistolets automatiques, 51 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et 10.372 unités de tabacs saisis à Ouargla, In Guezzam, El-Oued, Biskra, Djelfa, Ménéa, Batna et Tizi Ouzou. Dans le même contexte, les Garde-frontières ont déjoué des tentatives de contrebande de quantités de carburants s'élevant à 4.990 litres à Bordj Badji Mokhtar, Tébessa, El-Tarf et Souk Ahras, alors que 109 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à Tlemcen, Tamanrasset, Adrar, Ouargla et In-Amenas.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Un brouillard épais
couvre l'horizon
du processus
électoral en Li-

Des élections dans trois
mois en Libye?

de qui précédait le 24 décembre. Ce remue-ménage a déboussolé les observateurs, qui parlent pour cer-

ains d'un report des élections de trois mois, alors que d'autres avancent des délais de six mois et d'une énième phase transitoire longue de douze mois. Les Libyens, eux, ne disent pas mot au sujet de ces estimations. Puis vint l'adoption à l'unanimité, le 31 janvier dernier, d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU qui a prolongé de seulement trois mois la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (Manul). Le texte de la résolution en question ne comporte aucune mention relative à l'espoir de voir se tenir bientôt ces élections, mais tout porte à croire qu'il s'agit d'un délai « sous-entendu » de trois mois, jusqu'au 30 avril prochain, fixé par le Conseil de sécurité de l'ONU à sa mission dans ce pays. Il est dans l'intérêt des Libyens d'organiser des élections présidentielles et législatives avant le 30 avril, car au-delà de cette date, il n'y aura plus de mission d'appui des Nations Unies dans le pays. Une autre prolongation de la Manul plus loin que cette date reste peu probable, vu qu'un premier texte de la résolution indiquée portait son délai jusqu'au 15 septembre, avant de le raccourcir de cinq mois. D'ici au 30 avril, les Libyens devraient régler les problèmes qui ont empêché la tenue des élections le 24 décembre dernier, notamment les divergences entre les institutions officielles libyennes, portant sur la loi électorale et le rôle de l'appareil judiciaire dans le processus électoral, à défaut le pays pourrait s'enfoncer dans l'incertitude d'une phase de transition plus longue.

Justice

Le procès de l'affaire du groupe Benamor reporté

Le pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a reporté, mercredi, le procès des accusés dans l'affaire du groupe agroalimentaire « Benamor », au 16 février en cours. Le report de ce procès intervient suite à l'absence d'un témoin pour

des raisons de santé, en l'occurrence l'ancien Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a indiqué le président de la séance.

Sont poursuivis dans cette affaire une vingtaine d'accusés, dont l'homme d'affaires Amor Benamor ainsi que les anciens Premiers mi-

nistres Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal et l'ancien ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Rachid Benaïssa, pour dilapidation de deniers publics, blanchiment d'argent, obtention d'indus privilèges et exploitation illégale de terres agricoles.

Le procès du gendarme déserteur Mohamed Abdallah reporté

Le tribunal de Bir Mourad Raïs (Alger) a décidé mercredi de reporter au 9 mars prochain le procès de l'ancien gendarme qui a fui en Espagne, Mohamed Abdallah.

Mohamed Abdallah est poursuivi avec d'autres accusés, notamment pour « délit d'appartenance à

un groupe terroriste qui commet des actes attentatoires à la sécurité de l'Etat et à l'unité nationale » et « délit de financement d'un groupe terroriste ». Mars dernier, le tribunal de Bir Mourad Raïs avait émis un mandat d'arrêt à l'encontre de Mohamed Abdallah, extradé par les

autorités espagnoles en août dernier et placé en détention provisoire à la prison militaire de Blida. Avant sa fuite en Espagne, l'accusé a exercé ses fonctions au sein des unités de l'aviation relevant du commandement de la Gendarmerie nationale.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran: imprimerie
«Le Quotidien d'Oran»
Alger: imprimerie «Le Quotidien d'Oran»
Constantine: S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail: infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél.: 021. 64.96.39 - Fax: 021. 61.71.57
Pub Tél.: 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél.: 031.92.12.11
Fax: 031.92.12.22

Diffusion: Ouest et Centre: SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

Commission d'enquête parlementaire Vingt raisons derrière la pénurie d'huile de table



El-Houari Dilmi

Avant sa remise au président de l'APN et au président de la République, le rapport de la commission d'enquête parlementaire, chargée depuis le 20 janvier dernier de mettre la lumière sur la pénurie ayant touché plusieurs produits alimentaires de base ces derniers temps, dont l'huile de table, a relevé vingt (20) raisons à l'origine des perturbations enregistrées sur la marché de ces produits alimentaires. S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, le vice-président de la commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'Assemblée populaire nationale, Saadi Mahalbi, sans donner plus de détails, a indiqué que vingt raisons ont été recensées par la commission d'enquête parlementaire, entre autres, la spéculation, le manque de contrôle, le refus de facturation, mais aussi des problèmes liés à la distribution.

Selon le même responsable, la commission d'enquête parlemen-

taire s'est rendue dans dix (10) wilayas, « où elle a rencontré des responsables locaux et des opérateurs économiques ainsi que les responsables des unités de production de produits de large consommation, de même qu'elle a écouté les doléances des commerçants en gros et en détail » a-t-il affirmé.

Pour rappel, la commission des affaires économique, du développement, de l'industrie et du commerce de l'Assemblée populaire nationale (APN) a été chargée d'élaborer un rapport sur les raisons de la pénurie d'huile de table. Cette commission a effectué diverses visites y compris dans la wilaya de Mascara qui a bénéficié d'une unité de production d'huile vierge destinée à la fabrication d'huile de table en plus des wilayas d'Oran, de Oum El Bouaghi, de Sétif, de Bejaia, d'Adrar et de Bord Badji Mokhtar.

Le rapport final sur les causes de la pénurie d'huile de table sera soumis au président de l'APN avant de le soumettre aux autorités concernées.

Coronavirus 1365 nouveaux cas et 11 décès



Mille trois cent soixante cinq (1365) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 756 guérisons et 11 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué, mercredi, le ministère de la Santé dans un communiqué. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 254885, celui des décès 6604, alors que le nombre de patients guéris est passé à 169278 cas. Par ailleurs, 41 patients sont actuellement en soins intensifs,

ajoute la même source. En outre, 8 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 15 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 25 wilayas ont enregistré 10 cas et plus. Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du port du masque.

Renouvellement partiel du Conseil de la nation Des candidats écartés pour avoir eu des liens avec l'argent douteux

Le nombre de candidats aux élections du renouvellement partiel du Conseil de la nation qui se dérouleront samedi, s'élève à 475 candidats représentant 22 partis politiques et listes indépendantes, a indiqué, mercredi, le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi. Dans un entretien accordé à l'APS, M. Charfi a fait savoir que les élections du renouvellement partiel de la Chambre haute du Parlement, prévues le 5 février, connaîtront la participation de 475 candidats appartenant à 22 partis politiques et à des listes indépendantes, ajoutant que 90% de ces candidats sont âgés de moins de 60 ans.

L'ANIE a recensé le retrait de 603 formulaires de candidature à ces échéances. 503 dossiers de candidature ont été déposés, dont 325 dossiers de candidats de formations politiques et 172 dossiers de listes indépendantes.

475 dossiers de candidatures à travers 58 wilayas ont été retenus. Les candidats qui entreront en lice pour obtenir les voix d'un collège électoral s'élevant à 27.151, sont des membres des Assemblées populaires communales (APC) et de wilaya (APW) élues le 27 novembre dernier.

Il convient de relever que le plus grand nombre de candidats a été enregistré dans les wilayas créées au titre du nouveau découpage territorial, à l'exception de Boumerdes (20 candidats) et de Tindouf (19 candidats).

19 candidats sont en lice à Béni Abbès, 15 à Djanet, 12 à El Meniaa, 10 à Timimoun et 8 à Tougourt, ce qui dénote «l'intérêt de leurs populations à la représentation politique», a précisé M. Charfi.

Quant à Alger, Tamanrasset, Jijel et Ouargla, 4 candidats en-

treront en lice, a indiqué le président de l'ANIE.

LES CANDIDATURES REJETÉES NE SERONT PAS REMPLACÉES

Le président de l'ANIE, Mohamed Charfi a affirmé que son autorité a rejeté 43 dossiers de candidats sur 503 déposés «pour avoir eu des liens avec l'argent douteux», rappelant que le remplacement de ces derniers n'est pas prévu par la loi électorale en vigueur, qui sera appliquée pour la première fois aux élections de renouvellement partiel du Conseil de la nation.

Abordant la question du rejet des dossiers de certains candidats et du non remplacement de ces derniers, qui a provoqué la colère de certains partis politiques participant aux élections du renouvellement partiel des membres du Conseil de la nation, M. Charfi a souligné que «la loi est claire dans ce sens», d'autant que 29 des cas de rejet concernent des candidats de partis politiques. Il a précisé que 43 candidatures ont été rejetées «en raison de l'absence dans le dossier d'une lettre de recommandation concernant un cas, et de liens avec l'argent douteux pour le reste des candidats». Suite au recours devant les juridictions administratives qui «ont révoqué trois (3) décisions de refus», puis un appel devant le Conseil d'Etat qui a également annulé «10 décisions», 30 dossiers ont été définitivement rejetés.

S'agissant du remplacement des candidatures rejetées, le président de l'ANIE a indiqué que cette option «n'est pas prévue par la loi électorale, ce qui oblige nécessairement les partis à choisir des candidats qui remplissent toutes les conditions légales. M. Charfi a dit «Je suis obligé de-

vant la loi de garantir la transparence, la crédibilité et la légitimité des élections», ajoutant «ce dont parlent certains partis politiques, c'est une contestation de la loi et non pas de l'autorité».

Il a rappelé que ces partis ont des représentants dans ce parlement et peuvent, par conséquent, formuler des propositions et des amendements pour changer les textes qu'ils considèrent incomplets et ambigus. A une question sur la manière de démasquer les candidats qui ont des liens avec l'argent douteux et confirmer ce soupçon, M. Charfi a précisé qu'il y a pour ce faire «une approche juridique et sociale». Selon la réputation du candidat dans son milieu social et s'il est prouvé que ce dernier entretient des relations avec des milieux ayant des liens avec l'argent sale, l'ANIE demande, l'ouverture d'une enquête sur le candidat suspect, conformément à ses attributions. A une autre question sur le fait que ces candidats suspects soient, à l'origine, issus des élections des assemblées populaires communales et de wilayas où il est exigé que le candidat soit exempt de tout soupçon de ce genre, le président de l'ANIE a précisé que «l'enquête est plus approfondie lorsque la responsabilité qui incombe aux élus est plus importante».

Vu le poids des candidats du Conseil de la nation et leur rôle dans l'adoption des lois relatives à l'élaboration des futures lois du pays, il est procédé à des enquêtes «plus approfondies», a-t-il fait savoir. Il y a des dépassements qui sont enregistrés après l'annonce de la victoire des candidats, a-t-il dit, indiquant que «l'autorité a déjà retiré des candidats après leur victoire lors des dernières élections locales».

Raïna
Raïkoum
Kamal Guerroua

Compter le temps,
compter sur le
temps ou compter
avec le temps ?

Compter le temps...

Quel que soit le sens de la phrase précédente, personne au monde n'aimerait tomber dans ce piège, celui de compter. Car le temps n'est en fin de compte qu'un conte. Un conte enfantin qui nous chante les hivers éphémères et les printemps infinis; les joies et les tristesses; les amitiés parties et les amours fanées; les sourires rêvés et les rêves enterrés. Le temps est un grand poème dont chaque rime se termine par une mélodie. Sorte d'empreinte d'un pied sur le sable que les jours effacent et se chargent de caser sur les étagères des souvenirs.

Qu'il est sympathique de tendre sa main au temps et de l'accompagner comme l'on accompagne un jeune garçon qui s'est égaré dans une rue bondée de gens, pour l'emmener à sa gare, la gare de son départ ! C'est la seule manière de ne regretter aucun instant vécu ni aucune minute passée à être utile pour quelque chose dans son parcours de vie, c'est-à-dire à aider les autres, à leur montrer la voie, à les guider, à

leur prêter assistance en cas de besoin, à sortir de son ornière d'égoïste qui ne pense qu'à sa propre pomme.

Autant faire du temps un ami fidèle qu'un ennemi juré. Autant coopérer avec lui que lui chercher querelle ou rentrer dans une compétition stérile qui gâchera tout ce qui nous rend heureux. Savoir consommer son temps nous dispense de le compter. C'est un art à nul autre pareil, dans la mesure où, en agissant de la sorte, on ne garde en mémoire que les bonnes choses; les meilleurs souvenirs à même de nous donner l'impulsion et surtout le courage d'avancer. Il va falloir rêver son temps à plein temps, le composer comme un solfège musical, et puis enfin, et c'est là l'essentiel, le chanter et le célébrer à n'en plus finir. Vivre comme si l'on est éternel, comme si rien ne peut nous arrêter dans notre marche vers la finitude, ni nous poser objection. Vivre dans l'insouciance que l'écume des jours s'efforcera d'embellir de mille et une façons, en nous gratifiant de cette envie, combien joyeuse, de croquer à pleines dents tout ce qui nous plaira. Vivre au sens plein du terme...

Education

Comment rattraper les cours perdus ?

Des pédagogues et des représentants de syndicats du secteur de l'éducation ont proposé de mettre à profit la première semaine des vacances de printemps pour rattraper le retard accumulé suite à la suspension des cours décidée par les pouvoirs publics après la propagation du Covid-19 dans les écoles, tandis que d'autres ont plaidé pour la fusion des deux semestres restants comme solution pour le parachèvement du programme scolaire.

Le président de la commission de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et des affaires religieuses à l'Assemblée populaire nationale, Abdelkrim Ayed, a estimé que la suspension des cours était une «bonne décision» après la propagation de l'épidémie de Covid-19 dans les écoles, proposant de mettre à profit la première semaine des vacances de printemps et les samedis pour rattraper le retard accumulé suite à l'arrêt des cours.

Le député a également proposé d'ajouter des heures supplémentaires pour que les programmes des classes d'examen (Baccalauréat et BEM) puissent être parachevés.

Pour le pédagogue Ahmed Tessa, il faut que toutes les mesures nécessaires sur le plan pédagogique mais aussi matériel soient prises pour assurer le parachèvement des programmes et la réussite de l'année scolaire.

Selon lui, l'année scolaire «ne sera pas impactée» par cette suspension, notamment après l'allègement des cours et l'adaptation du programme dans le cadre des plans exceptionnels élaborés par

le ministère de l'Education nationale du fait de la pandémie de Corona.

Le chargé de la communication au Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'éducation (CNAPESTE), Messaoud Boudiba a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que le syndicat propose «l'attribution de prérogatives aux directeurs des établissements éducatifs, en vue de fixer +un calendrier pédagogique+ à l'effet de rattraper les heures de cours perdues, et ce, en coordination avec les enseignants».

M. Boudiba a souligné qu'il était possible de «convenir de mettre à profit la journée du samedi ou bien réfléchir à mettre à profit la 1e semaine des vacances de printemps pour rattraper les heures perdues de cours», rappelant que le volume du retard cumulé est estimé, en pratique, à 11 jours sans compter les week-end.

Le secrétaire général du Conseil des lycées d'Algérie (CLA), Zoubir Rouina a, de son côté, proposé «l'annulation des devoirs et des compositions du 2e trimestre et la mise à profit de la période restante, estimée à plus de deux semaines, pour poursuivre les cours», car l'objectif principal, a-t-il dit, consiste en l'acquisition des connaissances par les élèves et non l'organisation des devoirs et des compositions.

Le même responsable a indiqué que son organisation syndicale «ne soutient pas la proposition avancée par certains syndicats relative à la suppression des vacances de printemps, car le retard ne dépasse pas, selon lui, 11 jours».

M. Rouina a, en outre, salué la décision «sage» prise par les pouvoirs publics concernant la suspension des cours, en vue de maîtriser la situation sanitaire, insistant sur la nécessaire actualisation du protocole sanitaire et de son strict respect dans les écoles.

Pour sa part, le Secrétaire général (SG) du Syndicat des inspecteurs de l'Education nationale (SIEN), Rabie Chalabi s'est félicité de la décision «judicieuse» prise par les pouvoirs publics pour préserver la santé de tous, proposant l'exploitation de la première semaine des vacances de printemps, en procédant à «une refonte pédagogique afin de préserver les apprentissages fondamentaux».

Il a également fait savoir que son organisation syndicale insistait sur «le maintien des trois trimestres», tout en assurant «l'enseignement des apprentissages devant être acquis».

La moyenne de passage au niveau supérieur devra être maintenue à 10/20 dans les cycles moyen et secondaire et 5/10 au primaire, le but étant d'assurer la «qualité de l'enseignement», a-t-il recommandé.

Pour sa part, Mme Fatiha Bacha, membre du Bureau de l'association nationale des parents d'élèves a plaidé pour «la stabilité de l'école algérienne», invitant les parents à accompagner leurs enfants dans l'enseignement à distance, mais également à «être en contact permanent avec les enseignants via les nouvelles technologies, en particulier les parents dont les enfants sont en classe d'examens».

COVID-19

Mise en garde contre l'usage excessif des plantes médicinales

Des médecins spécialistes ont mis en garde contre l'usage excessif des plantes médicinales pour prévenir le Covid-19 ou réduire sa virulence, notamment avec la propagation du variant Omicron ces dernières semaines.

Si le citoyen algérien a toujours eu recours aux plantes médicinales pour soigner différents maux, ce phénomène a pris de l'ampleur ces dernières années, notamment avec l'apparition de la pandémie de Covid-19.

En se rendant dans une herboristerie, on se croirait presque dans une pharmacie tellement les produits proposés, dont des plantes, des graines, des huiles essentielles à usage médicinal, sont bien agencés et classés en fonction de la demande des citoyens.

«Les clients commandent leurs produits via la page Facebook du producteur et viennent les récupérer chez moi», a précisé à l'APS Mme Oum Kaltoum qui tient une boutique à Alger.

La commerçante propose des flacons de liquides colorés à la composition tenue secrète avec la mention «Mélange magique» censés, selon elle, atténuer les symptômes de la grippe saisonnière et du Covid-19.

Les plantes les plus demandées pendant cette pandémie sont les clous de girofle, les feuilles d'eucalyptus, les graines de nigelle, le thym, a fait savoir Mohamed, herboriste à Alger centre.

Selon Youcef, herboriste à Draria, les citoyens achètent parfois un mélange de plantes utilisées en concoction contre la toux et les difficultés respiratoires, dans le traitement du rhume ou du Covid-19.

Un client adepte de ce type de médication, notamment en hiver, estime que «même si elles ne sont pas effica-

ces, les huiles essentielles et les plantes médicinales ne peuvent pas faire de mal». «La phytothérapie est ancrée dans les mœurs de la société algérienne», a-t-il dit.

Une cliente venue s'approvisionner en épices dans la même échoppe a indiqué qu'elle n'achetait jamais de plantes médicinales sans avis médical après une mauvaise expérience avec une plante contre les douleurs articulaires qui a failli lui coûter la vie.

RECOURS FRÉQUENT À LA MÉDECINE ALTERNATIVE: RISQUES ACCRUS POUR LA SANTÉ

Dans une déclaration à l'APS, le chef du service des maladies infectieuses à l'Etablissement public hospitalier (EPH) de Boufarik, Mohamed Yousfi, a tiré la sonnette d'alarme sur le recours des citoyens à l'automédication et à la phytothérapie, prévenant que certaines plantes contiennent des principes actifs qui peuvent être dangereux pour la santé des personnes.

Le recours aux traitements traditionnels ces dernières semaines suite à la forte propagation du variant «Omicron» est du aux coûts élevés des soins dans les établissements privés et à «la mauvaise prise en charge» des malades dans certains établissements hospitaliers, explique le spécialiste.

Pour le président du Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP), Lyes Merabet, praticien de santé de proximité, la phytothérapie et la prise de compléments alimentaires doivent être recommandés par les spécialistes car un mauvais usage de ces

produits peut entraîner de graves complications, a-t-il précisé.

«Tous les produits destinés à la santé humaine «doivent être contrôlés par les ministères habilités à autoriser leur commercialisation», ajoute M. Merabet, soulignant la nécessité d'établir «une coordination entre les différents secteurs en charge de ce type de commerce pour éviter la médication anarchique nocive pour la santé».

Concernant la prise d'infusions recommandée par les spécialistes pour éviter la déshydratation, le président du SNPSP appelle au respect des doses prescrites pour éviter les complications. Pour sa part, la directrice chargée des maladies émergentes au ministère de la Santé, Samia Hamadi appelle à respecter les recommandations des médecins dans la prise des infusions et concoctions à éviter la consommation excessive de certains produits qui ne doivent pas être associés à certains médicaments.

L'organisation mondiale de la santé (OMS) reconnaît les aspects «bénéfiques» de l'usage rationnel de la médecine populaire et appuie les pays membres dans l'élaboration de leurs stratégies nationales sur les principes directeurs de la médecine populaire et des recherches stratégiques. La commercialisation des plantes médicinales et des extraits d'huiles végétales est soumise à une autorisation délivrée par le ministère du Commerce. Vu la forte propagation du variant Omicron, ces derniers jours, et la contamination de nombreux personnels de plusieurs secteurs, l'APS n'a pas pu obtenir les informations nécessaires sur la gestion de ce dossier.

Accidents de la route

8 décès et 135 blessés en 24 heures

Huit (8) personnes ont trouvé la mort et 135 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus à travers différentes régions du pays durant les dernières 24 heures, selon un bilan publié mercredi par la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Ouargla où 05 personnes ont trouvé la mort et 14 autres ont été blessées, dans une collision entre un bus de transport de voyageurs desservant la ligne Oran- Ouargla et un camion semi-remorque, ainsi qu'un véhicule touristique.

Les agents de la Protection civile ont procédé également, durant cette période, à l'extinction de 9 incendies urbains et divers à travers les wilayas d'Alger, Souk Ahras, Tizi-Ouzou, Bordj Bou Arreridj, Skikda, Khenchela, Sétif, Annaba et M'Sila.

A Sétif, une explosion suivie d'un incendie survenu mardi après-midi dans un entrepôt de produits cosmétiques a fait 8 morts. L'incendie qui s'est déclaré au rez de chaussée d'une habitation composée de (R+3), à la cité 583 logements dans la commune d'Ain Oulmane, s'est propagé à trois immeubles mitoyens. Quatorze (14) autres personnes blessées dans cet incendie, ont été prises en charge sur place par les agents de la Protection civile puis transférées vers l'hôpital

local. D'importants moyens humains et matériels ont été mobilisés pour éteindre l'incendie et prendre en charge les victimes dont 06 camions d'incendie, 04 ambulances et un total de 10 équipes d'intervention. Les secours de la Protection civile sont intervenus, en outre, pour prodiguer les premiers soins à 16 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et de chauffe-bains à travers les wilayas d' Oum El Bouaghi (08 personnes), Djelfa (02 personnes), Sétif (01 personne), Saida (04 personnes) et El Bayadh (01 personne).

A Oum El Bouaghi, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'évacuation d'une personne de sexe masculin âgé de 42 ans décédée par asphyxie au monoxyde de carbone émanant d'un chauffage. Selon la même source, les unités de la Protection civile ont effectué, durant cette période, 34 opérations de sensibilisation à travers le territoire national pour rappeler aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de distanciation sociale, ainsi que 9 opérations de désinfection générale.

Les opérations de désinfection ont touché l'ensemble des infrastructures, édifices publics et privés, quartiers et ruelles, conclut le communiqué de la Protection civile.

Pétrole

L'Algérie augmentera sa production de 10.000 barils/jours en mars

L'Algérie augmentera sa production journalière de pétrole de 10.000 barils en mars prochain, a indiqué mercredi à Alger le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, au sortir de la 25ème réunion ministérielle Opep-non Opep (Opep+) à laquelle il a participé par visioconférence. Ainsi, la production algérienne de pétrole "passera de 982.000 barils/jour à 992.000 barils/jour en mois de mars prochain", a-t-il précisé.

Cette augmentation entre dans le cadre de l'application de la décision de l'Opep+ prise lors de sa 25ème réunion ministérielle, qui prévoit une augmentation globale de 400.000 barils/jour en mars prochain. Cette décision a été motivée par les résultats du rapport technique présenté, mar-

di, lors de la 59ème réunion du Comité technique conjoint (JTC) des pays de l'Opep+, et qui a réuni plusieurs experts du secteur, ayant montré l'évolution "positive" du marché pétrolier, a expliqué le ministre.

Les participants à la réunion ministérielle ont ainsi décidé "le maintien du monitoring du marché et de rester très vigilants par rapport à la propagation très accélérée du nouveau variant Omicron du coronavirus à travers le monde, sans pour autant avoir une incidence sur les économies mondiales", a-t-il souligné. M. Arkab a estimé que l'injection de 400.000 barils/jours supplémentaires sur le marché permettra un "plus grand équilibre" du marché au cours du mois de mars prochain.

De qui et de quoi voulons-nous dépendre ?

Par Derguini Arezki

1ère partie

Nous sommes devenus dé-pendants de nos hydro-carbures et de la production industrielle étrange. Nous sommes maintenant écartelés entre une nature que nous détruisons et un travail qui nous échappe. Si l'on ne veut pas dépendre de soi avant de dépendre d'autrui, car on ne peut plus ne pas dépendre de l'étranger, si l'on ne veut pas rendre plus que ce que l'on reçoit, ce qui nous est donné ne peut se transformer qu'en malédiction. Il faut partager avec le monde la production, or nous continuons à partager la même production que celle des temps colonialistes, nous avons seulement renégocié la répartition du revenu de cette production. Nous sommes passés à côté de la bataille de la production, nous nous sommes battus pour obtenir un meilleur revenu. Et ce meilleur revenu qui a amélioré notre niveau de vie nous a appris la dépendance économique. Nous avons appris avec le colonialisme que la tribu ne pouvait pas vivre hors du monde, avec la dépendance économique que la nation ne peut pas vivre indépendamment de sa production. Sommes-nous prêts à partir à la conquête d'une interdépendance économique enviable, de l'autonomie de notre décision économique, comme nous l'avons fait pour notre indépendance politique ? Sommes-nous prêts à ne plus dépendre de nos ressources naturelles et de l'émigration si elles viennent à manquer ? Définissons la nation de ce point de vue : la nation c'est la capacité de dépendre de soi avant de dépendre d'autrui, de prendre sur soi avant de prendre sur autrui.

Si le marché met en présence des étrangers comme on le suppose depuis Adam Smith, qu'allons-nous choisir d'échanger et avec quels étrangers ? De quels étrangers allons-nous choisir de dépendre ? Dans quelles interdépendances allons-nous nous inscrire ? C'est une question qui semblait avoir une réponse évidente pour le fondateur de la sociologie française Émile Durkheim (1858-1917) quand il envisageait la solidarité organique que crée la division du travail. On ne pouvait douter de la France. Il suppose que la division a lieu au sein d'une société et raisonne comme s'il s'agissait d'une économie fermée ou d'une société qui dominerait ses échanges. Or, dans l'économie ouverte d'aujourd'hui, le monde des étrangers qu'elle met en rapport, leur solidarité, leur complémentarité sont à faire.

LE CORPS SOCIAL, LA COMPÉTITION ET LA SOLIDARITÉ

Compétition et solidarité sont les deux faces d'une même réalité dès lors que l'on ne sépare pas statique et dynamique. De même en ce qui concerne les types de solidarité. Une solidarité se définit et se meut parmi d'autres, semblables ou différentes, en rapport à d'autres en de multiples manières, avec lesquelles elle s'oppose, s'exclut ou se complète :

Ce n'est pas la division du travail (qui différencie l'économie de subsistance de l'économie de marché) qui est la source de la solidarité (E. Durkheim), c'est le corps social qui se différencie, qui fait des « individus » ses organes (le sens propre de solidarité organique), dans lequel se déroule cette division du travail. C'est le

De qui, de quoi dépendons-nous ? Y avons-nous consenti en pleine conscience ?

Il semblerait que nous ayons accepté la fatalité de dépendre d'autrui par notre consommation, sans trop nous préoccuper des conséquences d'une telle dépendance.

Nous sommes devenus plus dépendants du monde que nous ne l'avons jamais été.

La bénédiction des richesses naturelles s'est comme transformée en malédiction s'il ne fallait pas prendre la dépendance comme un apprentissage.

corps social qui fait d'étrangers - d'individus séparés qui sont quittes après l'échange, des producteurs qui se complètent. C'est lorsque la différenciation du corps social le renforce que la division du travail apparaît à Durkheim comme source de solidarité (la France qui monte en puissance), parce que l'interdépendance assumée par une société devient cohésion, appui mutuel. Car l'interdépendance d'étrangers ne dit rien du corps social qui donne une cohérence à la division du travail. Lorsque les producteurs consentent à leur interdépendance et forment une société solidaire, autrement dit, un système d'interdépendances dans le système mondial d'interdépendances, on peut alors dire que la division du travail est organique et s'accompagne d'une solidarité nationale. Si le système d'interdépendances qu'ils forment est performant, leur solidarité compétitive, le corps social en sort renforcé. Bizarre comme le thème de la compétitivité omniprésent dans le discours des anciennes puissances industrielles est absent dans le nôtre.

C'est que nous avons peur de la compétition ! Le corps social est d'autant plus solidaire, qu'il est renforcé et non affaibli par la compétition. Car la compétition, en le sortant de la course, disperse le corps social, comme elle disperse les ressources du concurrent défait. La peur de la défaite est la cause de notre peur de la compétition. Corps déstructuré/structuré par les autres ou en « équilibre de sous-emploi », parce qu'incapable de faire corps, de faire corps compétitif. Donc division du travail assumée et non subie par une société qui fait corps, voilà comment se conjugue compétition et solidarité, division du travail et esprit de corps.

Reste à distinguer parmi les compétitions pour chasser la peur. Parmi les bonnes compétitions il faudra exclure celles qui peuvent devenir mauvaises, parmi les mauvaises il faudra adopter celles qui peuvent devenir bonnes. Car en l'état d'économie émergente, les bonnes compétitions sont souvent celles qui vont devenir mauvaises et les bonnes compétitions sont souvent mauvaises au départ. Les bonnes sont celles qui permettront de faire et de faire faire corps, mauvaises sont celles qui ne le permettront pas. Nous avons créé des entreprises publiques sans avoir le concept de l'entreprise, de l'association productive. Résultat nous avons défait nos entreprises publiques.

D'où l'attention importante que nous devons accorder à nos dépendances. L'entreprise se bat pour revenir de certaines dépendances inacceptables.

Nos (inter)dépendances doivent nous permettre de faire corps de plus en plus fort au lieu de nous disloquer. Nous sommes en tant qu'économie émergente soumis à de nombreuses interdépendances asymétriques que nous devons rééquilibrer. Certaines d'entre elles peuvent nous rester durablement défavorables, d'autres non. Toute notre progression dépend de nos capacités à transformer des compétitions défavorables en compétitions favorables.

À créer des avantages de ressources inattendues dans une telle transformation.

Notre régression résultera de notre fuite des compétitions externes, de notre incapacité à transformer des compétitions défavorables en compétitions favorables. Là où nous pouvons transformer un désavantage extérieur en avantage intérieur, il faut aller. Telle est la bonne dépendance. Les avantages dont nous disposons au départ ne sont pas durables. Nous ne pouvons compter indéfiniment sur des avantages que nous dissipons. Telles sont les mauvaises dépendances. Il nous faut un consentement clair aux bonnes dépendances et un refus clair aux mauvaises. Car il n'y a point de salut aujourd'hui hors de la division internationale du travail, de la globalisation des marchés^[1].

LA DIFFICILE ET EMPÊCHÉE CONSTRUCTION PAR LE BAS

Il faut mettre les solidarités locales en continuité les unes des autres, sur le même plan qu'une solidarité englobante. Car celle-ci n'étant pas davantage qu'une association de celles-là. Nous sommes globalement en présence d'associations, quelle que soit l'échelle considérée, avec lesquelles il faut composer. Ce qui est composé peut être décomposé. Ce qui n'est pas composé ne peut pas être décomposé. Il n'y a pas de société globale, une République deus ex machina, qui formerait une solidarité globale d'un côté et déferait des solidarités locales condamnées par l'histoire d'un autre. Les solidarités locales coexistent dans un milieu qui fait leur solidarité globale. C'est de leurs rapports que tient la solidarité globale, c'est de leur équilibre que tient leur coexistence et leur appartenance commune. Il n'y a pas de tribu isolée, des tribus, comme des parties qui constitueraient un tout comme une société tribale. Il y a un milieu qui se différencie en tribus et qui se dote d'un État étranger (l'Empire ottoman).

Les associations/solidarités peuvent s'aligner, converger, s'agréger si elles peuvent coopérer, si elles ont un objectif commun qui les réunit dans la réalisation duquel elles peuvent se disputer la prééminence, définir la place de chacune. La solidarité nationale « transcendera » les solidarités partielles, non pas en les niant, mais en les impliquant, les liant dans une dynamique globale qui les comprend et les aide à se composer. Non pas en se plaçant au-dessus d'elles, mais en elles et au-delà d'elles, démontrant que c'est par la solidarité nationale/coopération commune, et celles partielles qu'elle produit, que les solidarités locales se dépassent et se développent. C'est l'efficacité des solidarités locales et partielles dans la construction d'une solidarité globale qui sera garante de leur pérennité. Toutes les solidarités partielles ne préexistent pas à la solidarité globale, émergent de nouvelles à côté des solidarités territoriales pour composer la solidarité nationale. Solidarités locales, partielles et globales se tiennent toujours, les unes les autres, les unes dans les autres, et toujours d'une façon particulière.

LE COLONIALISME ET LA MODERNISATION

On a voulu créer de la solidarité natio-

nale à partir d'un nouveau corps, l'institution militaire, et de nouvelles institutions associées. Un nouveau corps qui n'avait pas pour fonction de conduire la société dans la nouvelle guerre, la compétition économique. Un siècle de colonialisme avait perverti le fonctionnement des formes d'organisation de la société indigène quand il ne les avait pas détruites. L'idéologie moderniste considéra la défaite de ces anciennes formes d'organisation comme un acquis et le principe d'auto-organisation de la société comme dangereux. L'anthropologie occidentale a confondu la forme tribale avec son substrat objectif, assimilable au passé lointain de l'Occident, confondant ainsi l'histoire du monde avec celle de l'Occident.

Sans laisser à cette forme la chance de prouver sa capacité à s'industrialiser : condamnée par l'Histoire. Les sciences sociales ont condamné la forme tribale au nom de la modernité pour la forme de classe. La différenciation de classe était considérée comme supérieure à toute autre différenciation. Les socialistes et communistes ont voulu deux classes (ouvrière et bourgeoise) pour aller à une société sans classes, les libéraux une classe bourgeoise. Alors que la société sans classes était déjà là. La différenciation sociale devait être de classes.

On ne pensa pas reconstruire la coopération/différenciation par le bas, par une multiplicité de centres, mais par un centre unique et par le haut. On ne recomposa pas de solidarités/associations générales de base sur lesquelles, avec lesquelles, seraient construites les nouvelles spécialisées. Des villes on ne tira pas une « bourgeoisie », du monde rural pas de « tribus ». La compétition et la dynamique institutionnelle s'en sont trouvées amputées dans leurs racines par un découpage administratif qui faisait la guerre à une forme d'association jugée rétrograde dont il fallait séparer la société. Le nerf de la vie est dans la compétition, ce qu'exprime bien la langue arabe (nefs, mounâfassa) ; c'est dans la compétition que se forment les coopérations/solidarités ; c'est dans les coopérations que s'animent les compétitions. Et la compétition démarre au rez-de-chaussée de la vie sociale. Quand elle est mal aiguillée à la base, pas étonnant qu'elle y fasse des dégâts et ne puisse pas aller très loin. La compétition sociale a été condamnée à ses deux extrémités. Elle n'était pas impliquée dans la compétition internationale, on ne souciait pas de son organisation à la base. On a étouffé la compétition et multiplié ses effets centrifuges. La société a défait les entreprises publiques faute d'être prise dans une compétition consentie et ordonnée. Elle n'a pas appris à coopérer.

Depuis l'indépendance politique, nous nous sommes laissés porter par la valorisation de nos ressources naturelles et la répartition de leur produit. Les exportations d'hydrocarbures ont éjecté les exportations des autres productions. Ridicules les exportations agricoles de dattes, d'huile d'olive, etc. Les décideurs assoiffés de ressources n'avaient d'yeux que pour la manne des hydrocarbures. Il était difficile de résister à la tentation et à la courte vue.

Suite en page 6

De qui et de quoi voulons-nous dépendre ?

Suite de la page 5

La courte vue nous fit considérer négligeable ce qu'elles pouvaient rapporter par rapport aux hydrocarbures. On fit trop confiance à un avantage immédiat. Un exemple plus récent, que je n'ai pas cessé de dénoncer comme député, on ferma une usine hydroélectrique parce que sa production était négligeable par rapport aux usines à gaz. Le nombre des bouches à nourrir s'est multiplié, mais pas celui des producteurs. À la tentation du revenu facile s'ajoutait la crainte de la compétition interne. Celle-ci risquait de réveiller les « vieux démons » du tribalisme, les ennemis de la modernité. Tentation et crainte nous ont éloignés de la compétition internationale, la compétition interne qui s'en est trouvée déconnectée, empêcha les tribus de coopétitionner dans la compétition internationale. Nous n'avions plus d'yeux que pour la répartition du produit des hydrocarbures, il y eut compétition autour de la répartition du surplus et non coopération autour de sa production. Ce qui a donné la possibilité à ceux que nous avions diabolisés et que nous avions chassés par la porte de revenir par la fenêtre pour jouer de nos compétitions et solidarités.

Il était donc très difficile de résister à une construction par le haut de la société : la tentation des hydrocarbures et la crainte de ne pouvoir surmonter les difficultés d'une construction par le bas étaient trop fortes. La société et son gouvernement ne résistèrent pas au cours des choses. Les problèmes inévitables de la production et la construction par le bas de la société furent temporairement éludés. Car comme retient-on de Marx, la société ne se pose de problèmes que ce qu'elle peut résoudre. Le problème avait du mal à émerger tant les moyens de le solutionner paraissaient lointains et une solution aisée à portée de main. Nous ne voulions pas accompagner la société pour résoudre ses problèmes nouveaux de coopération, nous allons y être contraints, sans savoir si cela se fera encore de la bonne ou de la mauvaise manière.

Après que les tribus aient été défaites par le colonialisme - on n'ose pas encore nous dire qu'il nous a rendu service, l'organisation de la société posait le problème de ses nouvelles formes et de ses nouveaux centres. Les difficultés pour passer des solidarités locales mises en défaut par le colonialisme à une solidarité nationale ont poussé les acteurs politiques à adopter une politique révolutionnaire de rupture. Au cours de la guerre de libération, pour parvenir à une solidarité nationale, il fallait faire avec des solidarités locales infestées par la stagnation sociale. Cela s'effectua quand une partie dynamique de la population en accord avec l'esprit du temps et les conditions de la population rompit avec le colonialisme. Une dynamique sociale en rupture avec la dynamique coloniale s'engagea. Une partie de la coopération sociale n'était plus administrée par le colonialisme et devenait dirigée contre lui. Les acteurs purent faire avec les restes des solidarités locales. À l'indépendance, retinrent l'attention les « problèmes » que posaient ces restes de solidarités, oubliant l'état dégradé dans lequel ils se trouvaient. Ces restes n'étaient plus des ressources, mais des obstacles. Le socialisme d'État en même temps qu'il émergeait des difficultés d'une auto-organisation de la société nous en éloigna. Après la monopolisation de la violence, on monopolisa la terre et ce qu'elle contenait. L'administration moderniste prit le relais

de l'administration coloniale : défaire la tribu, cette fois pour prétendre faire la société. Car il fut interdit de penser que la tribu puisse s'incorporer les arts et les métiers ni qu'elle puisse les industrialiser. Quand le projet moderniste socialiste s'avéra impossible, on persista dans le projet de défaire la tribu pour celui, non avoué et que l'on avait rejeté précédemment, de former la classe. On ne voulut pas admettre que le rejet de la propriété privée exclusive était le fait de l'esprit de la tribu et non celui du socialisme scientifique. C'était comme s'il fallait chercher l'esprit de corps dans la classe qu'on ne voulait plus tenir de la tribu. Disons comme si, car le corps militaire n'avait nulle intention, nul projet explicite ou implicite de se transformer en classe. Juste une propension inconsciente d'individus qui avait la possibilité de se comporter comme des féodaux, mais pas un groupe se pensant devenir une classe. La société militaire pouvait oublier le fonds tribal dont elle était issue, le nier, celui-ci ne l'oubliait pas. Défaire la tribu et faire la société autour de l'organisation militaire ne donneront pas une société et ses esprits de classes comme ce fut le cas dans d'autres sociétés. Ce fut là une nouvelle impasse, il ne sera pas donné à l'esprit militaire de faire corps et de se démultiplier dans la société. L'esprit de combat a été cantonné, figé dans les casernes, car qu'est-ce que l'esprit militaire, sinon désormais que l'esprit d'une corporation ? Le colonialisme a détruit le corps de la tribu, mais l'esprit de la société ne s'étant pas donné de nouveaux corps vivants, le fantôme de la tribu hante encore la société. Il a beau avoir été refoulé par le colonialisme et le modernisme, la société qui a besoin de faire corps pour se protéger ne peut chasser son souvenir. La tribu et son esprit ont besoin d'un nouveau corps, de nouveaux organes, avec lequel elle et il changeront.

CLASSEMENTS SOCIAUX, INJUSTICE ET COMPLÉMENTARITÉS

Quand on dit tribu, on pense trop vite tribalisme. Il ne faut pas s'alarmer du racisme ou tribalisme ordinaire qui ont toujours existé et qui existeront toujours. Ils font comme partie du sel de la vie, il faut plutôt en rire qu'en pleurer. Il faut se préoccuper d'un racisme ou tribalisme systémique qui vise à imposer la domination d'un groupe sur un autre. Dans une société de classes, la domination d'une classe doit souvent s'associer la domination d'un groupe ethnique, majoritaire dans une démocratie, minoritaire dans une dictature. Dans des sociétés sans classes, comme c'est le cas souvent en Afrique, on attribuera le racisme supposé d'une population à son désir de se situer dans une hiérarchie des groupes, plus exactement au positionnement qu'elle prétend. Il ne sert à rien de ce point de vue de dire qu'il n'existe pas de hiérarchie, ce qui compte c'est qu'une population, tout comme un individu, cherche à se situer, doit se situer dans une formelle ou informelle hiérarchie sociale. Il le doit parce qu'il doit se situer et situer sa progression. Il prétend alors à un dépassement, à une supériorité. Les populations veulent se classer. Elles n'ont pas besoin d'être animées d'un désir de domination pour ce faire, elles peuvent être animées d'un désir de libération. Elles deviennent « racistes » quand elles empêchent la coopération de rebattre les cartes, parce que se considérant de nature supérieure. Des anciens privilégiés, par exemple, ne veulent pas reconnaître que la coopération est en train de les déclasser en faveur de plus jeunes, pour défendre leur position ils font alors appel à un ordre supérieur. Les opérations de classement ont lieu à toutes les échel-

les, du voisin le plus proche au voisin le plus éloigné. On a toujours besoin de plus petit que soi... pour paraître grand. Ce n'est pas ce désir de classement et de contentement de soi qui fait problème, c'est ce qu'on en fait. Se classe-t-on pour progresser ou régresser ? En quoi est-on supérieur ou inférieur à autrui ? Comment pouvons-nous être meilleurs que nous sommes ? Pouvons-nous progresser seuls ? Devons-nous empêcher les autres de nous dépasser ? Ce ne sont pas nos identités qui nous bloquent, c'est l'injustice : ce que l'on admet pour soi et pas pour les autres. L'État postcolonial combattit les groupes dont il avait pourtant besoin pour protéger l'individu que ses institutions importées ne pouvaient pas protéger. L'individu ne pouvait pas compter sur la classe et son environnement, des institutions pour se protéger de la classe dominante. L'État postcolonial a poursuivi l'atomisation de la société sans que celle-ci ne produise l'environnement économique, juridique et institutionnel nécessaire à l'autonomie individuelle. L'État a enlevé à l'individu tous ses supports sans que les individus puissent devenir ses supports. L'État (le marché) et l'individu propre à la modernité occidentale ne peuvent pas émerger d'un milieu dont on a fait table rase. C'est de la différenciation du milieu qu'ils s'autonomisent.

La société ne peut pas assurer l'autonomie de l'individu en l'abstrayant de son milieu, en le privant de supports concrets. Pour passer du support de la tribu à celui de la société et de l'État, il faut des services publics, une protection sociale. Il faut tout un village pour éduquer un enfant. Aujourd'hui à défaut d'avoir les services adéquats (le nouveau « village »), c'est la rue qui éduque l'enfant des individus mariés qui travaillent. L'individu doit pouvoir compter sur des autonomies collectives qu'il fabrique avec les autres individus. Ce ne sont donc pas les identités qui font problème, ce sont leurs propensions et celles de leur milieu. Leurs propensions à s'exclure, plutôt qu'à coopérer.

S'il n'est pas possible de dissocier la solidarité locale d'une certaine désolidarisation globale (différenciation), on aurait tort de penser la solidarité locale séparément de la solidarité globale. Il y a du local dans le global et du global dans le local. Il faudra apprendre à faire avec. Quand la solidarité globale entre en action, celle locale entre en latence. Quand la solidarité locale entre en action, celle globale entre en latence. En vérité il n'y a que des groupes qui s'affirment et qui s'estompent, les individus et les groupes en action mobilisent des individus et des groupes en latence. L'action individuelle n'est que la partie apparente de l'iceberg. Quand un individu entre en action, il mobilise d'autres individus invisibles qui lui fournissent support, matière, équipement ou énergie. De même pour le groupe.

Un groupe se distingue d'autres groupes dans un milieu pour améliorer sa position, disputer une place, une ressource. L'individu est toujours inscrit dans une chaîne d'interdépendances. Un groupe se mobilise pour améliorer sa position dans le monde, il mobilise d'autres groupes qui veulent améliorer leur position dans la société, ces groupes mobilisent des individus qui veulent améliorer leur position dans leur groupe professionnel, leur milieu social. La compétition tranche entre des forces relativement égales qui exigent certaines associations pour se constituer. Plus le niveau de la compétition s'élève plus s'étend le domaine des ressources qu'elle mobilise. Ce n'est pas ce que nous observons dans notre société où l'on peut avoir le sentiment que le groupe dirigeant, parce qu'incapable d'affronter la compétition externe, distrait la société plutôt qu'il ne la

mobilise et se tourne vers la seule compétition interne dont l'objet principal est la privatisation des ressources collectives. De fait, les coopétitions sociales se complètent très mal du fait de leur mauvaise inscription et orientation globale.

Les forces s'associent et se dissocient pour s'égaliser, entrer en compétition selon les niveaux de compétition. Dans le cas d'une compétition négative, il s'agit de détruire des forces, celles de l'ennemi. Dans le cas d'une compétition productive, au contraire le concurrent n'est plus perçu comme rival à détruire, mais comme un partenaire, un « sparring-partner » dit-on en boxe. Un champion a besoin de ses compétitions. Il faut donc distinguer les situations où solidarité locale et solidarité globale se disjoignent pour former des identités claires, la fermeté de l'une ayant besoin de la fermeté de l'autre, pour être en mesure de se développer, de s'appuyer fermement et/ou de se confronter victorieusement. Car une compétition externe intense a besoin d'une compétition interne intense qui lui donnera ses compétiteurs. Les Algériens sont tous des frères, mais les frères se désolidarisent pour se disputer l'héritage de leurs ascendants et se solidarisent pour partager/disputer avec le monde les ressources. Pourquoi la lutte de libération ne nous a-t-elle pas enseigné cette leçon ? Nous avons besoin d'une juste participation à la production mondiale pour occuper dans le monde une place honorable. Les Marocains et les Algériens sont aussi des frères, mais ils sont dressés comme des ennemis. Lors de la guerre de libération, de la décennie noire, des frères se sont dressés les uns contre les autres. Tout dépend donc des compétitions dans lesquelles ils s'inscrivent. Les frères doivent souvent se battre « férocelement », et par là, apprendre à jouer à se battre férocelement, pour être suffisamment « féroces » pour pouvoir battre leurs « féroces » adversaires.

LA DIVISION DU TRAVAIL, LE MARCHÉ ET LA NATION D'ÉTRANGERS

Le problème d'Adam Smith

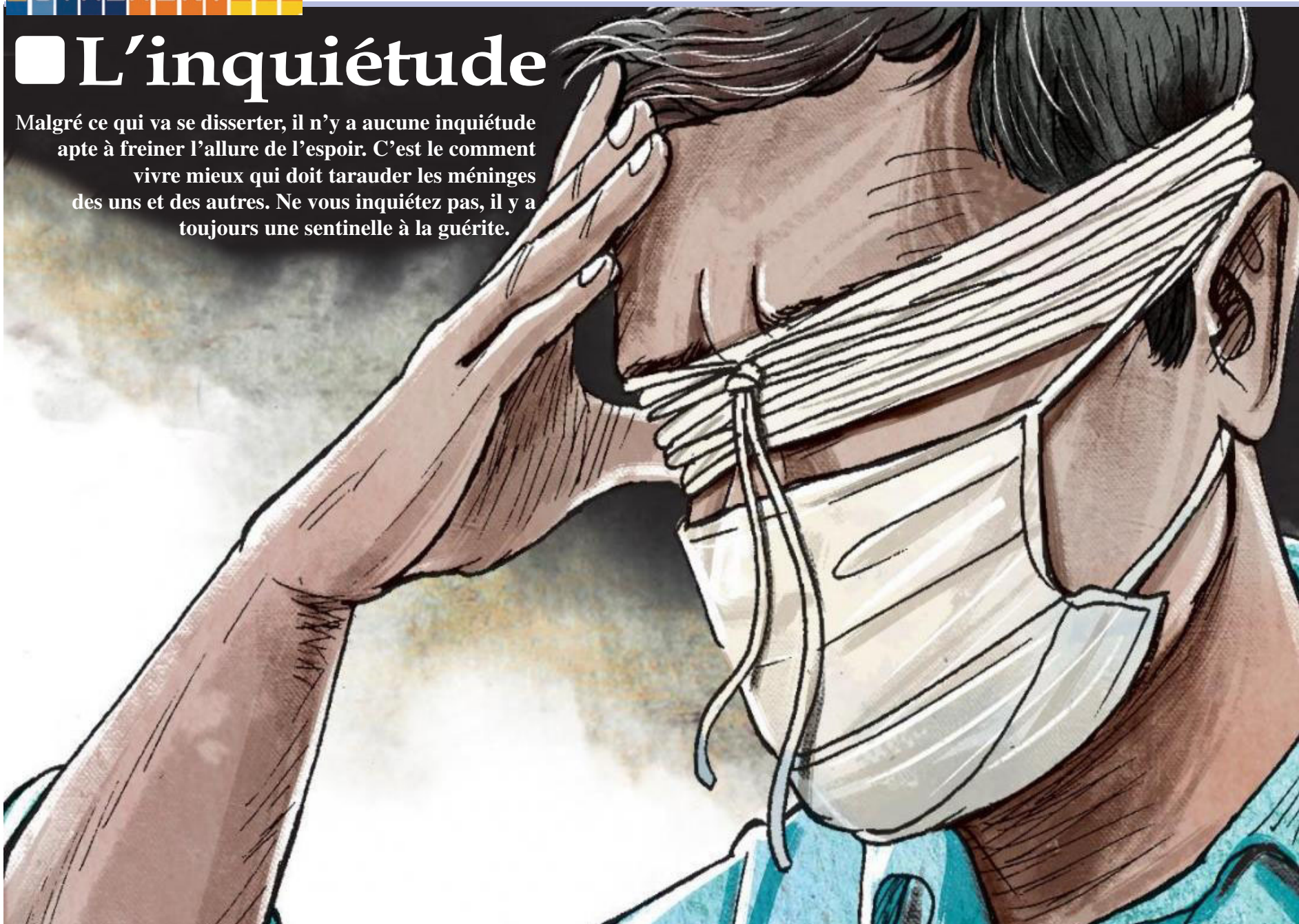
Dans son article codes moraux et réussite économique^[2], Amartya SEN s'interroge sur la solution apportée par les économistes au « problème d'Adam Smith » qui oppose la sympathie de sa théorie des sentiments moraux à l'égoïsme de sa théorie de la richesse des nations. Selon les économistes il faudrait séparer le domaine économique des autres domaines. Adam Smith disait : « Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du brasseur ou du boulanger que nous attendons notre dîner, mais du souci qu'ils ont de leur propre intérêt. Nous nous fions non pas à leur amour de l'humanité, mais à leur amour de soi^[3]... » Pour Amartya Sen, Adam Smith signifiait clairement ainsi que la poursuite des intérêts individuels était une bonne motivation pour l'échange de biens. Mais il ajoutait que, concernant l'aphorisme du boucher-brasseur-boulangier, la question suivante devait être posée : les opérations et activités économiques sont-elles toutes de la nature de ce type d'échange ? Qu'en est-il d'opérations économiques comme la production, qui réclame l'esprit d'équipe et le travail en commun au sein de l'usine ? Smith pensait-il que la production représentait une partie peu importante de l'économie ?

A suivre
Derguini Arezki

[1] Le terme de globalisation des marchés sous-entend leur ancienne existence nationale.
[2] Actes de la Recherche en Sciences Sociales/ Année 1993/100/ pp. 58-65
[3] 1. Adam Smith, *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*, 1776 (rééd. Londres, 1910), t. I, p. 13 (trad. fr., *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Paris, Gallimard, 1976, coll. % Idées >).

■ L'inquiétude

Malgré ce qui va se dissenter, il n'y a aucune inquiétude apte à freiner l'allure de l'espoir. C'est le comment vivre mieux qui doit tarauder les méninges des uns et des autres. Ne vous inquiétez pas, il y a toujours une sentinelle à la guérite.



Par El yazid Dib

L'on ne s'inquiète que pour une jarre d'huile ou un sac de sucre, pas pour un projet de société ou un pays radieux et prospère. Oui, l'huile, « c'est vital ». Le pays beaucoup plus et plus grand. Par ailleurs, l'huile de table ne peut en rien suppléer l'huile d'olive, à part ses vertus. Car il faudrait, peut-être, agir pour intégrer cette dernière dans les produits à soutenir, sinon l'intégrer dans la nomenclature de la Cnas et éligible à la carte Chifa, à prescrire par ordonnance. L'inquiétude, voyez-vous, n'est pas uniquement un état de panique ou d'embarras mais une rumeur qui circule, qui court jusqu'à faire voler les étagères et crever tous les rêves.

Beaucoup de gens s'interrogent en entre-mêlant à chaque amorce de rencontres ces petites et lourdes questions de « qu'est-ce qui se passe » ? « où va-t-on » ? Toute tentative de réponse n'est que vaine tant personne n'est en possession d'éléments aptes à dénouer de telles impasses. Les discussions portent sur le foot et l'huile, le Cameroun et la cause palestinienne, le tout, le rien et le n'importe quoi. On ne sait plus raisonner mais on trouve raison à chaque argument.

Tout a l'air, pourtant, de fonctionner normalement. Le virus est là, semant le malaise et la mort comme dans les pays les plus développés, le vaccin aussi, supplanté des doutes qui l'alourdissent. Seuls les ministres sont officiellement en auto-confinement, préservant de la sorte l'énergie qui leur manque. Les jeunes sont heureux dans l'apparence de la coupe de cheveux, des jeans déchiquetés et des agglutinations nocturnes. Cependant, dans leur tête, je le suppose, le rêve du départ ne cesse de bouillonner à p'tit feu pour cet horizon littoral lointain. Cette frange, cette sève matricielle d'un avenir tant chanté, qui a tout le temps formé le canevas de campagnes électorales, ne croit en rien. Elle ne pense plus, elle ne fait qu'attendre. L'on dirait qu'elle se renferme dans une parenthèse

toujours ouverte qu'elle seule sait à quel moment la fermer.

L'inquiétude est à cibler dans cette Leuphorie que créent les blogueurs et les influenceurs. Quand ceux-ci deviennent des maîtres à suivre, sans nulle ascendance intellectuelle, ne voit-on pas là une déroutée de mœurs et une altération dangereuse de l'éveil juvénile et de la conscience sociale par suivisme aveugle et une domination mentale massive ? Un argot populairement articulé est plus efficace qu'un art oratoire de post-graduation. Mais c'est ça, une question de « nivellement » de niveau par le bas. Et ça paraîtra normal chez certains, et ils sont nombreux, que Rifka est plus audible et visible qu'un Yasmina Khadra ou un Slimane Djouadi. Une logique à l'envers et c'est « normal ». « Normal », terme qui passe pour une réponse évasive face à toute situation. Chez les jeunes, « normal » signifie à peu près « et puis après », soit, y a rien de grave, ni de percutant, ni d'urgent, ni presque d'important. Tout est normal !

Il y a là une société rendue très difficile à partager dans l'acceptation des différences nécessaires qui doivent y exister. Que ce soit au plan politique ou autre. Même sur un match ou sur la sélection nationale, l'on tente d'imposer son avis au lieu tout juste de l'exposer, pas plus. L'on ne peut plus se comprendre. Il y a de tout, de la ridicule critique pour remplir le temps ou de la fausseté pour paraître crédible. Si sur le plan du paysage politique, il y a énormément de nuances contradictoires à relever tant en alternative, en restriction de champ d'action, en garrottage de liberté d'expression, en lutte de clans ou en positions réprimées; il en est autrement sur le plan extérieur. Des menaces et des dangers. Une diplomatie palpitante mais esseulée et sans grande envergure est sommée de secouer ses ailes et voler plus haut que dans le ciel régional. A ce propos, où est donc ce conseiller nommé récemment et chargé de la « diplomatie économique » ? Là aussi, il y a une légitime inquiétude quant à l'utilité marginale de quelques nominations presque virtuelles.

C'est dire, en substance, qu'il n'est pas tout le temps donné à l'Etat en tant qu'organe de créer la dynamique démocratique.

On doit produire de la démocratie par commencer à s'occuper de soi et éviter d'être soumis à un état psychique dictatorial. Le combat pacifique et légal, sur des règles établies par des lois justes, ne doit par principe inquiéter personne sauf si la dérive, l'empiètement et le déni du droit viennent à prendre place sur la scène politique. Il est d'adage managérial de dire que si tu ne donnes pas l'information, on la fabrique à ta place. Ainsi, devant tout ce qui se poste et se transmet comme faits prééminents d'une actualité trop controversée, aucune communication publique n'arrive à capter l'opinion déjà et d'emblée acquise aux thèses à démentir, largement diffusées. Le gouvernement est aphone ou ne trouve-t-il pas d'ouïe attentive. L'expression s'était autocensurée elle aussi. Au bout de chaque mot, un ordre public semble se troubler, à chaque clic l'on peut pénétrer les abysses des prétroires.

L'amplitude de l'inquiétude n'est pas à l' mesure égale pour tous. Elle se crée des différences selon le besoin de chacun. Autrement dit, ce qui est pris pour inquiétude chez l'un peut être un amusement chez l'autre. Une dame qui s'inquiète pour son chat victime d'une diarrhée, un homme qui broie son ennui pour un pépin mécanique de son yacht, un gosse qui s'étouffe pour un débit déficitaire d'internet sont une moquerie luxurieuse pour quelqu'un qui n'a rien à mettre sous espoir, qui est rongé par des impératifs vitaux, qui ne se sent pas avoir de pays.

Quel que soit son degré, l'inquiétude ne fréquente pas les cœurs désertés. Elle accompagne sans cesse les porteurs de vie, ceux qui, malgré les aléas, le fatalisme, le mauvais sort ne tombent pas dans son escarcelle. Quand l'on s'attable comme moi dans la terrasse d'un café public, on la lit dans le visage des passants ou dans les mots qui s'échappent d'une discussion de proximité. Personne ne m'a semblé être heureux. Le suis-je d'abord ? Ainsi, certains surpassent leurs propres problèmes et s'accrochent avec ferveur, faut le dire, à la chute du Brent, aux fantaisies de Zemmour ou de l'invasion russe en Ukraine. C'est dire que parfois l'on veut s'inquiéter pour rien ou pour quelque chose qui ne nous concerne nullement. Avez-vous vu un citoyen ukrainien ou bosniaque ou yéménite

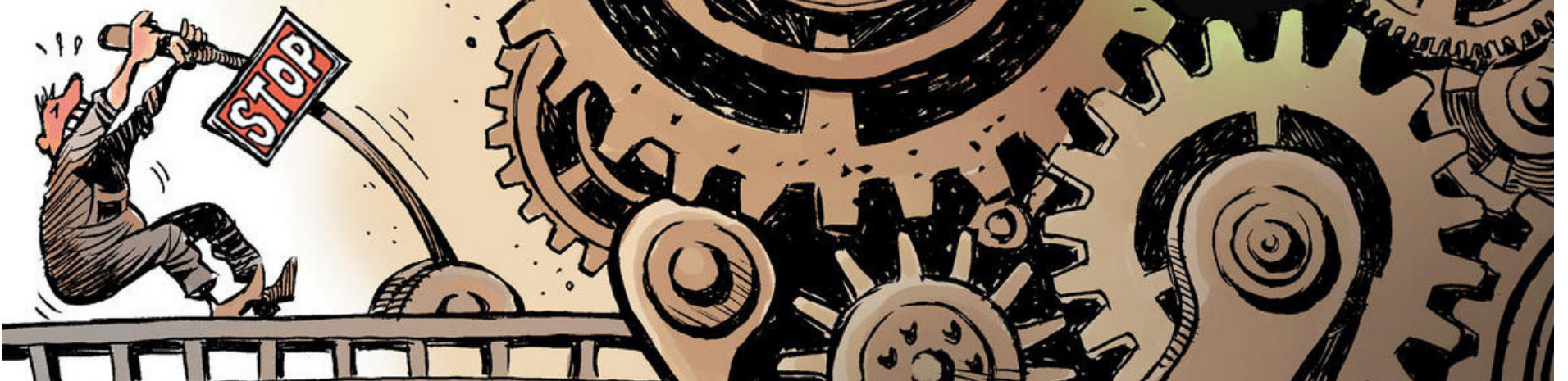
se morfondre et se préoccuper des contraintes sociales ou des réductions démocratiques que nous subissons ou des drames et tragédies que nous avons vécus ?

Parfois, une inquiétude est une forme de protestation. Une révolution personnelle contre une attitude, une imposture ou une flagrante hypocrisie. Surtout lorsqu'on voit revenir, après un assoupissement, certains recalés des récents gouvernements pour se faire doucement réapparaître sur Twitter en recourant à un passé tranquille qu'ils n'ont pu préserver lors de leurs fonctions. On ne crève pas l'écran de l'actualité par des œuvres écrites dans un temps où l'on n'était qu'une équation inconnue politiquement. Il est plus intéressant pour un ex-ministre de la Communication de dissenter sur la théorie du Droit et de ne plus s'inquiéter sur la réalité de la communication. Car ce qui se passe actuellement, il en a une grosse part de culpabilité. Tout comme un certain militant d'un certain parti qui se dit amèrement inquiet au sujet de la situation du pays, alors qu'il ne s'acquitte même pas de ses cotisations, encore qu'il ne ménage aucun effort pour sensibiliser sa famille pour une cité propre et saine. C'est tout comme l'élu, local, député ou sénateur qui n'a d'inquiétude que pour le retard de versement de ses indemnités. Si l'inquiétude pour le pays les avait gagnés, ils auraient fait don de ce fonds public au profit du Trésor public. Le pays, mon vieux, n'inquiète que ceux et celles qui font dans l'abnégation de soi, sans intérêt ni contrepartie.

Enfin, l'inquiétude au sens politique n'existe qu'en face de vagues horizons. Dans l'aveuglement qui trône dans un sésail. Elle est ce voile qui cache ou un soleil éclatant ou un nuage noir et refuse de s'appeler mauvais calcul, erreur d'aiguillage ou carence d'évaluation, voire de prévision. C'est une fois que l'on emprunte une fausse route, qu'en plus du regret, survient la grosse inquiétude du « que faire » ?

Pour rassurer nos voisins et leurs venimeux sites, leurs relais pernicieux, nous dirons qu'il n'y a pas chez nous une crise d'huile, de sucre ou de lait, il y a un approvisionnement des causes de la crise. A quoi bon avoir un « royaume » si l'on vit courbé et aplati dans une chaumière.

Comment la machine pourrait-elle, vaille que vaille, continuer de fonctionner ?



Par Cherif Ali

Une question lancinante que tout le monde se pose, même si beaucoup de citoyens se mettent à douter profondément, critiquent les chemins parcourus, hésitent à croire ce qu'on leur dit et surtout, commencent à s'impacienter. Nous avons tout pour réussir: une indépendance héroïquement arrachée, une démographie de jeunes potentiels, des ressources naturelles aussi inimaginables qu'incommensurables, quand d'autres pays sous-développés, moins nantis, ont réussi leur développement. Il n'en reste pas moins que le décollage tant espéré tarde à venir pour moult raisons !

Le réseau souterrain de services, trafic d'influence, parrainage et cooptation, magouilles et combines est extrêmement dense. Il croit avec l'informel qui a tout gangrené. Les « usagers » de ce type d'échanges n'ont ni remord ni scrupule. Il s'agit, pensent-ils, d'un échange de « bons procédés ». Cela se pratique à un niveau assez bas entre « potes » et connaissances.

Même pour ceux qui arrivent à accéder à un poste ou une fonction électorale, la première question qui se pose à eux, est la suivante : qu'est-ce que je peux en tirer pour mon profit personnel ?

Au chômage ou en marge d'une activité professionnelle, chacun de nos concitoyens, ou du moins un grand nombre, semble disposer d'un commerce souterrain ou d'un business, nécessaire non seulement pour arrondir ses fins de mois, mais aussi et surtout pour se procurer des produits, des médicaments ou des pièces de rechange qui font défaut, débloquent une démarche administrative qui s'enlise, ou sinon faire fortune !

Il faut dire que la population ayant si bien assimilé le mécanisme, il ne viendrait à l'idée de personne de passer par la filière officielle pour une quelconque démarche, on commencera, toujours, par la combine, c'est-à-dire rechercher les relations susceptibles de faire aboutir ladite démarche. Alors, c'est ainsi ? Apparemment oui, car les Algériens sont, en définitive, travaillés par la fièvre du passe-droit et de l'arrivisme !

Et leurs élus, tout comme leurs responsables, se servent des institutions comme de leur propre bien. Aucun contrôle, ou presque, ne pèse sur eux, au sens macro et micro-économique. On ouvre des milliers de postes de travail bidon, ceux du filet social notamment, pour satisfaire la révolte et on couvre d'avantages tous ceux qui font la grève, pour acheter la paix sociale ?

Et la preuve a été donnée par un ancien ministre du Travail qui avait annoncé officiellement qu'« il n'est pas question de poursuivre les bénéficiaires des crédits ANSEJ qui ne s'acquittent pas de leurs dettes » !

Les banques, déjà accusées de frilosité, peuvent attendre.

Mais si tout le monde « traficote » et se tourne les pouces, et de plus ne respecte pas la loi, comment la machine pourrait-elle, vaille que vaille, continuer de fonctionner ?

Aujourd'hui hélas, nos universités sont à la traîne du monde arabe et même en Afrique mais, faut-il l'admettre, le mal n'est pas dans nos étudiants, il est à rechercher chez les enseignants, médiocres pour la plupart, doctorants bidon par milliers qui ont pris le système universitaire en otage : l'université ne produit pas de génies capables de prendre en charge le défi du développement du pays !

Les Chinois et les Canadiens conçoivent et construisent pour nous, non pas des satellites, mais nos routes, nos logements et même notre grande mosquée : vont-ils pour autant rester chez nous à nous accompagner dans l'entretien de ces réalisations pour lesquelles nous continuerons à débours des budgets en devises ?

Les Algériens, c'est vrai, sont aussi fatigués que blasés à telle enseigne qu'ils affichent leur défiance pour tout et partout.

On est arrivé progressivement à une impasse ! Les walis n'ont pas amélioré le développement local, encore moins créé de l'emploi et de la richesse !

Certes, l'eau coule quand même dans les robinets, les hôpitaux fonctionnent cahin-caha, des milliers d'enfants sont chaque rentrée scolarisés avec force démonstration, ce qui donne l'impression que le pays bouge, mais pas assez. La faute au « dirigisme » d'Etat, de la lourdeur bureaucratique qui fait de la résistance, des banques timorées et surtout du choix du développement économique qui reste à inventer.

Force est de constater aussi que les investisseurs nationaux ne trouvent aucun intérêt ou si peu, à aller vers la production nationale malgré toutes les facilités qui leur ont été accordées en matière de foncier ou de diminution de la pression fiscale ; dans ce cas-là, il ne faut pas s'étonner que les étrangers, règle du 49/51 ou pas, fassent preuve de peu d'engagement !

Mais que peut faire le gouvernement pour gérer les complexités du pays ?

Un pays bientôt sans pétrole ni gaz ! Il est juste appelé à gérer les urgences, les révoltes du logement et de l'emploi et des inondations et des incendies pour cause de défaillance des collectivités locales souvent incompétentes, voire même corrompues à voir le nombre d'élus déferés aux tribunaux !

Dans les villes, sales, dépourvues de commodités et aussi d'espaces culturels, sportifs et de loisirs, c'est l'ennui, les tracasseries de la circulation automobile, les petits boulots de l'informel, le piston et la course au visa pour ceux qui veulent voir ailleurs !

C'est la marginalité des jeunes qui n'ont pas de droits et qui, en dehors du foot, n'ont aucun moyen de se dépenser. Les garçons traînent de-

hors à la merci des narcotrafiquants et des gangs qui les recrutent en masse. Les filles sont sommées de rester à la maison !

C'est aussi l'exil intérieur des femmes, le sexisme, la misogynie, le machisme des hommes, la violence et la réclusion pour un grand nombre d'entre-elles ; celles qui travaillent, nonobstant les préjugés, doivent donner la preuve de leur probité.

C'est une agriculture déficiente, délaissée, c'est également une industrie qui tourne au ralenti et qui a perdu le pari de « l'industrie industrialisante » !

C'est aussi un cinéma et un théâtre moribonds ainsi qu'une production littéraire orientée par l'idéologie islamiste et une chanson phagocytée par le « raï » dont certains adeptes font l'apologie de la « Harga suicidaire », à en croire les pouvoirs publics, qui ont pointé du doigt cette piste et aussi certains sites et autres réseaux sociaux. Mais, il n'y a pas de harraga sans passeurs !

En accablant les premiers, c'est comme si on cassait le thermomètre pour réduire la fièvre. En fait, les criminels sont les passeurs qui fournissent la logistique allant du zodiac, de la chaloupe bricolée, du moteur en fin de vie, au fuel servi par des pompistes très peu regardants. Ce sont ces crapules qu'il faut réduire : 200 d'entre eux ont été traînés en justice avec à la clef des peines très lourdes !

Pour l'heure, les Algériens en sont encore à s'affronter sur le choix du modèle de société. Sur le choix du modèle culturel : arabophone, berbérophone, francophone, voire anglophone pour certains poussés par les télévisions privées très regardées notamment dans le pays profond.

C'est également la place qu'il faut donner à la religion. Les Algériens sont pris en tenaille dans le tourbillon d'un débat malsain sur l'islam.

Quel islam voulons-nous ? Comment voulez-vous une réponse unanime acceptable pour tout le monde ? C'est rentrer dans des débats infinis affirme très justement un intellectuel, alors que le débat, le vrai, est sur les nanotechnologies ! Le problème des Algériens n'est pas religieux, a-t-il ajouté : il est économique et technologique. Et nos partis islamiques sont à ce niveau désespérément silencieux !

De ce qui précède, on peut dire que l'Algérie condense tous les problèmes à la fois : ceux des pays en voie de développement et ceux d'un pays nouvellement industrialisé !

Politiquement parlant, cela ne va pas mieux ! Cela met à nu une classe politique sans vision d'avenir, sans idées. Sans assise populaire surtout. C'est des hommes et aussi des femmes, obsédés par le pouvoir, accrochés à leur siège depuis plus de 25 années pour certains et qui ne veulent rien lâcher.

Au prix de retournement de vestes incroyables ! Il y a aussi le FLN, coquille creuse prise en otage par des personnes tout juste capables de servir de caution au pouvoir en place ou de se désigner elles-mêmes candidates aux responsabilités

et partant, se prêter aux mensonges de ceux qui tirent les ficelles en coulisses !

Les autres partis souffrent aussi d'un discours politique gangrené par la langue de bois et usé jusqu'à la corde. Les citoyens les critiquent dès lors qu'ils ont le sentiment que ces partis tournent complètement en « vase clos » et sont de plus en plus déconnectés des réalités.

C'est vrai, nous avons raté nos développements successifs en reproduisant les mêmes erreurs du passé : 98% de notre économie est financée par le pétrole.

Les rapports du Cnes et du ministère du Plan restent de lointains souvenirs ! Notre capacité prospective a beaucoup diminué ces 20 dernières années. Carpe diem était pourtant la règle !

Le pays n'avait jamais été maître de son destin économique ; il avait légué la bonne gouvernance aux institutions étrangères, les banques mondiales et le FMI dont l'objectif final est connu de tout le monde : privatiser et piller les ressources de l'Algérie.

Certes, la dette a été remboursée mais les années qui viennent risquent de ramener le pays à la case départ. A moins d'un sursaut !

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, conscient des difficultés, s'en est remis aux walis et aux maires leur demandant de booster l'économie locale par la création de richesses et d'emplois, même si les résultats tardent à venir.

Les ambassadeurs et autres consuls gênés ont également été mis à contribution pour promouvoir les produits algériens et, en même temps, accorder toutes les facilitations aux étrangers qui souhaiteraient investir en Algérie. Au plan interne, le président Tebboune a déclaré la guerre à la bureaucratie coupable de ralentir, voire de bloquer la majorité des projets de développement tant publics que privés !

Ainsi et en un mois, plus de 700 projets économiques en souffrance ont été débloqués par le médiateur Brahim Merad.

Et à un editorialiste de s'interroger :

1/Pourquoi c'est le médiateur de la République qui est chargé de traiter le lourd dossier des investissements et non pas un ou des membres de l'Exécutif.

2 /Comment a-t-il réussi là où tout l'appareil de l'Etat a failli ?

3/Pourquoi a-t-on besoin d'actionner la décision politique là où c'est une décision administrative qui s'impose ?

Le temps a fini par révéler que les blocages bureaucratiques trouvent clairement leur origine dans « l'interférence » au sein de l'administration centrale et locale.

La chaîne alambiquée et rouillée des bureaucrates a été certes ébranlée, sauf que ceux qui étaient aux manettes de cette nébuleuse sont toujours en poste !

En attendant, la rente pétrolière continue à payer la facture !

■ Face aux tensions géostratégiques, quels impacts sur le marché énergétique et quelle stratégie pour Sonatrach ?

Par Abderrahmane Mebtoul*

Le prix du pétrole est coté le 01 février 2022 à 01h Gmt, 89,31 dollars le Brent, en rappelant que durant le troisième trimestre 2021 pour le gaz, les prix spot européens et asiatiques se sont envolés vers des sommets stratosphériques de 30 à 40 \$/MBtu, contre environ 9/12 dollars entre 2019/2020. L'objet de cette présente contribution est d'analyser l'impact des tensions géostratégiques notamment les tensions entre l'Occident et la Russie et ses percussions sur le prix de l'énergie d'une part, et d'autre la stratégie de Sonatrach face aux nouvelles mutations énergétiques mondiales, lui imposant un nouveau management pour résister à la concurrence. Pour avoir connu de l'intérieur Sonatrach, pendant plusieurs décennies, de 1974 à ce jour, en tant que directeur d'études, membre de plusieurs organisations internationales sur l'énergie, et publié plusieurs contributions internationales Sonatrach, face à la nouvelle transition énergétique mondiale a besoin, aujourd'hui, d'un nouveau management stratégique.

Car toute entreprise doit prendre des décisions en temps réel, dans ce monde en perpétuel mouvement, avec une concurrence acerbée notamment dans le domaine énergétique et surtout d'une société qui procure directement et indirectement avec les dérivées 97/97% des ressources en devises à l'Algérie. En ce mois de janvier 2022, comme je le rappelais déjà lors de trois interventions : la première à l'invitation de l'Institut militaire, IMPED en mars 2018, la deuxième par le Premier ministre, en avril 2018, sur la sécurité alimentaire, de l'eau et la sécurité énergétique, à la salle des Conventions Alger et la troisième à l'Ecole supérieure de guerre en juin 2019, Sonatrach c'est l'Algérie et l'Algérie c'est Sonatrach, sa gestion posant la problématique de la sécurité nationale.

1-En s'en tenant aux données officielles, les réserves de pétrole sont estimées selon, la déclaration officielle du ministre de l'Energie (source APS décembre 2020) à environ 10 milliards de barils et les réserves de gaz à environ 2n 500 milliards de mètres cubes pour le gaz traditionnel.

Les exportations à ne pas confondre avec la production pour 2020/2021 ont fluctué entre 450.000 /500.000 barils/j contre environ 1 million de barils vers les années 2007/2008, et 40 milliards de mètres cubes gazeux en 2020 et 42/43 en 2021 contre plus de 60 vers les années 2007/2008. Cela montre une nette baisse en volume physique du fait, à la fois, que les découvertes ont concerné que des gisements marginaux, et du désinvestissement dans le secteur, pas d'attrait de l'investissement étranger, beaucoup de lettres d'intention mais peu de concrétisation sur le terrain. Pourtant l'Algérie reste un acteur stratégique d'approvisionnement notamment en gaz de l'Europe. En effet, la première destination du gaz algérien reste le marché européen, essentiellement l'Italie (35%), l'Espagne (31%), la Turquie (8,4%) et la France (7,8%). Ne pouvant contourner toute la corniche de l'Afrique, outre le coût élevé par rapport à ses concurrents, le fameux gazoduc Sibérie Chine, le Qatar et l'Iran proche de l'Asie avec des contrats avantageux pour la Chine et l'Inde, le marché naturel de l'Algérie, en termes de rentabilité, étant l'Europe où la part de mar-



ché de l'Algérie face à de nombreux concurrents, en Europe est en baisse (Conférence/débats du Pr Abderrahmane Mebtoul, à l'invitation de la Fondation allemande Friedrich Ebert et de l'Union européenne 31 mars 2021).

A court terme l'Algérie peut-elle profiter des tensions entre la Russie et l'Occident en n'oubliant pas le facteur géostratégique, l'Algérie étant liée à un contrat stratégique notamment dans le domaine militaire avec la Russie. C'est qu'existent des limites économiques, l'Algérie étant confrontée à deux contraintes majeures, la forte consommation intérieure et la concurrence de nombreux acteurs. Les exportations se font grâce au GNL qui permet une souplesse dans les approvisionnements et des marchés régionaux par canalisation pour une part respective d'environ 30/70%, à travers le TRANSMED, la plus grande canalisation d'une capacité de 33,5 milliards de mètres cubes gazeux via la Tunisie, le MEDGAZ directement vers l'Espagne à partir de Beni-Saf au départ d'une capacité de 8 milliards de mètres cubes gazeux qui après extension prévue courant 2021 la capacité sera portée à 10 milliards de mètres cubes gazeux et le GME via le Maroc dont l'Algérie a décidé d'abandonner, le contrat s'étant achevé le 31 octobre prochain, d'une capacité de 13,5 de milliards de mètres cubes gazeux. Aussi, dans cette conjoncture où les tensions géostratégiques notamment en Ukraine (voir nos interviews à la Chaîne 1 et à Radio Algérie Internationale 31/01/2022) et la relance de l'économie mondiale ont fait hausser le prix, pour le gaz l'Algérie profite peu de cette hausse, avec la forte consommation intérieure qui risque, horizon 2030 de dépasser les exportations actuelles (dossier lié à la politique des subventions sans ciblage), et étant lié à des contrats fixes à moyen et long termes, la révision des clauses demandant du temps mais profite de l'envolée des prix du pétrole.

Le constat est que les exportations sont toujours dominées par les hydrocarbures y compris les dérivées, pour le bilan 2021, 34,5 milliards de dollars dont 2,5 de dérivées comptabilisées dans la rubrique des 4 milliards de dollars hors hydrocar-

bures par le ministère du Commerce soit environ 98% des exportations totales et en janvier 2022, Sonatrach c'est l'Algérie et l'Algérie c'est Sonatrach irriguant l'ensemble du corps économique et social : taux de croissance, taux d'emploi, niveau de l'inflation, réserves de change. Pour preuve avec la baisse des recettes d'hydrocarbures et l'importance des dépenses, nous avons assisté à une baisse drastique des réserves de change qui tiennent la cotation du dinar officiel (avec un écart de près de 50% sur le marché parallèle) à plus de 70% étant passée de 70 dinars un dollar vers les années 200/2005 à près de 140 dinars un dollar, en janvier 2022, l'Exécutif, dans la loi de finances 2022, prévoyant 149,3 DA pour un dollar en 2022, 156,8 DA/dollar en 2023 et 164,6 DA/dollar en 2024. Ainsi, les réserves de change sont passées de 198 milliards de dollars au 01 janvier 2014 à 62 fin 20,48 fin 2022, malgré toutes les restrictions et les gels de projets que le gouvernement a décidé récemment de débloquer, qui ont paralysé l'appareil de production et contribué à accélérer le processus inflationniste du fait du déséquilibre offre limitée et demande en expansion.

Or, avec la pression démographique plus de 45 millions d'habitants au 01 janvier 2022, plus de 12 millions de population active, pour absorber un flux de 350.000 à 400.000 emplois par an qui s'ajoute aux taux de chômage en 2021, plus de 14%, il faut un taux de croissance sur plusieurs années de 8/9% par an. Il existe un niveau incompressible des importations, en attendant le bilan du gouvernement, où selon le rapport du FMI, dans son rapport de décembre 2021, les importations en 2021 ont atteint 46,3 milliards de dollars (la Banque mondiale ayant donné 50 milliards de dollars), 38,2 milliards de biens et une sortie de devises de services de 8,1 milliards et des exportations de 37,1 milliards. La majorité des rapports internationaux montrent clairement que le cours du pétrole pourrait être élevé, entre 2022 et 2024, avec un prix très modéré entre 2025 et 2030 du fait de l'inévitable transition énergétique avec l'accélération de l'hydrogène comme source d'énergie entre 2030 et 2040 Concernant la concurrence internationale, selon les données d'Eurostat pour 2020, 46,8% des importations européennes de gaz naturel pro-

vient de la Russie, premier réservoir mondial de gaz environ 45.000 milliards de mètres cubes gazeux ayant investi dans plusieurs canalisations en direction de l'Europe avec la capacité du South Stream de 63 milliards de mètres cubes gazeux, du North Stream1 de 55 et du North Stream2 de 55 milliards de mètres cubes gazeux (actuellement gelé), soit au total 173 milliards de mètres cubes gazeux en direction de l'Europe.

La dépendance est très hétérogène selon les pays, par exemple, la Lettonie se fournit ainsi exclusivement (100%) chez les Russes. La Finlande (98%). D'autres pays importent majoritairement du gaz russe. C'est le cas de l'Allemagne (66%) ou de la Pologne (55%). En France, seulement 20% du gaz qui est importé provient de Russie. L'Europe importe également du gaz venu de Norvège (20,5%), d'Algérie (11,6%), des États-Unis (6,3%) et du Qatar (4,3%). Selon les experts, il est utopique donc de parler d'un arrêt des importations de gaz russe qui viendrait gravement perturber l'approvisionnement énergétique des pays européens.

L'annonce par les USA d'augmenter les cadences de leurs livraisons de gaz aux pays européens où durant les trois dernières semaines de janvier 2021, entre 70 et 80 cargos américains de gaz naturel liquéfié (GNL) en direction de l'Europe selon la Commission européenne ne résout pas les problèmes du fait que les prix du GNL sont bien plus élevés que ceux du gaz russe, certaines estimations donnant un prix sept fois supérieur à celui du gaz russe. Mais de son côté la Russie est aussi dépendante de ses exportations gazières vers l'Europe, qui représentent 15% de son PIB, le secteur du pétrole et du gaz assurant à lui seul en 2021, 25% des recettes fiscales totales du pays. Qu'en sera-t-il du gazoduc Nord Stream 2 qui n'est toujours pas entré en service, bloqué par les États-Unis et l'Europe d'un coût de 11 milliards de dollars et d'une capacité de 45 milliards de mètres cubes gazeux ? Quant au Qatar, troisième réservoir mondial de gaz entre 150.00 et 17.000 milliards de mètres cubes gazeux il est lié par des contrats avec l'Asie ne pourra que marginalement exporter vers l'Europe.

Suite en page 10

■ Face aux tensions géostratégiques, quels impacts sur le marché énergétique et quelle stratégie pour Sonatrach ?

Suite de la page 9

Reste l'Iran deuxième réservoir mondial de gaz avec plus de 30.000 milliards de mètres cubes gazeux, les négociations pour le levée de l'embargo sont toujours en cours étant lié également à des contrats fermes avec l'Asie notamment avec la Chine. Quant à l'Azerbaïdjan, un autre grand producteur de gaz, les négociations avec l'Union européenne sont toujours en cours. Aussi, il ne faut pas être utopique Sonatrach sera encore pour longtemps la principale ressource en devises d'où l'importance d'un nouveau management stratégique car du fait de bilans consolidés, on ne discerne pas entre les effets positifs d'une hausse ou baisse des prix sur le marché international et sa performance interne.

L'organisation de Sonatrach est une organisation qui combine à la fois l'organisation hiérarchique et l'organisation divisionnelle, ce qui ne lui accorde pas la souplesse de ses concurrents au niveau international, sans compter la rigidité du système bancaire et surtout les interférences politiques. C'est qu'il y a lieu de tenir compte de l'environnement international et la problématique de la nouvelle stratégie énergétique mondiale. Les tensions géostratégiques et la croissance ou pas de l'économie mondiale jouent comme un vecteur essentiel dans l'accroissement ou la diminution des recettes de Sonatrach. Aussi, l'analyse du fonctionnement de Sonatrach ne peut se comprendre sans la replacer à la fois dans la nouvelle configuration de la stratégie énergétique mondiale, tenant compte des coûts, pouvant découvrir des milliers de gisements mais non rentables financièrement, du nouveau défi écologique avec un changement notable du modèle de consommation énergétique qui se dessine entre 2022/2030.

La gouvernance d'un pays est elle-même inséparable des mutations mondiales devant donc éviter d'isoler la micro-gouvernance de la macro-gouvernance qui sont inextricablement liées. La situation actuelle rend de plus en plus urgent le management stratégique et une transparence de la gestion de Sonatrach devant reposer pour toute démarche scientifique et opératoire du général au particulier, afin de saisir les interactions et pouvoir procéder à des actions par touches successives. Rendre plus efficiente Sonatrach suppose plusieurs actions stratégiques : la replacer dans le contexte international et national ; un système d'organisation au temps réel se fondant sur des réseaux et non plus sur l'actuel organisation marquée essentiellement sur une vision hiérarchique.

Le Groupe au niveau intérieur est le véritable moteur de l'économie algérienne, un fournisseur essentiel de revenus d'exportations, de revenus fiscaux, d'où l'importance de tracer des pistes d'action car malheureusement, récemment, Sonatrach est sortie de ses métiers de base malgré la faiblesse de ses ressources humaines et surtout faisant double emplois avec d'autres départements ministériels notamment dans le dessalement d'eau de mer, récemment dans la production du ciment, l'aviation et projetant de fonder des banques, cette dispersion à vouloir faire tout à nui d'ailleurs à son management global stratégique.

2.- Quels sont les axes directeurs d'un nouveau management stratégique de Sonatrach ?

Selon Sonatrach dans son bilan publié le 31 janvier, en volume physique, les premiers

indicateurs de production pour l'année 2021, affichent une augmentation d'environ 5% de la production d'hydrocarbures, étant passée, de 175,9 millions de tonnes d'équivalent pétrole en 2020, à 185,2 millions en 2021. Pour la production de gaz naturel liquéfié, elle est en augmentation de 14% en 2021, atteignant un niveau de 26,3 millions de mètres cubes, contre 23,1 en 2020 et assurant la couverture des besoins du marché national en énergie, pour 64 millions de tonnes équivalent pétrole en 2021, soit une augmentation de 9% par rapport à 2020. Les exportations ont enregistré une hausse de 18% par rapport à l'année 2020, passant de 80,7 millions de tonnes équivalent pétrole fin 2020, à 95 millions de tonnes en 2021. Il s'agira donc d'élaborer un modèle de simulation donnant plusieurs variantes en fonction des paramètres et variables -fonction de contraintes qu'il s'agira d'éliminer pour éviter des effets pervers.

La démarche devra être de type itératif. Elle consistera à itérer les séquences en plusieurs étapes : fixer les objectifs d'amélioration des performances reliés à chaque fonction où à chaque système de gestion, selon une démarche descendante et en vérifier le réalisme (ratios, contexte) ; - évaluer l'ordre de grandeur des impacts attendus (gains, qualité, délais, coût...) selon une démarche ascendante ; - évaluer les moyens et les délais nécessaires (ordre de grandeur) et enfin vérifier qu'à chaque objectif fixé peuvent être associés des indicateurs de performance faciles à mettre en œuvre. Cette simulation permettra la mise en place de deux ou trois scénarios d'amélioration des performances de Sonatrach tenant compte de l'évolution erratique tant du cours du dollar, de l'euro que du cours du pétrole et du gaz, permettant d'identifier chaque action, décrire le contenu, évaluer les moyens, les délais, les coûts associés à l'action, vérifier le niveau de gain attendu éventuel, rédiger une fiche descriptive de chaque action accompagnée d'un tableau récapitulatif des moyens, coûts et gains attendus et enfin établir un tableau récapitulatif des indicateurs de performance à prévoir.

Sonatrach, société par actions et propriété exclusive de l'Etat, devra faire face aux mutations quant à son nouveau rôle de société économique et commerciale créatrice de richesses et aux changements dans son mode de fonctionnement en vue d'évoluer dans un environnement international de plus en plus concurrentiel. Pour cela, il s'agira principalement d'analyser l'ensemble des règles juridiques influençant le secteur énergétique (environnement légal et institutions publiques), les circuits banques primaire- banque centrale, évaluer les structures d'appui professionnelles existantes, les structures d'appui techniques et de formation, l'identification de la stratégie des entreprises concurrentes et des institutions internationales et leurs facteurs-clés de succès pour une comparaison nécessaire de la stratégie internationale des grands groupes pétroliers et gaziers. Cela implique la prise en compte de la comparaison des comptabilités- organisation, filialisation, les récents fusions, la concurrence des énergies substituables, de l'environnement avec des activités non polluantes en incluant donc de nouveaux coûts nécessaires tenant compte de cette nouvelle contrainte internationale.

Le nouveau management stratégique doit, avant tout, diagnostiquer l'impact de l'environnement national et international sur Sonatrach et l'appréciation des domaines où l'interface Sonatrach/environnement peut être améliorée afin de rendre

plus performante l'entreprise et la hisser au niveau de la concurrence mondiale. La description des opérations devrait permettre d'identifier les gisements de productivité et les niches de gains de coûts (comparaison avec des compagnies tests)- volume, rentabilité et analyser la stratégie des principales institutions similaires dans le monde sur les plans : technologie- standards et normes- sous-traitance et enfin le conventionnement et ce, afin de réduire les coûts et d'avoir une stratégie agressive afin de prendre des parts du marché tenant compte de la concurrence. Sur le plan de la gestion interne s'impose un audit des immobilisations corporelles et incorporelles.

Il est à rappeler que sur le plan strictement comptable, les immobilisations corporelles comprennent le terrain, les constructions, les installations techniques, matériel et outillage industriels, ainsi que les installations générales, agencements, matériels de transport, matériel de bureau et matériel informatique, mobiliers et emballages récupérables. Dans la comptabilité des sociétés, ne sont pris en compte que les biens dont l'entreprise est propriétaire, les biens corporels loués ne figurant pas à l'actif, ce qui constitue une lacune importante que certaines entreprises internationales comblent en général pour ne pas avoir un bilan biaisé. Quant aux immobilisations incorporelles, elles comprennent les frais d'établissement, les frais de recherche et développement, les concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés ainsi que le droit au bail commercial. Il s'agit de préparer un audit opérationnel du patrimoine existant, en le réactualisant à la valeur du marché. Parallèlement un audit technologique et des moyens matériels (fixes et roulants) qui permettent de rentabiliser ce qui existe car le poste services (paiement des connaissances étrangères, l'expert national pour le même travail étant rémunéré actuellement et cela n'est pas propre à Sonatrach, parfois à dix fois moins que l'étranger) et l'immobilisation du parc roulant notamment au niveau de Naftal, sont inquiétants. Pour les autres activités existantes, comme le raffinage, le transport, la transformation et la distribution, seuls les audits pourront tracer les actions concrètes à mener en envisageant soit d'internaliser l'activité, soit de l'externaliser avec une priorité au profit des cadres et travailleurs du secteur de certaines activités ou le partenariat afin d'éviter la dispersion source de gaspillage des ressources et d'inefficacité de l'entreprise. L'objectif est donc d'évaluer le degré de compétitivité des outils, équipements et immobilisations utilisés dans le contexte d'évolution technologique internationale.

Cette opération d'audit consistera à rassembler l'information sur les caractéristiques techniques, et les conditions de fonctionnement des équipements et de gestion des immobilisations, évaluer ses équipements et immobilisations corporelles et incorporelles, le niveau des stocks dormants, (objectif stock zéro) ces derniers donnant une comptabilité déconnectée de la réalité économique supposant de connaître le niveau d'automatisation, le niveau de performance, les besoins de maintenance non satisfaits, la pertinence des investissements réalisés et enfin la compétence du personnel utilisateur. Cela permettra d'analyser les fortes et faibles technologies des équipements, les alternatives stratégiques sur les programmes d'investissements, le besoin de formations techniques et d'acquisitions de savoir-faire et enfin le niveau de maîtrise de la gestion des moyens matériels et des stocks. Cet audit préalable des im-

mobilisations devrait permettre une gestion transparente des coûts et des contrats. L'objectif est d'optimiser les conditions de mise en œuvre des options stratégiques. Ce module dans le plan d'action supposera la description des opérations suivantes : évaluer l'efficacité de la structuration actuelle en fonction des axes stratégiques de Sonatrach, envisager des structures organisationnelles plus adaptées à ses missions, évaluer les systèmes d'information quant à leur efficacité sur le plan délai, coût et atteinte des objectifs.

Cela implique l'analyse du test d'efficacité des structures et organigrammes existants, de l'évaluation des circuits et analyser les supports d'information de gestion afin de raccourcir les délais source de surcoûts. Sur le plan comptable, Sonatrach, bien qu'existe une direction de l'audit au niveau de la direction générale, établit souvent un bilan consolidé où l'on ne cerne pas correctement les centres de coûts du fait de ce que les économistes appellent les comptes de transfert, pouvant voiler la mauvaise gestion d'une division. Par ailleurs, au niveau des unités de production, la comptabilité établit une valeur globale pour des ventes similaires de certains produits, résultant de la consolidation de produits exportés au prix international et de produits écoulés sur le marché interne à un prix largement plus bas. Aussi faute de comptes physico-financiers à prix constants, les ratios de gestion sont d'une signification limitée pour apprécier la performance.

Il en résulte l'urgence de mettre en place des comptabilités analytiques et de mieux adapter les structures organisationnelles à la mission et aux contraintes de Sonatrach, de définir la structure des responsabilités et de concevoir un système d'information efficace, fonctionnant sur le principe de réseaux afin de discerner les centres de coûts en temps réel.

En conclusion, du point de vue géostratégique, contrairement aux supputations de certains esprits malveillants, il n'y aura pas de conflits armés entre la Russie et l'Occident, où tout le monde y perdrait. Pour l'Algérie, qui doit défendre ses propres intérêts, n'existant pas de sentiments dans les relations internationales, il faut éviter les erreurs du passé, de l'utopie de la rente éternelle, l'objectif stratégique, profiter de cette manne pour diversifier l'économie supposant de profondes réformes structurelles et devant accélérer la transition énergétique, le Mix énergétique, combinant l'efficacité énergétique, le développement des énergies traditionnelles, les énergies renouvelables et surtout une plus grande rigueur dans l'allocation des ressources financières. L'Algérie a engrangé en devises plus de 1.100 milliards de dollars entre 2000/2021, dont plus de 98% provenant de Sonatrach, avec des dépenses, sans compter la partie dinars, un montant d'importation en biens et services de plus de 1.055 milliards de dollars. Et pourtant les impacts sont mitigés, un taux de croissance dérisoire, faute de vision stratégique amplifiée par la corruption et la mauvaise gestion. Car, la bonne gouvernance et la valorisation du savoir sont les piliers du développement du XXIème siècle.

**Professeur des universités, expert international - Expert International -professeur d'Université en management - docteur d'Etat en gestion (1974) -Expert-comptable diplômé de l'Institut supérieur de gestion de Lille-France (1973) directeur général des études économiques et premier conseiller (magistrat) à la cour des Comptes 1980/1983- Directeur d'Études -Ministères Energie/Sonatrach 1974/1979-1990/1996 2000/2007-2013/2015*

1962, l'année de tous les bouleversements

Par Omar Merzoug

Retracer l'histoire des ultimes vicissitudes de la guerre d'Algérie dans la multiplicité de leurs aspects, tel est le défi que relève Malika Rahal dans son dernier livre « Algérie 1962 » (éditions La Découverte). Elle y livre un récit dense, complexe où s'enchevêtrent les dimensions sociologique, psychologique et révolutionnaire. Elle révèle notamment comment la population algérienne, ses démunis, ses femmes, ses illettrés, a vécu ce laps de temps, avec ses heurs et ses malheurs, ses hauts et ses bas, ses joies et ses drames. C'est parce que l'année 1962, qui clôt la période coloniale et qui en inaugure une autre, féconde en possibles contrastes, est vue d'une manière particulière que nous sommes allés à la rencontre de cette historienne de l'Algérie dont le singulier propos retient l'attention. Entretien. Omar Merzoug: Après votre biographie « Ali Boumendjel, une affaire française, une histoire algérienne » (Belles-Lettres, 2010), suivie de « L'Udma et les Udmistes » (Barzakh éditions, 2017), vous publiez, aux éditions La Découverte, « Algérie 1962 », une histoire de l'année 1962 que vous qualifiez de « populaire », qu'est-ce qu'une « histoire populaire » ?

Malika Rahal : Depuis Antonio Gramsci, les historiens savent qu'il est plus difficile de connaître les expériences des personnes modestes que celles des puissants ou des élites. On sait aussi qu'en situation coloniale, il est très difficile de connaître les expériences de la population soumise à l'hégémonie coloniale-ici, les expériences des Algériens, car elles laissent moins de traces écrites. Or, ce qui me frappait concernant 1962-le moment de l'effondrement de la colonisation en Algérie-est qu'on continuait de mieux connaître les expériences de l'ancienne population coloniale que celles des Algériens. J'ai donc entrepris d'écrire une histoire populaire de cette année 1962. Il s'agit d'une histoire qui s'éloigne de l'histoire politique ou militaire pour s'intéresser aux expériences vécues par les personnes, à leurs souvenirs et à leurs récits.

O.M. : Comment votre livre a-t-il été conçu ? Sur quels matériaux avez-vous travaillé concrètement ? Quels ont été vos méthodes et vos procédés d'autant que sur un sujet aussi vaste, vous avez sûrement dû faire des choix ?

M.R. : J'ai essayé de faire feu de tout bois. D'abord j'ai utilisé des entretiens que j'avais réalisés pour d'autres enquêtes. Interviewés au fil des années, ces témoins m'ont, les premiers, fait ressentir que 1962 était un moment exceptionnel dans leur vie, une année à nulle autre pareille. Puis j'ai essayé de lire autant d'autobiographies et de livres de souvenirs que j'ai pu trouver, en arabe et en français. La majorité de ceux qui sont publiés en Algérie ont été écrits par d'anciens moudjahidines et d'anciennes moudjahidates. Mais on trouve de plus en plus de mémoires de personnes plus jeunes. Souvent dans ces livres, 1962 est la fin de leur récit, moins détaillé que ce qui concerne la guerre. Pourtant, l'accumulation des récits qu'ils donnent de cette période est très informative. On découvre par exemple comment les combattants de l'ALN ont été démobilisés, alors que l'ALN inventait les documents de démobilisation ; on perçoit leur malaise au moment de changer de vêtement pour « se déguiser » en civil, de se regarder dans un miroir pour la première fois depuis des années. J'ai aussi utilisé les nombreux témoignages réalisés dans la presse, par exemple une série de portraits réalisés par El Watan en 2012, au moment du cinquantenaire. On découvrait par exemple le récit Jeanine Belkhdja, médecin envoyée par le GPRA pour gagner la Zone autonome d'Alger dès le début de l'année 1962 : elle a alors contribué au développement d'un système de santé algérien. Bien sûr il a fallu faire des choix parmi tous ces parcours passionnants, mais aussi laisser de côté certains thèmes qui seront, je l'espère, traités par d'autres historiens. Ainsi, je consacre un chapitre à l'autogestion agricole, notamment dans la Mitidja (on suit par exemple l'agronome René Dumont ou la sociologue Claudine Chaulet dans leurs efforts pour connaître ce qui déroule dans les campagnes à partir du départ des propriétaires français). En revanche, l'autogestion industrielle, qui aurait été aussi passionnante, demeure encore un angle mort.

O.M. : En focalisant votre regard sur l'année 62, vous vous heurtez d'emblée au problème, si fondamental en histoire, de la périodisation : « Ce livre délimite une tranche de temps quelque peu arbitraire » écrivez-vous. Comment traitez-vous cet « arbitraire » ?

M.R. : J'assume d'étudier une année calendaire, du 1^{er} janvier 1962 au 31 décembre 1962 : l'année est marquée par la fin de la guerre et les négociations qui aboutissent au cessez-le-feu du 19 mars 1962. Elle est marquée aussi par la période transitoire et la violence de l'OAS qui meurtrit les principales villes du pays. Vient ensuite l'indépendance de juillet (avec le référendum d'autodétermination, le 1^{er} juillet, le transfert de souveraineté, le 3, et l'indépendance fêtée et officielle, le 5) et la crise à l'intérieur du FLN durant l'été. Enfin, à partir de septembre, c'est la mise

en place des institutions de l'Algérie indépendante, l'élection à l'Assemblée constituante, la proclamation de la République algérienne démocratique et sociale. Mais dans le même temps, il est intéressant de réfléchir à un « long 1962 », marqué par l'effervescence populaire et l'ouverture des possibles. De ce point de vue, le renversement que constitue 1962, avec la ferveur, l'enthousiasme et la présence des Algériens en foule dans l'espace public commence avant le 1^{er} janvier 1962. Il débute avec les manifestations de décembre 1960 et, durant toute l'année 1961, l'on a des témoignages de Français d'Algérie rendus inquiets par cette présence souvent sonore (avec les youyous, les slogans, les chants) qu'ils jugent menaçante. On peut aussi réfléchir à quand s'arrête cette séquence de l'enthousiasme et de la ferveur : il me semble qu'on peut au moins la faire courir jusqu'en mars 1963, lorsque les décrets de mars organisent la propriété des biens vacants et que la loi sur la nationalité définit plus précisément qui sera légalement Algérien. On a alors une dernière séquence de la révolution algérienne qui va de décembre 1960 au moins jusqu'en mars 1963.

O.M. : Quels sont, de votre point de vue, les événements les plus marquants ou les plus significatifs qui ont scandé cette année 1962 ?

M.R. : Je suis frappée du nombre d'événements et de phénomènes de cette année qui sont mal connus aujourd'hui. Avant d'écrire ce livre, je ne savais rien du retour des réfugiés algériens en Tunisie et au Maroc (ils étaient plus de 300 000 à la fin de la guerre) : ils sont rapatriés en quelques semaines dans une opération internationale qui implique le Haut-Commissariat aux Réfugiés de l'ONU, la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, le GPRA, l'ALN, les autorités provisoires algériennes ainsi que les autorités françaises, marocaines et tunisiennes. On connaît aussi très mal les expériences d'un quart de la population algérienne qui vivait dans des camps de concentration de population : à partir du cessez-le-feu, leurs occupants pouvaient quitter les camps. Certains l'ont fait pour retourner dans leurs villages ; d'autres ont préféré rester plutôt que d'affronter des villages détruits et des champs saccagés par la guerre ; d'autres enfin ont quitté pour s'installer en ville. Parfois les camps ont été immédiatement réoccupés par des réfugiés qui n'avaient nulle part où aller.

Sans doute l'un des phénomènes les plus troublants est-il la résistance algérienne à la violence de l'OAS, l'auto-organisation des quartiers face à cette violence et la mise en place d'un système de santé pour soigner les blessés des attentats. Mais il faut aussi parler des festivités qui commencent avec le cessez-le-feu, trouvent leur apothéose en juillet et se poursuivent sans doute jusqu'à l'automne ; dire aussi qu'elles étaient entremêlées de deuil, de peines, de commémoration de tous les martyrs morts durant la guerre, chacun vivant des émotions parfois contradictoires. Il faut parler de la recherche des corps des disparus, de l'organisation de la rentrée 1962. Bref, l'année est une profusion d'événements et de dynamiques d'une richesse inouïe.

O.M. : Si l'on vous comprend bien, votre souci dans votre ouvrage est d'entendre et de faire entendre la voix des « sans voix », des démunis, des femmes, des illettrés, « afin, écrivez-vous, d'approcher la façon dont ils et elles ont vécu l'avènement de l'indépendance », qu'est-ce que ces minorités ont à nous dire sur leur vécu ? Ou pour le dire autrement, en quoi le discours de ces minorités sur l'indépendance tranche-t-il sur le discours des autres catégories sociales, les hommes politiques, les militaires, et même les Européens d'Algérie ?

M.R. : Ce que les historiens connaissent le mieux jusqu'ici était double : côté algérien, depuis les travaux récents de l'historien Amar Mohand Amer, qui suivent ceux de Mohammed Harbi et de Benjamin Stora, l'on connaît surtout la crise politique de 1962 qui divise le FLN, qui donne de 1962 l'image d'un mauvais départ ; côté français, l'on connaît maintenant très bien l'expérience douloureuse des pieds-noirs qui ont quitté l'Algérie en 1962, ainsi que celles de certains harkis qui ont également gagné la France. Dans les deux cas, l'on a donc une histoire tragique, un récit de la déploration de 1962. Or, on oublie sans doute que 1962 est une histoire de fin de guerre et, pour beaucoup d'Algériens, l'histoire d'une grande victoire et d'une grande joie. Malgré les deuils, les contradictions, les doutes et les inquiétudes, c'est un moment inoubliable et heureux pour bien des témoins.

O.M. : La focalisation de votre intérêt sur l'année 62 change-t-elle l'interprétation générale de l'histoire algérienne entre 1954 et 1962, et si oui, en quoi ?

M.R. : Cette focalisation sur 1962 dessine des sujets que l'on pourra plus tard traiter dans la continuité. Si l'on prend par exemple la question des camps de concentration, les considérer jusqu'au présent invite à regarder comment certains d'entre eux ont continué à être habités jusqu'à aujourd'hui, avec des problèmes de propriété qui ont encore une actualité et avec des revendications dans le présent.

De la même façon, au moment où on s'interroge beaucoup sur l'entretien du bâti ou sur la façon dont on occupe l'espace public ou les parties communes



des logements, c'est important de revenir sur la façon dont beaucoup d'Algériens ont occupé leurs logements en 1962.

O.M. : L'année 1962, c'est aussi l'année où l'OAS, qui prétend parler au nom de la population européenne, des « petits blancs » intensifie son terrorisme, comment, dans la perspective qui est la vôtre, lisez-vous son action ?

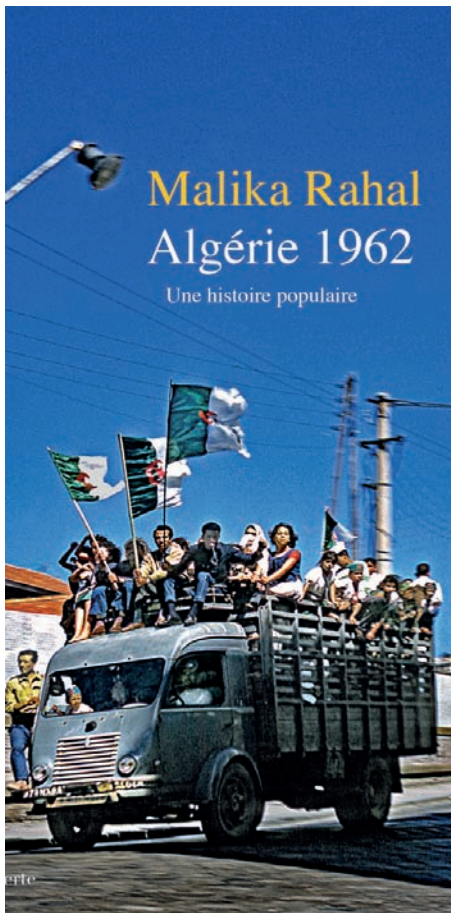
M.R. : L'OAS est créée au début de 1961 mais à partir du début de 1962, sa violence s'accroît. À mesure que le cessez-le-feu approche, le soutien dont elle bénéficie au sein de la population française d'Algérie se renforce. Les Français d'Algérie avaient vécu dans l'idée que l'Algérie était la France, et qu'ils y bénéficiaient d'une position inégale et privilégiée. Pour ceux d'entre eux qui n'étaient pas prêts à se convertir à une Algérie indépendante fondée sur l'égalité, l'indépendance qui approchait en 1962 apparaissait comme l'effondrement de leur monde et une perspective terrifiante. La terreur provoquée par cette fin du monde semble avoir nourri le soutien dont a bénéficié l'OAS dans les six premiers mois de l'année 1962.

O.M. : On a beaucoup parlé des événements du 5 juillet 1962 notamment à Oran. « En apparence, l'événement « massacre du 5 juillet à Oran » ne fait aucun doute » écrivez-vous. Pourtant, vous en proposez une interprétation plus complexe alors que celle que l'on entend en France où l'événement est parvenu manifestement « tronqué » et a été traité généralement de façon unilatérale.

M.R. : Oui, ce qui se déroule à Oran en 1962 est un cas unique en Algérie en 1962 et très mal connu. L'on entend souvent en France, dans plusieurs livres, articles et documentaires, la formule de « massacre oublié » du 5 juillet. Pourtant, s'il y a un oubli, il n'est pas à l'endroit du massacre des Européens le 5 juillet, souvent évoqué. Comme l'a déjà souligné l'historien Fouad Soufi, ce qu'on oublie est en fait ailleurs : l'on oublie d'abord que des Algériens aussi ont été tués le 5 juillet 1962 ; l'on oublie également que la violence à Oran ne commence pas le 5 juillet mais plus tôt dans l'année. En effet, il est clair à partir de janvier ou février 1962, qu'Oran fait exception en Algérie du fait du niveau de violence créé par l'OAS dans cette ville bastion de l'Algérie française. Les visiteurs dans la ville-par exemple le consul américain William Porter - sont en fait sidérés par le degré de la violence menée par l'OAS à l'encontre des quartiers algériens (bombardements, attentats à la bombe, snipers notamment). Mais en se focalisant sur une vision tronquée de ce qui se passe à Oran et réduite au 5 juillet, on nie la nature de l'événement.

O.M. : En quoi l'année 1962 comporte-t-elle comme vous le dites, « une dimension révolutionnaire » ?

M.R. : C'est une année qui mêle à la fois des bouleversements très profonds - par exemple le bouleversement de la propriété privée sous l'effet du départ des Français d'Algérie, avec la création des biens vacants et l'autogestion - et la présence du peuple sous la force de foule dans l'espace public : bien des jeunes de 1962 se souviennent d'avoir participé à des manifestations émeutières du début de l'année, puis aux festivités spectaculaires qui s'étaient de mars à juillet. Ce qui marque également le caractère révolu-



tionnaire de 1962, c'est la transformation des corps (collectifs ou individuels) et leur dynamisation. Beaucoup de témoins de l'époque disent n'avoir pas dormi durant cette période, du fait de l'excitation (anxiété ou enthousiasme) nécessaire pour accomplir toutes les tâches de cette année de toutes les urgences. Les événements bouleversent bien des normes, même au sein des familles.

Beaucoup de jeunes disent avoir vu danser des adultes pour la première fois de leur vie, avoir vu les hommes et les femmes (ou les différentes générations) se mêler, les avoir vus boire ensemble le café ou manger ensemble alors que cela ne se faisait pas auparavant. C'est l'ensemble de ces bouleversements qui fait de 1962 une révolution.

O.M. : Si on devait faire un bilan, de tous les possibles dont cette année 62 était grosse pour les ex-colonisés, en est-il qui nient trouvé un commencement de réalisation ?

M.R. : Bien sûr. Par définition, une ouverture des possibles comme celle de 1962 est toujours dans l'histoire suivie d'une phase de déception. C'est le cas après la Révolution française, après la Révolution russe par exemple, mais aussi après la fin de guerres qui bouleversent les sociétés. En Algérie, la création de l'État, la définition de la nationalité ou les mesures concernant les biens vacants visent le retour à l'ordre. Ils mettent fin à l'effervescence et à la ferveur des mois précédents et créent des frustrations parfois profondes. La mise en place du pouvoir d'Ahmed Ben Bella par exemple exclut ceux qui ont été ses adversaires durant la crise de l'été ; de même, la loi sur la nationalité sépare ceux qui sont Algériens et ceux qui ne le sont pas alors qu'en 1962, on avait l'impression que l'Algérie est le pays de tous ceux qui avaient lutté pour son indépendance. Comme tous les moments de ce type, il n'est donc pas étonnant qu'on parle de 1962 comme un moment qui n'a pas porté tous ses fruits, ou pas donné à chacun selon son dû. Pour autant, il ne faudrait pas oublier la réalité de certaines réalisations, vécues par ceux qui en ont été les acteurs comme des miracles. Ainsi par exemple, la réalisation de la rentrée scolaire au mois d'octobre 1962. L'éducation ouverte à tous avait été l'une des promesses de l'indépendance ; elle supposait un changement d'échelle délicat, l'éducation à l'époque française étant conçue pour une minorité. Mais la difficulté est encore accrue, en 1962, par le départ d'un nombre inattendu de Français. Durant l'année 1962, ce sont quelque 650 000 Français qui quittent l'Algérie, dépeuplant les postes de la fonction publique. Organiser la rentrée, dans un contexte encore violent et au milieu de tant d'autres urgences devient une gageure. L'on voit alors les appels au retour des enseignants français se multiplier, mais surtout, les formations accélérées se mettre en place. En octobre, s'achève par exemple une formation accélérée au cours de laquelle quelque cinq cents stagiaires ont été formés, hommes et femmes à parité dont la moitié est arabophone, pour tenter de mettre un enseignant dans chaque classe. Malgré les difficultés de l'éducation dans les années qui ont suivi, ce changement d'échelle du système éducatif, réalisé à partir de 1962, est ce qui a permis de former les générations éduquées après l'indépendance.

Propos recueillis par Omar Merzoug

MANIGANCES D'ALCÔVES

médiatic

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



LES VAGUES D'OCÉANE.
Roman de Said Kamel Gueroui.
Editions Les presses du Chélif, ,
Chlef 2021, 203 pages

Une ville, Annaba et son «Cours» (de la Révolution, au centre-ville) aux histoires bouleversantes... Sidi Salem, le bidonville... Une belle jeune fille à la recherche de son frère «disparu» mystérieusement : Bahria... «Océane»... La passion... Mouldi, un jeune à la recherche de son destin, à la vocation d'«homme inutile», amoureux de théâtre... Josip, un (futur) député et bien d'autres. Tous se rencontrant d'abord derrière le théâtre de la ville, sis dans un bel immeuble imposant mais dont la porte d'entrée et de sortie des personnels donne sur la pissotière (vespasienne) principale de la ville et sur une presque «Cour des miracles»... puis sur la scène. Du théâtre partout ! Joutes politiques et intrigues amoureuses se mêlent en permanence avec de l'authenticité, de la solidarité, des jalousies, des ambitions, des revanches, des rêves, des règlements de comptes... Avec, en arrière-plan, guettant les occasions d'attentats, des «forces occultes» dont le «groupe de Bou Merouane», en fait, des activistes dirigés par «Napoléon». Tout un microcosme singulier assez représentatif de toute l'Algérie, avec ses réussites et ses échecs, avec ses événements souvent assez anodins, parfois essentiels, ayant lieu dans le pays mais au retentissement sur le quotidien de chacun... Chacun croyant porter le fardeau de tous les autres ou pouvoir l'alléger. Même l'attentat contre le président en visite est évoqué... Ce sera le chapitre final -assez politique- d'une aventure politique et culturelle... avec la mort brutale au bout.

L'Auteur : Né à Announa (Guelma). Di-

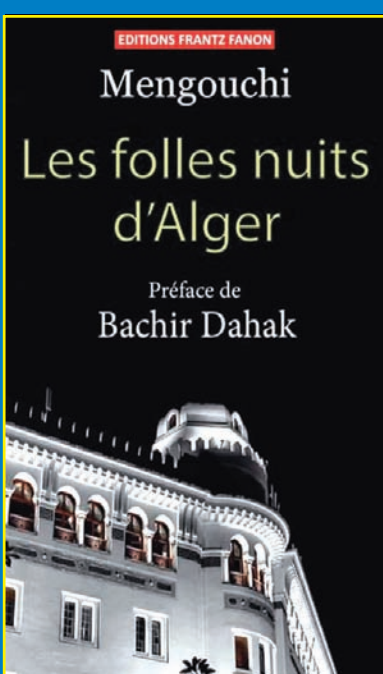
plômé en santé du travail et en ergonomie, professeur de médecine du travail (Annaba). A été vice-recteur chargé de la recherche à l'Université Badji Mokhtar (Annaba).

Extraits : «La mort à plusieurs n'est plus la mort, c'est un simple cérémonial où s'attardent des proches et des amis, une formalité à remplir par solidarité minimum, une saynète où on tend vers l'absurde et le pathétique mais qui s'abîme dans un flop final, le couac du dernier souffle de ceux qui meurent avant même de naître» (p 32), «Gagner ou perdre une élection n'a rien à voir avec le verdict de la démocratie (...). Ça se négocie entre clans, c'est la vérité des clans de tout poil ! Bientôt, vont rentrer en lice les fameux «adeptes du sac» (p 89), «Josip (le politicien local) traitait les hommes en trois catégories : ceux qui subissaient les lois, ceux qui les faisaient et, enfin, ceux qui en étaient affranchis» (p 139), «Le pays glorifie ses morts, rarement ses vivants. Dans un bel exercice d'exorcisme, il sème, à mains négligentes, les cimetières dédiés aux martyrs. Il fait fort alors : il enfouit ses héros sous des tonnes de béton comme s'il craignait d'entendre leurs chuchotements navrés; il aligne leurs tombes pour dissuader toute sortie du rang» (p 189).

Beaucoup plus des réflexions sur Avis le pays à travers une situation locale... Un essai bien plus qu'un roman malgré la présence d'une intrigue de haut niveau, une sorte de dialogue

entre l'auteur et ses lecteurs, ce qui rend difficile le «démarrage» de la lecture. Une très belle couverture et un titre très accrocheur... et quelques mots «bizarres» qui vous obligent à consulter le dico : «Dégravoyait», «Eburnéenne», «Eteule», «Carencule», «Exuvie».

Citations : «Il y a pire que la mort; c'est l'attente indéfinie et sans objet. La mort procure un repos éternel, assure-t-on; la perte de l'espoir et l'absence de mise en projet fatiguent en s'insinuant dans les tranches les plus intimes, en les fragilisant. La mort devient alors un soulagement» (p 22), «La vedette est un héros consacré par le moment, les circonstances : il lui est loisible d'escamoter tout, alentour... Chez nous, il y a une inflation inquiétante de héros ! (p 29), «Quand un amour commence à éclore, aucune incertitude ne peut le calmer, aucune difficulté ne peut le dissuader» (p 68), «Les convictions les plus puissantes ne durent que le temps d'une manœuvre politique» (p 141), «Le théâtre, quand il méritait son nom, ne relevait pas de l'escroquerie, de la vile tromperie d'un public invité aux quiétudes et aux certitudes ficelées d'un monde idéal. C'était, au contraire, une voix puissante qui plantait dans le tréfonds de chacun de nous des mots de passe et des thérapies qui prémunissaient contre les aliénations» (p 152), «Les Algériens ont hérité d'une identité tourmentée, en tout cas traumatique, forgée par le viol durable de la colonisation» (p 174).



LES FOLLES NUITS D'ALGER.
Récit («Conte ?») de Mengouchi.
(préface de Bachir Dahak).
Editions Frantz Fanon,
Alger 2021, 201 pages

Ce livre aurait été écrit et édité en France en 1974... une année algérienne particulière avec, confiait-on en catimini, des «intrigues plus ou moins divulguées» et des luttes internes entre gens du pouvoir d'alors. Tout le monde en parlait mais absolument personne ne l'avait vu ou lu. On avait seulement su (et le préfacier l'écrit) qu'un imprimeur parisien venait de se faire «acheter» par d'étranges clients» (la Sm ?) quelques milliers d'exemplaires d'un livre brûlot sur l'Algérie. Il aurait réussi, cependant, à sauver une trentaine d'exemplaires. La légende et la rumeur venaient de trouver leur plat préféré, accompagné d'accusations multiples visant tel et tel(elle) membre de la nomenclature de l'époque. Il est vrai que celle-ci ne se privait pas de profiter pleinement, le soir venu, pour trouver des «réconforts» après l'effort... comme partout ailleurs, mais avec moins d'ostentation... En tout cas, bien moins que ce que l'on a constaté durant les années 2000, avec des dégâts collatéraux bien plus importants sur toute la société, les «choses» se passant alors en cercles très fermés et bien clos, avec ses sélections rigoureuses. Le livre actuel a été déjà, je crois, édité en 1984 puis en 2019 en France, mais était passé inaperçu. Celui-ci va-t-il connaître le même sort d'autant qu'aucun nom, ni lieu précis ne sont mentionnés... Ne restent plus

que des supputations... 50 ans après ! Encore faudrait-il que les lecteurs (les septuagénaires et plus) aient encore de la mémoire et que les plus jeunes n'aient aucun autre «chat à fouetter»; les histoires du passé politique du pays -encore moins celles des alcôves et des tyrannies d'antan- n'intéressant plus beaucoup.

L'Auteur : Inconnu (pseudonyme ! Quant au préfacier (plutôt le présentateur de l'écrit), Bachir Dahak, c'est un juriste de formation, avocat mais aussi chargé de cours aux Universités de Tizi Ouzou, d'Alger et de Montpellier... ancien président de l'Association de soutien aux travailleurs migrants et du Réseau d'accueil et d'intégration de l'Hérault (France). Auteur d'un essai : «Les Algériens, le rire et la politique. De 1962 à nos jours», alors préfacé par Boualem Sansal, postfacé par Elisabeth Pérogo et illustré par Ali Dilem. Ouvrage paru chez Editions Frantz Fanon, Tizi Ouzou 2018.

Extraits : «Majesté, n'abusez pas trop de bouzalouf, la cervelle vous monte à la tête, le tabac vous rend irascible» (p 45), «Les principes de la révolution avaient été tracés une fois pour toutes. On ne revenait plus là-dessus, même s'il arrivait à cette révolution de donner parfois de la croupe à ses propres options fondamentales» (p 105).

Aucun ? Si ! Un conte... décousu... Avis mais semé de quelques réalités (pour ceux qui ont vécu l'époque) et de pages assez scabreuses. «Un roman mystère sorti de l'imaginaire sordide de la police politique et censé décrire les mœurs du régime Boumediène», selon feu le brillant politologue Fawzi Rouzeik (décédé le 11 février 2016), auteur d'un ouvrage (édité en France en 2015 chez L'Harmattan et jamais diffusé ou édité en Algérie) sur et avec Chérif Belkacem (Si Djamel), décédé en 2009.

Citations : «Le Grand Eunuque avait dit un jour à Chehrazade : Si on m'assassine dans mon sommeil, ils trouveront tes empreintes digitales dans mon rêve» (p 129), «On était fier pour cela d'avoir les usines les plus belles et les plus grandes du monde (...). Et bien d'autres encore, avec leurs hauts fourneaux qui fabriquaient cette belle fumée bleutée, qui là où elle cognait le ciel, il ne poussait plus jamais de nuages» (p 133), «Quand on est petit, on voudrait tout de suite sauter l'enfance et devenir homme, mais quand, hélas, on l'est devenu, on regrette que l'enfance soit passée si vite. Bien que dans les contrées arides (...) les hommes viennent au monde sans enfance. Ils sont adultes avant l'âge légal» (p 161).



Un repentir ? Il tique. Un lanceur d'alerte ? Le costume paraît un peu large. Quelques jours après cette discussion lexicale, notre interlocuteur nous rappelle : «Un coming out, voilà, c'est un coming out.» Guilhem Giraud sort du bois à 47 ans, dont près de vingt-cinq dans les métiers de la surveillance. Et il veut désormais en parler, de ce secteur qu'il connaît de l'intérieur et qui le fait maintenant «vraiment flipper». Le déclic a eu lieu cet été lorsque le consortium des médias réunis autour de Forbidden Stories a dévoilé l'utilisation massive du logiciel d'espionnage Pegasus contre des journalistes, militants des droits humains, opposants, ministres, chefs d'Etat... Produit et commercialisé par l'israélien NSO, Pegasus permet d'aspirer tout le contenu d'un téléphone à distance, sans accéder physiquement au boîtier de la cible, qui peut même se trouver dans un autre pays ; le numéro et quelques centaines de milliers de dollars suffisent à tout savoir. «[Ce genre d'outils] est à l'écoute ce que le nucléaire est à l'arme : il apporte une telle rupture fonctionnelle, un nouveau mode d'action tellement puissant, ses dégâts peuvent être tellement plus importants qu'il [...] doit faire l'objet d'un contrôle de prolifération», nous écrit Guilhem Giraud peu après les révélations. Au cours de plusieurs entretiens, par téléphone et dans des cafés parisiens, il a accepté de raconter longuement son cheminement, ce qui le pousse à alerter aujourd'hui sur les dérives d'un business qui fut son gagnepain pendant des années, et son parcours dans cette industrie de l'ombre.

■ INTERCEPTIONS

Comme bien d'autres, Giraud a bénéficié de l'étiquette «ancien des services». Jeune diplômé de l'école d'ingénieur Télécom INT, depuis rebaptisée Télécom SudParis, il fait son service militaire détaché à la Direction de la surveillance du territoire (DST), le contre-espionnage français. Ils sont alors trois ou quatre «scientifiques du contingent», sous les ordres d'un officier de liaison, un général de l'armée de l'air. C'est la fin des années 1990, l'âge d'or des télécoms qui «recrutaient à tour de bras». Et «l'âge d'or des interceptions légales», cette expression fleurant bon la bureaucratie qui désigne tout bêtement les écoutes. Elles viennent alors d'être enfin encadrées par la loi, après plusieurs scandales et une condamnation de la France par la Cour européenne des droits de l'homme.

Devenu contractuel à la DST, le jeune ingénieur travaille sur les interceptions hertziennes. «Tout ce qui passe par les airs», image-t-il. Captées par les grosses antennes du site de Boulay-les-Troux, en Essonne, ces ondes sont décortiquées par les petites mains du contre-espionnage. La loi avait justement prévu une exception pour les flux de cette nature, «aux seules fins de défense des intérêts nationaux», est laissée en terrain vague, sans contrôle extérieur. L'expérience était «grisante» au premier abord, reconnaît-il : «Il y a un fantasme d'omniscience, on pense être capable de savoir ce que les gens se disent. La réalité du métier est très différente.»

■ «DÉBATS ÉTHIQUES»

De ces années dans un service de renseignement français, Guil-

Ancien des services de renseignement français, Guilhem Giraud a travaillé pour la société Amesys en Libye puis comme «conseiller» dans un Etat du Golfe. Il entend désormais alerter sur les dérives d'une industrie de la surveillance qui l'a fait vivre pendant une quinzaine d'années.

hem Giraud tire une conviction : «L'Etat profond est raisonnable en matière de surveillance.» Il l'a observé au sein d'un groupe de travail sur les écoutes, mis en place après 2004, alors que les communications mobiles explosaient et que le numérique se déployait à grande vitesse dans nos vies. «On se posait des débats éthiques», répète-t-il. A ses yeux, le danger vient d'ailleurs, de plus haut, des responsables politiques. Il a rarement eu affaire aux décideurs. Sauf une fois : on est en 2005, se souvient-il, Nicolas Sarkozy vient de reprendre le maroquin de l'Intérieur après un passage par Bercy. La période est mouvementée, le futur président de la République est persuadé que son rival d'alors, Dominique de Villepin, mène une cabale contre lui. Au quatorzième étage du 7, rue Nèlaton, le siège de la DST proche de la tour Eiffel, les huiles n'en mènent pas large le jour de la visite du chef. Un commissaire bredouille et mélange les chiffres lors de son exposé. Sur une photo qu'il a conservée, on voit Giraud penché sur un ordinateur avec Sarkozy à ses côtés, entouré de son état-major : Claude Guéant (directeur de cabinet), Pierre de Bousquet de Florian (directeur de la DST), Michel Gaudin (directeur de la police nationale), Franck Louvrier (conseiller communication), Laurent Solly (chef de cabinet). Giraud fait une démonstration des nouvelles techniques de géolocalisation, qui ne fonctionnent qu'avec l'opérateur historique français. «Je comprends pourquoi on m'a donné un portable Orange !» lance Sarkozy, fier de cette blague dont la petite assemblée préfère rire. La carrière de Guilhem Giraud au service de l'Etat s'arrête peu après, lorsqu'il quitte Paris pour le Sud de la France en 2008. Un tout autre chapitre s'ouvre alors. A Aix-en-Provence, une petite entreprise embauche. Elle s'appelle Amesys. D'après son récit, Giraud expose lors de son entretien sa volonté de développer les interceptions légales. Le patron, Philippe Vannier, et le directeur commercial, Sté-

phane Salies, l'envoient en Libye. Amesys est arrivé au pays de Kadhafi dans les valises de l'intermédiaire Ziad Takieddine, rouage clé du rapprochement franco-libyen impulsé par Sarkozy (aujourd'hui mis en examen, notamment pour corruption, en raison des soupçons de financements de sa campagne de 2007 par feu le Guide). La PME a vendu en 2006 un système de surveillance des communications «à l'échelle du pays», appelé Eagle. L'affaire a été conclue avec le chef du renseignement militaire libyen, Abdallah Senoussi, pourtant condamné par contumace en France pour avoir commandité l'attentat contre le DC10 d'UTA, qui a coûté la vie aux 170 passagers de ce vol civil en 1989. Guilhem Giraud passe une dizaine de jours sur place. A Tripoli, il forme les utilisateurs. Pas la haute hiérarchie, insiste-t-il, mais l'équivalent des commissaires en Libye. L'épisode le met encore mal à l'aise. Il minimise son rôle dans cette mission consistant à mettre entre les mains d'une dictature un redoutable système de surveillance : «J'ai vite senti un problème, j'ai fait le minimum. Un jour, je me suis fait porter pâle, je traînais des pieds. Le client a fait savoir à mes responsables qu'il n'était pas très content de moi. Je n'avais pas signé pour ça», dit-il de sa voix calme, presque naïve.

■ MACHINE INFERNALE

Son premier séjour en Libye sera le dernier. Il a tout de même eu le temps de voir Eagle à l'œuvre. Une technologie dévastatrice : grâce à des sondes posées sur le réseau, l'intégralité du trafic internet est scannée.

Il décrit la machine infernale : «La promesse commerciale, c'était de pouvoir rechercher par mots-clés dans la captation massive du flux. Les utilisateurs avaient des files de documents issus des interceptions (mails, tchats). Moi je formais à l'analyse, pas à la collecte.» D'après son témoignage, la technologie vendue fonctionnait mal : «Eagle était plein de bugs, il était «desi-

gné» pour faire des trucs incroyables mais il plantait beaucoup.»

Selon nos informations, l'ancien salarié a déroulé un récit similaire dans le bureau des juges, lors de son audition du printemps dernier en tant que témoin. Car l'affaire Amesys, révélée par la presse dès 2011, fait l'objet depuis 2012 d'une information judiciaire pour «complicité d'actes de torture et de barbarie», confiée au pôle crimes contre l'humanité et crimes de guerre du tribunal de Paris. Ont été versés dans la procédure les contrats, publiés par Mediapart, des comptes rendus d'écoute portant la mention «Eagle» retrouvés en Libye, plusieurs témoignages de survivants des geôles de Kadhafi (le nom d'un de ces plaignants apparaît même dans les comptes rendus). L'ancien directeur d'Amesys, Philippe Vannier, et l'entreprise en tant que personne morale ont été mis en examen au début de l'été 2021 pour «complicité d'actes de tortures». Ils demeurent en l'état présumés innocents.

Amesys n'a pas conclu de marché qu'avec les services du colonel Kadhafi. Ingénieur avant-vente, donc chargé de définir les besoins des clients, Guilhem Giraud s'est aussi rendu au Maroc, où il traitait avec la toute-puissante Direction générale de la surveillance du territoire, au Gabon, au Congo-Brazzaville, au Qatar. Des contrats, dont l'existence a été dévoilée par le site spécialisé reflets.info, passés avec des Etats peu soucieux des droits humains et de la démocratie. Est-ce la raison qui le pousse à quitter rapidement Amesys ? C'est surtout à cause de ses mauvaises relations avec les dirigeants et les «courtisans» qui gravitaient autour, dit-il. «Je n'ai jamais été intégré dans leur bande», nous a-t-il indiqué un jour, avant de préciser plus tard : «Je n'étais pas très apprécié.» Après une tentative avortée de monter une boîte spécialisée dans la détection de fuites de données, Giraud s'envole pour le Moyen-Orient en 2012, expérience sur la-

quelle il se montre peu disert. En sa qualité de «conseiller» d'un Etat du golfe, dont il ne veut pas révéler le nom, il a été démarché par l'israélien NSO et a mis en garde ses clients contre ce type de produit. Il élabore : «Avec Pegasus, on met 10 millions pour pêter un téléphone et récupérer tous les messages, etc. C'est le fantasme du renseignement, c'est très dangereux. Le renseignement ne fonctionne pas comme ça, c'est du pointillisme. [...] Ces systèmes peuvent être dévastateurs pour les sociétés humaines, on détruit tout.» Il ajoute : «Le dispositif est très «signant», comme disent les militaires : le code est industrialisé, c'est facile de remonter la filière.» On n'est pas sûr de comprendre : Pegasus était-il trop invasif ou trop détectable ? Ou NSO était-il trop concurrent ? Sur ce sujet et plus globalement la surveillance numérique, ses réflexions sont encore embryonnaires. Il peut dénoncer pêle-mêle le pouvoir néfaste des Gafam, qui «ont fait de la surveillance leur modèle économique», les dispositifs de surveillance sanitaire type [ToussAntiCovid](https://www.anti-covid.fr), s'inquiéter de «la dictature [avec laquelle] on flirte dans les sociétés occidentales», puis proposer un improbable système d'agence de «notation éthique», sur le modèle de ce qui existe en matière financière, qui empêcherait les Etats mal notés d'acquiescer les technologies les plus intrusives.

■ INCOMPATIBILITÉ

L'homme bouillonne. Pour canaliser et approfondir ses idées, il a imaginé rejoindre un think tank en cours de création, qui sera adossé à l'université de Toulon. La greffe n'a pas pris avec les fondateurs, par incompatibilité d'humeur et désaccords sur les responsabilités de chacun. Rentré dans l'Hexagone, Guilhem Giraud en a fini, jure-t-il, avec ce business, dont il a vécu toutes ces années : «C'est l'âge.» Il a quand même créé une société de droit français cet été, avec l'idée de proposer ses services aux forces de l'ordre.



La «grande démission» déferle sur l'Amérique



Les départs volontaires ont doublé depuis le début de la pandémie.

LE FIGARO

Le mouvement massif de démissions volontaires qui balaie l'Amérique depuis le début de la pandémie continue de surprendre. Depuis les premiers confinements, en mars 2020, quelque 48 millions d'Américains ont volontairement démissionné. Près d'un quart des employés aux États-Unis pense changer de travail dès cette année. Même dans un pays où en temps normal l'employé moyen ne conserve son poste que quatre ans, cette vague de départs est inédite.

En novembre (dernières données fédérales disponibles) plus de 4 millions d'Américains ont encore choisi de leur plein gré de quitter leur emploi. Avant la pandémie, le nombre de départs volontaires oscillait autour de 2 millions par mois.

Ce raz-de-marée a été baptisé «The Great Resignation» («la grande démission») par le professeur de management de l'université Texas A&M, Anthony C. Klotz. Ce spécialiste de la psychologie du monde du travail est un des seuls à avoir vu venir la vague. «Nous savons que lorsque les êtres humains entrent en contact avec la mort et la maladie, cela les conduit à faire un pas en arrière et à se poser des

questions existentielles», explique-t-il. Avec la pandémie, des millions d'Américains ont effectivement changé de perspective sur leur existence et sur ce qu'ils retirent de leur travail.

Les facteurs derrière ces départs volontaires sont cependant divers. La fatigue joue un rôle important. Près des trois quarts des employés, en septembre dernier, s'estimaient ainsi victimes de «stress» et de «burn-out». Selon un sondage Gallup, 16% des Américains l'an dernier travaillaient plus de 60 heures par semaine. Les démissions ont d'ailleurs accru la charge de travail des employés restants.

Jay Powell, le patron de la Réserve fédérale, pense qu'il faudra une longue période de croissance pour que les comportements de la main-d'œuvre se normalisent. Tous les démissionnaires ne quittent pas le monde du travail. La plupart choisissent en fait un autre emploi, souvent associé à une autre forme de vie et à une rémunération meilleure. La Réserve fédérale d'Atlanta constate du reste que les «job switchers», ceux qui changent de travail, obtiennent des hausses de salaires en moyenne de 5,4%, contre 3,5% pour ceux qui restent en place.

■ BIDEN APPLAUDIT

La Maison-Blanche présente la mode des démissions comme un signe de bonne santé de l'économie. «Les Américains montent d'un cran et accèdent à de meilleurs emplois, avec un meilleur salaire et de meilleurs avantages sociaux. C'est pour ça qu'ils démissionnent... Ce n'est pas qu'ils claquent la porte et qu'ils refusent de travailler», a déclaré Joe Biden.

Cette description est juste mais incomplète. L'incroyable déséquilibre sur le marché du travail - 11 millions d'offres non pourvues pour seulement 6,3 millions de chômeurs - crée effectivement la situation idéale pour que des millions d'employés, stressés par la pandémie, déshabitués aux longues heures de transport, obtiennent de meilleures rémunérations et des conditions plus intéressantes avec souvent une part de télétravail choisie.

L'inflation, la plus forte depuis 1982, qui a de fait effacé les hausses de salaire de la plupart des employés en 2021, joue aussi un rôle important dans la «grande démission». Le désir d'accroître leur pouvoir d'achat dévalué, incite les Américains à changer de job si leur employeur n'a pas les moyens de les retenir.

Les démissions en masse frappent d'abord les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration, des loisirs et du commerce de détail pour des catégories de postes de faible qualification où le télétravail est impossible. La finance, la comptabilité et la technologie sont en revanche les secteurs les moins frappés ainsi que la fonction publique.

■ DIFFÉRENCES HOMMES-FEMMES

Luke Pardue, économiste auprès de Gusto, plateforme de ressources humaines pour petites entreprises, observe que les femmes continuent de démissionner davantage que les hommes. «En décembre, les employés démissionnaient à un taux plus élevé dans le centre des États-Unis et moins sur les côtes atlantique et pacifique», constate aussi ce docteur en économie. Il pointe du doigt les taux de démission les plus forts observés dans les États ruraux du Kansas (6,4%) et de l'Idaho (5,5%). Les plus bas se trouvaient dans le New Jersey (3%), la Californie (3%) et le Massachusetts (2,9%).

S'il est vrai que la grande majorité des démissionnaires change simplement de travail, 3,5 millions d'Américains, employés avant la pandémie, n'ont toujours pas réintégré la population active.

Le taux de participation à la population active mesure le degré d'intégration au marché du travail des personnes en âge de travailler. Il avait grimpé en janvier 2020 à 83,1%.

Au pire du confinement en avril 2020, ce taux a plongé à 79,9%. Il augmente à nouveau, au gré des variants. En décembre, le voici revenu à 81,9%, mais il est toujours en deçà de son niveau pré-pandémique.

Le nombre total d'Américains employés a dégringolé de 152,5 millions en février 2020, à 131,2 millions en avril 2020. Depuis, le chiffre est pratiquement revenu à 149 millions. Le compte n'y est pas: plus de 3 millions de personnes semblent avoir claqué la porte pour de bon. Certains ont décidé de prendre leur retraite, parfois après avoir perçu des plus-values boursières ou immobilières confortables, souvent en déménageant loin des grandes villes.

D'autres, surtout depuis un an, optent pour rester à la maison et s'occuper de leurs enfants. La «grande démission» va-t-elle se prolonger? Les économistes sont partagés, entre ceux qui penchent pour un retour à la normale une fois la pandémie passée, et les autres, qui croient en une transformation durable du marché du travail.

Destiné aux souscripteurs dont les dossiers en instance ont été acceptés Un nouveau programme de 600 logements AADL au pôle urbain «Zabana»

D. B.

Pour parer à la forte demande et la prise en charge des dossiers en instance des souscripteurs, le directeur du Logement de la wilaya a annoncé, dernièrement, l'affectation de 600 nouveaux logements de la formule «location-vente AADL» pour la wilaya d'Oran. Ce nouveau programme sera réalisé au nouveau pôle urbain «Ahmed Zabana» de la commune de Misserghine. Selon des sources de la wilaya, ces logements sont destinés aux souscripteurs dont les dossiers en instance ont été récemment acceptés. Ce quota complémentaire sera réalisé dans la zone-sud du pôle urbain «Ahmed Zabana» près du site Hpc 39, à quelques encablures de la localité d'Aïn El Beida. Les mêmes sources précisent qu'un autre quota de 400 logements devra être lancé dans une 2^{ème} phase pour prendre en charge tous les dossiers acceptés dans la wilaya d'Oran. Les souscripteurs du programme AADL 2, à Oran observent depuis plusieurs mois un mouvement de contestation pour exiger «l'assainissement de la situation de tous les dossiers acceptés et les recours déposés». Des souscripteurs, dont les dossiers ont été acceptés par l'agence, affirment qu'ils attendent depuis près de 4 ans leurs ordres de versement. «Nos dossiers sont bloqués à l'Agence AADL depuis 2017»,

regrette un souscripteur. Ils avaient organisé, ces dernières semaines, plusieurs actions de contestation sous le slogan «jusqu'au relogement du dernier souscripteur du programme AADL 2». Les contestataires sont soutenus par 13 comités de quartiers représentant toutes les cités location-vente du programme AADL 2. Ces souscripteurs réclament notamment leur relogement dans les centaines de logements non attribués au pôle urbain Ahmed Zabana et dont les «bénéficiaires» avaient été écartés par le filtre national. Il faut savoir que des centaines de souscripteurs du programme AADL 2 à Oran qui devaient bénéficier du relogement au nouveau pôle urbain «Ahmed Zabana» à Misserghine ont été exclus par le «filtre» national du logement. Ils avaient été contrôlés positifs dans le fichier national du logement. Ces exclusions n'ont pas concerné les cas fixés dans la note circulaire n°1 du 8 avril 2018, modifiant et complétant la circulaire du 16 octobre 2014 du ministère de l'Habitat. Les personnes qui n'ont pas la pleine propriété d'un immeuble à usage d'habitation ou d'un terrain à bâtir et n'ont pas bénéficié des différentes formules de logements ou d'aides publiques n'ont pas été exclues par le «filtre» national. La circulaire concerne «l'exclusion - à titre exceptionnel - de certaines catégories de bénéficiaires du contrôle positif, dans le

fichier national du logement et d'autres règles de référence». Il s'agit de dix cas, en l'occurrence le cas d'un immeuble édifié dans l'indivision, de propriétaire de terrain dans l'indivision sur une superficie inférieure ou égale à 70 m², des propriétaires d'un terrain indivis à travers les 19 wilayas du Nord (superficie n'excédant pas 120 m² pour les communes se trouvant au chef-lieu de la wilaya et 150 m² pour le reste des communes), outre des propriétaires indivisaires d'une quote-part dont la superficie est inférieure ou égale à 200 m² pour les autres wilayas. La note circulaire concerne les propriétaires d'un terrain à bâtir ou d'un immeuble à usage d'habitation par voie de donation issues exclusivement de leurs parents, à condition de présenter «l'acte de révocation de la donation» à établir devant un notaire avant de s'inscrire aux programmes de logements totalement ou partiellement aidés par l'Etat. Il s'agit également des demandeurs propriétaires ou locataires de logements exigus dont la superficie est inférieure ou égale à 50 m². Dans ce cas, il faut compléter le dossier par une expédition de l'acte de propriété pour le propriétaire et un bail de location pour le locataire du logement public. En cas de difficultés pour définir la superficie, il sera procédé à l'établissement d'un rapport par un expert du cadastre. Le demandeur supportera les frais qui en découlent.

Service d'Oncologie «Adultes» du CAC d'Oran Plus de 22.000 hospitalisations en 2021

J. Boukraâ

Le cancer prend une grande ampleur dans la société algérienne et ce, en dépit des plans de lutte et des stratégies de dépistage mises en place par les autorités concernées. A Oran, des centaines de nouveaux cas de cancer sont enregistrées chaque année.

L'Etablissement Hospitalier Spécialisé «Emir Abd El Kader» a connu une activité dense durant l'année 2021. Dans ce cadre plus de 22.000 hospitalisations ont été enregistrées dans le Service d'Oncologie Médicale «Adultes» durant l'année 2021, selon un communiqué de cet établissement. Le service a assuré en 2021, plus de 6.526 consultations spécialisées.

Les localisations les plus fréquentes sont : le cancer du sein chez la femme suivi du cancer du poumon chez l'homme et les cancers du côlon et de l'estomac dans les deux sexes, ajoute la même source. Durant la même période «le service a

enregistré 19.385 hospitalisations de jour. Pour les patients dont la prise en charge nécessite une hospitalisation de plusieurs jours, le service assure la garde H24 (y compris les week-ends et les jours fériés) avec un personnel médical et paramédical, et durant cette période le service a assuré plus de 2.621 hospitalisations de nuit et 785 transfusions sanguines» précise le communiqué.

Aussi 10.364 cures de traitement par chimiothérapie et 3.272 cures de thérapie ciblées ont été prodiguées. «Tous les médicaments innovants et enregistrés en Algérie sont disponibles et aucune pénurie n'a été signalée durant les cinq dernières années permettant à ce service non seulement d'accueillir tous les malades quels que soient leurs lieux de résidence mais aussi de prendre en charge les patients d'autres établissements qui ne disposent pas des traitements (chimiothérapies et thérapies ciblées)» affirme la même source.

Notons également que le service d'Oncologie Médicale «Adultes» du centre «Emir Abd El Kader» d'Oran assure deux réunions hebdomadaires de concertation pluridisciplinaire

(RCP). L'une au sein même de l'établissement et l'autre à la clinique «Ait Idir Ali» ou Pavillon 10, du CHU d'Oran, chaque jeudi réunissant les Oncologues Médicaux du service et leurs confrères et consœurs chirurgiens (es) du service de chirurgie générale et cancérologique, les radiothérapeutes du CLCC d'Oran et les gynécologues de la Maternité du CHU d'Oran, et ce, pour discuter tous les cas de cancer et établir un plan de traitement pour chaque patient et fixer les RDV de chaque traitement. Rappelons que près de 50.000 nouveaux cas de cancer sont enregistrés, chaque année, en Algérie dont sept types de cancer très dangereux, à savoir : le cancer du sein (10.000 nouveaux cas/an) et du col de l'utérus chez la femme, le cancer des poumons et de la prostate chez l'homme, le cancer de l'appareil digestif, du colon et du rectum chez les deux sexes. Le dépistage précoce est le meilleur moyen de lutte contre cette maladie. Le dépistage précoce consiste à identifier des signes d'un cancer (ou de lésions précancéreuses) avant même que des symptômes n'apparaissent.

Douanes-ANP

11795 comprimés psychotropes saisis

K. A.

Pas moins de 11.795 capsules de produits psychotropes de marque Pregabaline 300 mg, ont été saisis par les éléments de la Brigade mobile de l'Inspection divisionnaire des Douanes Oran extérieure, relevant de la direction régionale des Douanes d'Oran en collabora-

tion avec les services de l'ANP. L'opération qui s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la contrebande, sous toutes ses formes, a été effectuée à la suite d'un contrôle routier, à la sortie d'Oran et a permis de saisir 3 véhicules qui servaient aux trafiquants de transporter le produit prohibé. Une enquête a été ouverte.

Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) Élaboration d'une carte des activités et des métiers

L'antenne de wilaya d'Oran de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'Entrepreneuriat (ANADE) s'attèle à élaborer une carte des activités et des métiers qu'offrent les communes de la wilaya et à recenser les besoins, en vue d'orienter les porteurs de projets, a-t-on appris, mardi, du directeur d'antenne, Abdelkader Ghomri. En application d'une approche économique dans le domaine de la création de micro-entreprises, le ministère délégué auprès du Premier ministre chargé des micro-entreprises a approuvé plusieurs mesures, dont l'élaboration d'une carte nationale des professions et des métiers, instruisant les responsables de wilaya d'élaborer une carte des professions, activités et métiers, ainsi qu'une liste des projets à concrétiser dans les communes, a indiqué M. Ghomri.

Cette opération intervient dans le cadre de l'inventaire et du recensement des besoins des communes de la wilaya en métiers, professions et activités et des projets à réaliser pour orienter les micro-entreprises qui seront financées par l'ANADE. Dans cette optique, une série de rencontres et réunions sont organisées avec les chefs des daïras et présidents d'APC dont celles tenues dernièrement dans les daïras de Bethioua, Arzew, Gdyl et Es-Sé-

nia, consacrées à recenser les pré-occupations et les besoins concernant la création de micro-entreprises et les activités générant de la richesse. Ces rencontres devront se poursuivre jusqu'à toucher toutes les communes d'Oran, a-t-il fait savoir. Le financement se fera suivant cette carte et en adéquation avec la nature et les besoins de chaque commune, a-t-il ajouté, soulignant que l'objectif principal est d'instaurer un tissu économique efficace dans chaque commune en respectant ses spécificités. L'élaboration de cette carte vient éviter le financement de nouvelles micro-entreprises nouvelles dans des domaines saturés, selon le même responsable. Les jeunes seront orientés, à l'avenir, vers des activités créatrices de richesses et qui assurent à leurs entreprises une efficacité et pérennité, surtout dans le domaine de l'environnement et de recyclage des déchets, a-t-il affirmé.

Les réunions tenues par des cadres de l'antenne de wilaya de l'ANADE avec les chefs de daïras et les présidents d'APC permettront d'actualiser le recensement des locaux situés dans différentes cités d'habitat pour les attribuer à des bénéficiaires du financement de l'ANADE dans le but de créer de nouvelles micro-entreprises, a-t-il indiqué.

Bir El Djir Les voleurs de motos mis hors d'état de nuire

K. Assia

La bande de malfaiteurs spécialisée dans le vol des motocyclettes vient de tomber dans les filets des services de la Sûreté de daïra, de Bir El Djir. En effet, 3 individus, âgés entre 19 et 32, ans ont été appréhendés après des plaintes déposées par plusieurs victimes. Ces derniers ont déclaré que leurs motos ont été volées alors qu'elles étaient garées devant leurs domiciles. Dans ce registre, l'enquête ouverte par les policiers a permis de connaître le

mode opératoire des mis en cause qui opéraient la nuit en utilisant un véhicule pour commettre leur délit. Les enquêteurs procèdent à l'exploitation des caméras de surveillance où ils découvrent le dernier vol des malfaiteurs.

Ainsi et après l'intensification du travail de terrain, ils parviennent à identifier le véhicule qui leur servait de transporter les motos volées. Ils sont arrêtés et seront présentés au tribunal pour association de malfaiteurs, vols multiples et recel de vols. Le véhicule a été également saisi.

Vols sous la menace d'armes blanches Deux malfaiteurs arrêtés au centre-ville

K. A.

Deux individus âgés entre 18 et 21 ans ont été arrêtés par les services de la 16^{ème} Sûreté urbaine pour vols sous la menace d'armes blanches.

Les malfaiteurs opéraient dans le centre-ville et ont été appréhendés après une plainte déposée par l'une des victimes à qui les mal-

faiteurs avaient dérobé un portable après l'avoir menacée à l'arme blanche.

Une autre victime a déclaré avoir été délestée d'un sac à main et un portable. Ils ont été appréhendés en possession de 4 armes blanches, 2 paires de lunettes, un sac à mains et un montant de 1000 dinars. Ils seront présentés au tribunal après enquête

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Benzohra Abdelghani, 68 ans, Dar El Hayat

Kada Benotman Abdelkader, 90 ans, Plateau

Benyahia Mohamed, 71 ans, «Taureau»

Ourezine Ghalem, 83 ans, Barki

Horaires des prières pour Oran et ses environs

02 rajab 1443

| | | | | |
|-------------------|---------------|----------------|------------------|---------------|
| El Fedjr 06h34 | Dohr 13h17 | Assar 16h12 | Maghreb 18h37 | Icha 19h56 |
|-------------------|---------------|----------------|------------------|---------------|



TLEMCEN

Une nouvelle clinique ouvre ses portes à Remchi

Khaled Boumediene

La nouvelle clinique de Remchi est un établissement de santé du secteur privé qui vient renforcer le secteur de la santé de la wilaya et soulager l'établissement public hospitalier de 120 lits de cette ville, située à 20 kilomètres au nord du chef-lieu de la wilaya de Tlemcen. Outre une équipe de 75 praticiens (chirurgiens, médecins, anesthésistes, pharmaciens et paramédicaux), cette nouvelle infrastructure de santé offre également des soins dans les spécialités médico-chirurgicales de chirurgie infantile, pédiatrie, néphrologie, urgences médicales, chirurgie médicale, radiologie, gastro-entérologie, neurochirurgie, O.R.L., hémodialyse, réanimation, cardiologie, chirurgie générale, chirurgie urologique, gynéco-obstétrique ainsi que les consultations. Se-

lon le directeur technique, Kouider Kacher, cet établissement de santé dispose d'un plateau technique innovant comprenant notamment un secteur d'imagerie médicale (radiologie, échographie et scanner) pour la bonne prise en charge des patients. Parmi les perspectives des responsables de cette clinique, le développement à l'avenir d'une offre de soins pour les patients atteints d'un cancer et l'augmentation des capacités en lits dans l'enceinte de cette nouvelle structure médicale.

« Cette clinique dispose d'une équipe médicale et paramédicale qui se tient à la disposition 24 heures sur 24 et veillera à ce que le séjour de chaque patient se passe dans des conditions optimales sur le plan de la qualité des soins, la sécurité des soins et le confort », souligne-t-on.

Par ailleurs, pour accueillir en tou-

te sécurité les patients, une attention particulière est accordée aux gestes barrières et mesures de protection mises en place par l'autorité sanitaire. « Nos soignants ont déjà suffisamment d'expérience pour faire face à la pandémie de Covid-19.

Il est aussi de notre responsabilité de préserver tous nos patients par la vigilance de chacun, afin d'éviter toute contamination dans notre clinique. Ainsi, nous avons pris des mesures de gestion adaptées notamment en ce qui concerne le respect des gestes barrières et mesures de protection contre le virus de Covid-19 », a expliqué Mohamed Benahmed, spécialiste des maladies cardio-vasculaires de cet établissement. A noter que le secteur de la santé est constitué en tout de 10 cliniques privées (y compris celle de Remchi) dispensant leurs soins dans la wilaya.

MOSTAGANEM

Ultimatum pour relancer des projets



Les quatre communes de la daïra de Achâacha (Achâacha, Khadra, Ouled Boughalem et Nekmaria) ont bénéficié de projets de développement d'une valeur de 1,6 milliard DA, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya.

Cette enveloppe financière est destinée à financer 263 projets de développement au titre de l'exercice 2021 pour les secteurs des travaux publics (aménagement, ouverture de pistes et aménagement urbain des zones d'ombre), les ressources eau (raccordement en eau et raccordement en assainissement), l'électrification rurale et l'éducation nationale. La commune de Achâacha a bénéficié de 94 projets de développement d'une valeur de 700 millions DA, suivie de la commune de Khadra (50 projets) d'une valeur de 840 millions DA, puis les communes de Ouled Boughalem et de Nekmaria avec respectivement 63 et 50 pro-

jets, a-t-on indiqué. Le wali de Mostaganem, Aïssa Boulayia, a instruit, au cours d'une réunion d'évaluation tenue dernièrement pour évaluer le programme de développement des collectivités locales, l'épuration de la nomenclature des projets achevés et le rattrapage du retard accusé dans le lancement de 48 projets de développement, notamment dans le domaine du raccordement au réseau d'électricité et de réalisation de canalisations d'assainissement.

M. Boulahia a accordé un mois aux élus locaux pour lancer les chantiers en retard.

Il a également chargé l'inspecteur général de la wilaya d'élaborer un rapport et d'enquêter sur les procédures administratives de certains projets, en particulier ceux qui sont en attente depuis quatre mois. S'agissant du secteur de l'habitat, le wali a instruit de remplacer les bénéficiaires d'aides à l'habitat rural qui n'ont

pu trouver des terrains par d'autres, et de répartir le quota restant d'aides estimées à 67, en accordant à la commune de Khadra un quota supplémentaire de 30 aides.

En vue d'améliorer les conditions de scolarité au niveau des écoles primaires, les autorités locales ont accordé une aide à l'école Cherif Djillali, relevant de la commune de Achâacha, pour servir des repas chauds aux élèves afin d'atteindre un taux de 100 % dans cette opération au niveau des quatre communes de la daïra éponyme.

Le wali a instruit les présidents d'APC de transférer la gestion des ressources en eau à l'Algérienne des eaux (ADE), de valoriser les biens communaux, d'améliorer les conditions d'accueil des citoyens, de confier les dossiers de développement aux gestionnaires intégrés dernièrement, soit 84 fonctionnaires à Achâacha seulement.

dans la nuit de mardi à mercredi, pour porter secours aux victimes d'un accident de dérapage d'un véhicule sur la RN 17 A qui a percuté ensuite un arbre, à l'entrée du village de Béni Yahi de la commune de Hassiane. L'accident a causé la mort sur place d'une personne, âgée de

33 ans. Quatre passagers ont été grièvement blessés, a-t-on ajouté. Les éléments de la Protection civile ont transféré les blessés vers les urgences médico-chirurgicales de l'hôpital de Mostaganem. La dépouille de la victime a été déposée à la morgue du même établissement sanitaire.

BORDJ BADJI MOKHTAR

Un logement et des aides pour une famille sinistrée

Bentouba Said

Un logement, une prise en charge matérielle, des denrées alimentaires et des couvertures notamment en plus d'un accompagnement psychologique. Telles sont les décisions prises par le wali de Bordj Badji Mokhtar au profit de la famille sinistrée qui a perdu son enfant suite à l'effondrement de leur habitation à la cité El Wassat à

Bordj Badji Mokhtar. Le directeur de l'action sociale, le maire et le directeur du logement ont été instruits pour aider cette famille et voir sa situation de près afin de décider d'autres mesures, a-t-on appris. La mère et les proches de l'enfant ont quitté l'hôpital après avoir reçu les soins nécessaires. Il est à noter que cette famille vit une situation sociale critique, le père de famille étant décédé deux mois plus tôt.

EL-BAYADH

Une première micro-zone d'activité à Boussemghoun

Hadj Mostefaoui

Dans le cadre de l'application des nouvelles orientations initiées par le président de la république état au profit des jeunes des zones d'ombre, le wali a donné le coup d'envoi des travaux de viabilisation et de création de la première micro-zone d'activité économique et industrielle, intégrée dans un périmètre de 28 parcelles sur une superficie de 90.000 M2 dans la commune de Boussemghoun.

Il s'agit de concrétiser des activités de proximité créées par

des jeunes promoteurs à travers une quarantaine de zones d'ombre répertoriées à travers les 22 communes de la wilaya. Elevage intensif d'ovin, production avicole, collecte et conditionnement de la laine et des peaux de cuir, tels sont les créneaux les plus accessibles aux jeunes de cette région n'exigeant aucune expérience et pouvant générer plusieurs dizaines d'emplois dans cette région des Hauts plateaux qui détient un triste record du chômage en raison du manque de débouchés et surtout d'unités industrielles ou agricoles.

Vers la régularisation de plus de 33.000 habitations

La régularisation de la situation foncière de plus de 33.000 logements s'effectuera progressivement dans la wilaya d'El Bayadh, a-t-on appris mardi du wali, Farid Mohammedi, en marge d'une cérémonie de remise d'actes de propriété et de livrets fonciers à 41 habitants de la commune du groupement rural Theniet Ouled Moumen. Les 41 habitants du groupement rural Theniet Ouled Moumen, dans la commune d'El Bayadh, ont bénéficié de la régularisation foncière de leurs habitations dans le cadre d'une opération en cours par la direction des domaines qui concerne environ 500 habitations rurales dans le même groupement. Les comités de wilaya ont recensé plus de 33.000 unités qui seront touchées par l'opé-

ration de régularisation foncière dans les 22 communes d'El Bayadh. Le wali a fait savoir qu'une commission spécialisée a été constituée, présidée par le délégué de wilaya du médiateur de la République et regroupant des représentants de différents secteurs liés à l'habitat, pour régler la situation des habitations réalisées dans le cadre de différents programmes et formules de logement, dont l'habitat rural, les lotissements pour l'auto-construction et les logements publics locatifs. Dans ce cadre, des actes de propriété et des livrets fonciers ont été établis et remis à un nombre de citoyens bénéficiaires de ces différents programmes d'habitat. L'opération se poursuit pour régulariser tous les dossiers concernés.

NÂAMA

De l'argent pour l'eau, l'électricité et l'assainissement

Plusieurs opérations de développement d'une valeur de 100 millions DA ont été réalisées, dans les villages des zones enclavées à Nâama, contribuant à améliorer le cadre de vie des habitants, selon les services de la commune de Nâama.

Parmi ces projets, financées dans le cadre des différents programmes de développement, à l'instar de la Caisse de solidarité de garantie et de solidarité des collectivités locales et le plan communale de développement (PCD), il y a lieu de citer l'équipement de trois transformateurs électriques et la mise en service d'un réservoir d'eau et son raccordement au réseau de distribution d'eau potable au niveau du village "Harchaïa", a fait savoir la même source.

D'autre part, les travaux de renouvellement et d'extension du réseau d'éclairage public ont

été achevés, avec l'installation de lampes économiques "LED", ainsi que l'aménagement d'une piste pastorale reliant cette agglomération à la région du bassin de Moulay Rachid sur une distance de 5 kilomètres, afin de désenclaver les maquisons, les habitants ruraux et faciliter leurs déplacements.

D'autres projets entrant dans le cadre de la prise en charge des besoins des deux régions ont été achevés, notamment les travaux d'aménagement urbain et de raccordement aux réseaux divers (assainissement, électricité et gaz), ainsi que des travaux de plantation et d'embellissement du milieu et d'entretien d'espaces verts.

Pour sa part, le village "Mcif" a bénéficié de travaux d'aménagement et de bitumage des routes et des trottoirs, ainsi que d'évacuation des eaux pluviales.

Un mort et quatre blessés dans un accident de la route

Une personne a trouvé la mort et quatre autres ont été grièvement blessées dans un accident de la route survenu dans la commune de Hassiane, a-t-on appris mercredi auprès de la direction de wilaya de la Protection civile. Les unités de la Protection civile sont intervenues,

BLIDA

Ouverture de nombreuses pistes et chemins forestiers

De nombreuses pistes forestières ont été ouvertes et d'autres ont été aménagées en 2021 dans la wilaya de Blida dans le cadre d'opérations d'aménagement du milieu rural et montagneux, a-t-on appris mardi auprès de la conservation locale des forêts. Les opérations d'aménagement ont touché en 2021 des pistes forestières, ouvertes sur 14 km dans les zones de Bousardina (Magtaâ Lazreg) de Kechar, dans la commune de Hammam Melouane (10 km), et de Boualbane dans la commune de Bougara (4 km).

Ces opérations inscrites dans le cadre du programme de développement rural (plan 2020/2024) et

du programme sectoriel de développement (PSD) ont également porté sur l'aménagement de cinq kilomètres de chemins forestiers dans la zone de Ghelai d'Ain Trayour à Chrâa et d'un sentier à Tafrante, dans la région Amroussa relevant de la commune de Bouinane, sur 20 km. La même source a fait part de l'aménagement de 12 km de pistes rurales dans la commune de Oued Djer, de la cité «Al Hachem» à la forêt domaniale «Soumata» relevant de la circonscription de Bouchachia, outre l'aménagement sur 11 km de la route Haouche Mezine, relevant de la commune montagneuse de Souhane, et d'une piste forestière de 15

km dans la région de Remili et El Merdja, dans la commune d'Ouled Slama. Des travaux sont, par ailleurs, en cours pour l'ouverture d'autres chemins et pistes de montagne dans la wilaya, à l'instar des travaux d'ouverture d'un chemin forestier sur 4 km dans la région de Boualbane (commune de Bougara). Ces opérations visent à faciliter les interventions en cas d'incendies afin de préserver le couvert végétal de la wilaya qui compte 65.253 hectares de forêts (représentant 44% de sa superficie totale) composés de différentes essences forestières dont le pin d'Alep, le cèdre, le chêne-liège, l'eucalyptus et le chêne vert.

ANADE: plus d'une centaine de projets d'investissement financés en 2021



Plus de 100 projets d'investissement, ayant contribué à la création d'un nombre important de postes d'emploi, ont été financés en 2021 par l'antenne de Blida de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE), a-t-on appris mardi auprès de cet organisme.

La chargée de communication de l'ANADE de Blida, Amel Lahouel, a indiqué à l'APS que l'ANADE a financé, l'an dernier, un total de 106 projets d'investissement couvrant différents domaines d'activités, présentés par des jeunes souhaitant obtenir un soutien financier (dont le seuil est fixé à 10 millions de DA). Sur ce total de 106 projets financés, 104 ont été présentés par des diplômés universitaires et du secteur de la formation professionnelle, ce qui reflète la volonté de ces jeunes de créer leurs propres micro-entreprises et de con-

tribuer à la création d'emplois, au titre des facilitations accordées par l'Etat pour les soutenir dans la concrétisation de leurs idées innovantes et contribuer ainsi au développement de l'économie nationale, a précisé la même responsable. Une grande partie de ces nouvelles micro-entreprises, soit 54 unités, active dans le domaine des services, notamment les nouvelles technologies de l'information et de la communication et la médecine.

Le secteur industriel, qui suscite l'intérêt de jeunes souhaitant se lancer dans l'entrepreneuriat et répondre aux besoins du marché du travail, arrive en seconde position avec 38 micro-entreprises créées, a détaillé la même source. Les secteurs des travaux publics et bâtiment et de l'agriculture suscitent un moindre intérêt de la part des jeunes, avec la création, en 2021, de respectivement 7 et 6 entreprises,

a signalé Mme Lahouel qui a observé, par ailleurs, qu'une seule unité a été créée dans le domaine de l'artisanat durant la même période. Elle a expliqué cette situation par le fait que les porteurs de projets dans le domaine artisanal optent généralement pour le dispositif de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM) car les projets relevant de ce secteur ne nécessitent pas un financement important. Pour garantir la réussite de ces micro-entreprises et leur pérennité, l'antenne locale de l'ANADE assure une session de formation en gestion d'entreprise (notamment concernant le volet financier) au profit des jeunes investisseurs, comme elle effectue des visites au niveau des nouvelles unités, dans le cadre du suivi de leurs activités et pour l'identification des éventuelles contraintes rencontrées sur le terrain, a souligné la même responsable.

EL OUED

12 pays annoncés au Festival international du monodrame féminin

Douze pays participeront à la 2^e édition du Festival international du monodrame féminin, prévue du 1^{er} au 5 mars à El Oued, a indiqué l'association Sitar El-Ibdaïe précisant que cette édition sera dédiée à titre posthume à la comédienne Aïcha Adjouri, plus connue sous le pseudonyme artistique de Kelthoum. Organisée avec le soutien du ministère de la Culture et des Arts, cette édition verra la participation de 12 œuvres produites par des trou-

pes théâtrales arabes et européennes, représentant, outre l'Algérie, la Palestine, la Tunisie, l'Egypte, la Libye, le Yémen, l'Irak, la Mauritanie, la France et l'Espagne, a déclaré à l'APS le président de l'association Sitar El-Ibdaïe et commissaire du festival, Nabil Ahmed Messai. Il a fait savoir que le jury qui supervisera l'évaluation des performances des participants sera composé de Wahida Dridi (Tunisie), Khedoudj Sabri (Libye), Lydia Laarini, Fethi Sa-

hraoui et Djamilia Mustafa Zaggai d'Algérie, ajoutant que de nombreuses personnalités théâtrales seront honorées à cette occasion. Des ateliers de réalisation, d'écriture et de mise en scène seront encadrés par plusieurs professeurs algériens et de pays participants, a-t-il révélé. Le programme de la 2^e édition du festival comprend également des interventions de spécialistes sur «le monodrame féminin», a conclu Nabil Ahmed Messai.

TÉBESSA

Des rafales de vent dépassant 80 km/h, plusieurs personnes secourues

Ali Chabana

Les derniers changements climatiques suivis de rafales de vent dont la vitesse moyenne a dépassé les 80 km/heure balayant les artères. Les services de la protection civile ont donc mis en place un dispositif sécuritaire et les interventions pour venir en assistance à des usa-

gers de la route en difficulté. A Zguieg où six passagers de la route âgés de 12 à 55 ans ont été secourus par les éléments de l'unité d'Elma Labiod.

Sur la RN 16, pas moins de 14 personnes se trouvant à bord de trois voitures ont été secourues et transférées aux urgences médicales, selon le communiqué de la DPC.

EL TARF

Préparatifs du renouvellement partiel du Sénat

A.Ouélaa

Plus que deux jours pour le renouvellement partiel des membres du Sénat qui aura lieu le samedi prochain. Ils seront donc plus de 400 élus des instances communales et de wilaya à choisir celui qui représentera la wilaya d'El Tarf au Conseil de la Nation. Le FLN, le RND et Takatol El Ahrar totalisent à eux seuls plus de 300 élus et le reste provient des autres formations politiques. Contrairement aux élections passées, celles du 05

février prochain demeurent très ouvertes avec seulement trois candidats qui seront en lice. Le FLN sera le grand absent et ne sera représenté par aucun candidat et le maire de la commune de Hammam Béni Salah du FLN se présentera en tant que candidat libre.

Le deuxième candidat Saci Aguerre, maire de Chebaita Mokhtar représentera le RND. Le troisième Larab Youcef, vice-président à l'APW du Parti El Ahd semble bien parti pour briguer ce poste.

SÉTIF

Le chanteur Mourad Dekhil inhumé au cimetière Sidi El Khier

Le défunt chanteur Mourad Dekhil, plus connu sous le nom de Mourad Staifi a été inhumé mardi après-midi au cimetière Sidi El Khier à Sétif dans une atmosphère empreinte d'émotion.

Le chanteur Mourad Staifi, âgé de 58 ans, s'est éteint lundi soir au Centre hospitalo-universitaire CHU - Moha-

med Abdelnour Saâdna, des suites du coronavirus, laissant derrière lui 4 enfants.

Le défunt artiste est considéré comme un des piliers du chant sétifien et une des plus belles voix des Hauts Plateaux. Il était également un des rares artistes à avoir préservé le caractère authentique du chant sétifien.

ANNABA

«Bouna, itinéraires et créativité» prochainement

La maison de la culture Mohamed Boudiaf d'Annaba lancera une série de spectacles vidéo sous l'intitulé «Bouna, itinéraires et créativité» permettant de braquer la lumière sur les créateurs de la wilaya dans les domaines de l'art, de la littérature et de la culture dans le cadre de l'animation culturelle virtuelle en maintenant la connexion entre les établissements culturels et leur public en cas de suspension des activités culturelles.

Les vidéos qui présenteront les créateurs dans les divers domaines ainsi que leurs œuvres seront diffusées sur les pages de la maison de la culture sur les réseaux sociaux, a indiqué le directeur de cet établissement, Abdelaziz Sbartaï, tout en précisant que des jeunes affiliés aux ateliers de l'audiovisuel de l'établissement réaliseront ces vidéos.

La wilaya d'Annaba compte plus de 150 écrivains dans les

divers genres de roman, littérature pour enfant, poésie et nouvelles, a indiqué le même responsable, avant de souligner que les vidéos à réaliser s'inscriront à tous les domaines de l'art et de la littérature.

La maison de la culture d'Annaba a procédé, d'autre part, à la diffusion d'un programme d'animation culturelle virtuelle pour enfants avec, notamment, deux concours de dessin et d'écriture, a indiqué M. Sbartaï. Parallèlement aux activités, l'établissement culturel mène des actions de sensibilisation à l'importance de la vaccination contre la Covid-19 sous le slogan «Lakih oua ahmini linaïcha oua noubdia» («vaccine et protège-moi pour que nous vivons et créons»). L'établissement encourage les animateurs des divers ateliers à exploiter les réseaux sociaux pour y prolonger leurs activités et faire connaître leurs talents, est-il indiqué.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

02 rajab 1443

| | | | | |
|-------------------|---------------|----------------|------------------|---------------|
| El Fedjr 06h20 | Dohr 13h02 | Assar 15h54 | Maghreb 18h19 | Icha 19h39 |
|-------------------|---------------|----------------|------------------|---------------|



APPELEMENTS

■Oran : Vente ou location d'un studio à l'Antinéa C ; Bd Tripoli, en face marché Michelet au 18^{ème} étage, vue sur la mer. Tél : 0782.54.73.89

■Vds F2-F3-F4 et F5 luxe cuisine équipée, chaudière chauffage central, box à Choupot wilaya, Millénium et Fernandville – 0772.43.37.38/0555.89.91.04

■Vds F4 128 m² à Oran Boulanger 50 m² du bd ANP, situé au 2^e étage d'une promotionnel immobilière de standing, toutes commodités, possibilité envoi photos par email ou autres – Mob : 0561.66.60.80

■Vente appartement F3, 'Tir au pistolet' Oran, sans vis-à-vis 5^e étage, acte + livret foncier, 83 m² - 0553.25.29.63

■Loue un appartement F3 3 pièces et une grande cuisine situé à Victor Hugo contacter au 0661.19.33.24 ou 0772.67.28.39

■A vendre logement résidentiel cité Hasnaoui F5, garage et loggias libre de suite – Tél : 0661.20.66.38 -0674.88.83.86

■Mazagran (Mostaganem) Vds F4 promotionnel, refait à neuf (dalle de sol, ch/c) 5^e étage ascenseur, ou échange contre maison individuelle à Mosta ou environ pas de courtier SVP – Tél : 0792.62.49.72 (H.B)

■Loue F4, 1^{er} étage 3 façades, 5 balcons, centre ville d'Oran à 100m de la place 1^{er} novembre idéal pour (médecin, labo, architecte, notaire...etc) – 0773.91.65.74

■A vendre F2 superficie 36 m² acté, RDC avec cour espagnole, immeuble RDC +1^{er} étage la rue Nouar Khedidja Plateau Oran – prix 450 millions – Tél : 0778.83.06.85

■A vendre appart F2 3^e étage 42 m² Glycines, Maraval + a vendre villa R+2 2F 250 m² la Lofa + a louer dépôt 250 m² H 5M Senia – A vendre villa R+2 12m F Carreaux 170 m² - 0773.24.62.36

■Promotion immobilière, située à Oran, vous propose des appartements de qualité avec une large variété de typologie T2/T3/T4. Paiement par tranches et possibilité de crédit bancaire. Plus d'info : 0699.51.20.31-0699.51.20.50

■Vends F4 Rdc à Misserghine, 2 façades, 3 balcons, sup 90 m² livret foncier, acte, vue sur jardin, équipé de chauffage central – Tél : 0672.76.32.51 visite vendredi

■Vends appart promotionnel luxe, top F3 de 100 à 120 m², 3^e et 4^e étage, F4, 150 m², F5, 200 m² au 2^e étage avec cuis équipée, chaudière, radiateur, réservoir et pompe indiv. Résid de 4 étages neuve, bien ensoleillé, bien aérée – 0552.80.60.09

VILLAS

■Bouhanifia hammamet vds M Maître actée L.F certifié conformité R+1 110 m² 13m façade sans vis-à-vis R : 2 garages, entrée spacieuse/ étage : F3 + cour terrasse accessible P : 8MD – 0662.45.81.26

■Vente villa 240 m² à Es Senia, 4^e périphérique, Vente villa cité Emir Aek 308m² – 0669.85.88.71

■Vends villa R+1, 450 m², à Saint-Hubert Oran – 0554.64.89.28

EMPLOIS

■Dame sérieuse avec expérience cherche travail comme garde malade (jour et nuit) – 0797.23.60.44

■Cherche gâteaux traditionnels avec livraison et cherche pâtissier pour gâteaux traditionnels – 0557.62.97.31

■Pizzeria cherche des apprentis (pizzaïolo + cuisinier) et caissier de 17h à 23h, hommes âgés de 18 ans à 30 ans max, adr : hai Khemisti, lotiss 525 logts – llot 4, Bt 03 N° 01 à 10m de superette belle vue – 0549.34.34.74

DIVERS

■Particulier vends installation complète production environ 2000 bougies heure machines allemande HANS KUPSCHNER » type K8 –Bousfer – 0774.76.89.93

TERRAINS

■A vendre terrain agricole 20 hectares à Menakssia (Benfréha) w d'Oran acté + livret foncier – Tél : 0793.61.99.64

■Directe propriétaire vds lot terrain à Misserghine (diar Errahma) 228 m² double façade acte + livret foncier – tél : 0556.66.35.27 – 0033695.61.42.29 (whatsApp)

■Vente terrain agricole 20 hectares à MASCARA, acte + livret foncier – 0553.25.29.63

LOCAUX

■A.V 2 locaux mitoyens ensemble ou séparés sup 34 et 32 m² avec sous pente + arrière boutique avec gaz, eau, élect et sanitaire acte + LF/ cikté HLM Gambetta Oran – 0556.87.56.75 - 0771.59.29.91

■A louer local commercial situé près du feu rouge du carrefour de l'autoroute Delmonte, Oran, côté boulevard des pièces détachées – téléphone 0795.02.99.17

■Local à vendre 12 m² avec sanitaire Oran acte + livret – 0553.25.29.63

■Vds à Bel-Air, Oran, 50m du bd Froment Coste, local/com 160 m² (-20 m² +1^{er}, 140 m², acté, R. Bureau P-DG, open/S, + wifi + tél + parking. Prix 1M800 – Tél : 0560.19.75.28

■Promotion immobilière loue des locaux de 87 m² et 44 m² + Vds F3 de 80 m², 4^e étage, près de la mosquée 'Machallah' Belgaïd Oran – 0557.48.10.84

PENSÉE

Hadj Saïd Moussa Ancien Magistrat et Notaire

Une longue année s'est écoulée depuis que tu nous as quittés. Le temps n'a pas apaisé notre peine et notre chagrin.

Une année difficile durant laquelle nous n'avons cessé de penser à toi. Ta bonne humeur, ta gentillesse, ta sollicitude et ta présence qui nous soutenait et nous rassurait.

Tu es parti trop tôt, mais tu es toujours présent dans nos cœurs et nos mémoires. Nous demandons à tous ceux qui t'ont connu, aimé et côtoyé, d'avoir une pieuse pensée à ta mémoire.

Ta famille, ta femme, tes enfants et tes petits-enfants.



CONDOLÉANCES

C'est avec peine et affliction que les dirigeants de la société de

Gardiennage et sécurité " GOS " dont MM NAOUM Abdelkrim, SAAD Houari Miloud, GHORZI Sidi Mohamed et BENHELAL

Laid, ont appris par voie de presse l'annonce du décès d'une des figures marquantes de la ville d'Oran. Un Moudjahed et bâtisseur qui a toujours compté sur soi.

Compatissant à votre douleur à laquelle nous nous associons, nous vous présentons ainsi qu'à l'ensemble de la famille

CHERIF Athmane nos sincères condoléances.

La Direction/ signé : M. BENHALAL Laid

DÉCÈS

Les familles BEZZAR Mohamed El Habib et BEKKHOUCHA ont le regret d'annoncer le

décès de leur cher frère

BEZZAR El Habib,

décédé le 31/01/2022, à l'âge de 85 ans.

BILLAMI Nouredine



حدث سقوط الابن من أعلى العمارة
الواقع في يوم
2022/01/29
الضحية
بلعسكري تجيني
البالغ من العمر
23 سنة بوهان
أرجو الدعاء له بالرحمة ولأهله
بالصبر والسلوان.

PENSÉE
Le 05 novembre 1984, nous a quittés à jamais notre cher et regretté époux
SI SEBEHI Kaddour
Inspecteur de Maths de l'Ecole fondamentale algérienne " Chahid Moudjahid " En ce douloureux souvenir, sa femme demande à tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.
Mme SEBEHI

PENSÉE
03/02/1992 - 03/02/2022
Cela fait 30 années que tu es parti vers un monde meilleur.
La blessure est toujours béante. Une pensée est demandée à tous ceux qui ont connu et aimé
El Hadj Bechir Miloud.
Ta famille

PENSÉE
TABTI Mohamed Amine
A notre très cher fils et frère qui nous a quittés un mardi 3 février 2015 à l'âge de 38 ans pour un monde meilleur ; laissant dernier lui, le souvenir de sa sagesse, sa bonté et de sa gentillesse et qui est toujours présent dans nos cœurs. A tous ceux qui l'ont connu et aimé nous demandons de réciter la Fatiha et de prier avec nous pour que Dieu Le Tout-Puissant l'accueille en Son Vaste Paradis. Tu nous manques énormément et tu resteras constamment dans nos cœurs.
Ta famille

Famille à Oran,
recherche gardien d'une villa.

Disponible à titre permanent, hébergement assuré sur les lieux.
Bonne moralité et expérience, conditions de travail convenables.
Numéro de téléphone : 041-38-62-84.

BAHIA PHARM
NEPENTHES ALGERIE
Groupement des pharmaciens de l'ouest

Monsieur L. BERRANE, P-DG de la SPA BAHIA PHARM, les membres du conseil d'administration ainsi que le personnel de l'entreprise, attristés par la nouvelle du décès de **Monsieur RAHMANI Mohamed** père de leur consœur Mme RAHMANI présentent à celle-ci toutes leurs condoléances et l'assurent de leur soutien et de leur compassion. Puisse Dieu donner aux proches de la défunte la force de surmonter cette épreuve.

BAHIA PHARM
NEPENTHES ALGERIE
Groupement des pharmaciens de l'ouest

Monsieur L. BERRANE, P-DG. de la SPA BAHIA PHARM, les membres du Conseil d'Administration, ainsi que le personnel de la grossisterie, attristés par la nouvelle du décès de leur confrère **Monsieur BENCHOUK Abdelmajid**, père de leur confrère, Monsieur BENCHOUK Omar, présentent à celui-ci toutes leurs condoléances et l'assurent de leur soutien et de leur compassion. Puisse Dieu donner aux proches du défunt la force de surmonter cette épreuve.

Turquie : 12 migrants découverts morts de froid à la frontière grecque



Douze migrants ont été découverts morts de froid mercredi en Turquie, à proximité immédiate de la frontière grecque, a annoncé le ministre turc de l'Intérieur.

«Douze des 22 migrants repoussés par les douaniers grecs, dépouillés de leurs vêtements et de leurs chaussures, sont morts de froid», a tweeté le ministre Süleyman Soyulu, dans un message accompagné des photos

floutées de corps sans vie. Les corps des migrants ont été découverts dans le village de Pasakoy, situé à la frontière turco-grecque, a indiqué le gouvernement d'Edirne (nord-est).

Ankara accuse régulièrement les autorités grecques de repousser illégalement vers la Turquie les migrants tentant de passer en Grèce.

Entre février et mars 2020, des dizaines de milliers de personnes

s'étaient massées le long de la frontière terrestre entre la Turquie et la Grèce, empêchées de traverser et parfois refoulées par Athènes qui accusait Ankara d'avoir sciemment ouvert le passage pour faire pression sur l'Union européenne.

La Turquie accueille actuellement près de cinq millions de réfugiés sur son territoire, selon le décompte officiel, dont près de quatre millions de Syriens.

26 morts dans la chute d'un câble haute tension sur un marché de Kinshasa



Au moins 26 personnes sont mortes électrocutées mercredi lorsqu'un câble haute tension est tombé dans un caniveau traversant un marché de l'ouest de Kinshasa, a-t-on appris de source officielle.

«Dans sa chute, après s'être coupée, la partie chargée d'électricité d'un câble haute tension est tombée dans un caniveau rempli d'eau de la pluie de ce matin. Il y a eu 26 morts par électrocution à ce stade», a déclaré

à l'AFP Charles Mbutamuntu, porte-parole du gouvernement provincial de Kinshasa.

«Les personnes tuées sont en majorité des vendeurs et des acheteurs du marché Matadi-Kibala ainsi que quelques passants. On achemine des corps vers la morgue et une enquête est ouverte pour établir des responsabilités», a-t-il ajouté.

Dans des vidéos partagées sur les réseaux sociaux, on peut voir quelques corps, les troncs

sur les étals et les membres inférieurs dans de l'eau boueuse qui arrive près des genoux des curieux venus voir ce qui s'était passé.

«A chaque petite pluie, au lieu de couler, l'eau déborde sur le marché parce que le caniveau est bouché, obligeant les vendeuses et les vendeurs à rester les pieds sous l'eau, dans l'indifférence totale des autorités», a déploré auprès de l'AFP Christelle Zindo, vendeuse dans le marché.

«Entrée interdite aux hommes», annonce une boutique au Brésil



«**E**ntrée interdite aux hommes»: Excédée par les comportements machistes dans sa boutique de vêtements pour femme, Andrea Costa a pris cette mesure extrême qui a fait couler beaucoup d'encre ces derniers jours au Brésil.

«Messieurs, s'il vous plaît, préservez l'intimité des femmes, attendez sur le banc en face de la boutique», peut-on lire sur un écriteau encore visible mardi sur la vitrine, avec un pictogramme en forme de panneau cerclé de rouge, une silhouette d'homme barrée à l'intérieur.

Sur la devanture, une autre pancarte précise que «les animaux de compagnie sont les bienvenus» dans cette boutique d'un centre commercial de Sao José dos Campos, à environ 100 km de Sao Paulo (sud-est).

Dans les locaux, Andrea Costa a installé un studio où sont prises des photos pour promouvoir la vente de vêtements en ligne. Selon elle,

de nombreux clients jetaient des regards déplacés sur les mannequins lors des séances de photos.

La propriétaire de la boutique, qui est elle-même mannequin et compte 263.000 abonnés sur Instagram, a affirmé à l'AFP que «99% des hommes» qui fréquentaient sa boutique avaient «un comportement inapproprié».

Cette mesure, jugée discriminatoire par de nombreux internautes, a valu à Mme Costa une avalanche de critiques - certaines agressives - sur les réseaux sociaux.

«Un homme est même venu se plaindre en personne à la boutique», a-t-elle révélé mercredi, assurant néanmoins qu'elle n'avait aucune intention de revenir sur sa décision.

«Nous, les femmes, nous rêvons d'un endroit dans lequel on peut se changer et se regarder dans le miroir sans être harcelées», résume-t-elle.

La police londonienne pointée du doigt pour racisme et misogynie



Une enquête de la police des polices britannique a mis en évidence mardi des comportements racistes, misogynes et discriminatoires au sein de Scotland Yard, déjà confronté à une crise de confiance de la part de la population.

Ces révélations viennent amplifier la tourmente dans laquelle la «Metropolitan Police» de Londres se trouve depuis des mois, accusée de négliger la sécurité des femmes après le meurtre d'une Londonienne par un policier ou d'avoir tardé à enquêter sur des fêtes à Downing Street durant le confinement.

«Les comportements que nous avons découverts sont honteux et sont bien en deçà des standards attendus de la part des policiers impliqués», a commenté le directeur régional de l'IOPC, Sal Naseem dans un communiqué.

«Ces policiers travaillaient prin-

cipalement en équipes à Westminster, qui ont depuis été démantelées, mais nous savons sur la base d'autres affaires récentes que ces problèmes ne sont pas isolés ou n'appartiennent pas au passé», a-t-il ajouté.

L'IOPC a notamment passé en revue des milliers de messages échangés sur les réseaux sociaux, «dont beaucoup étaient hautement sexualisés, discriminatoires ou faisaient référence à la violence». Ils comportaient notamment des allusions directes à des viols, des termes homophobes ou racistes ou des références à Auschwitz.

Sur les 14 policiers visés, basés principalement au commissariat de Charing Cross, dans le centre de Londres, neuf sont toujours actifs. Ils avaient minimisé les messages en les mettant sur le compte de la plaisanterie.

Ligue 1 - Mise à jour

Duels alléchants entre prétendants



M. Benboua

Pour le compte de la mise à jour de la 7^e journée du championnat de Ligue 1, deux belles affiches sont au programme aujourd'hui, dont le classique USMA-JSK, qui se jouera en début de soirée. Un peu plutôt, c'est le Paradou AC (5^e, 27 pts), qui reçoit le CS Constantine (4^e, 28 pts). Un choc très indécis en perspective entre deux formations, qui ont confirmé au fil des matches qu'elles possèdent des atouts irréprochables et un indice de progression, qui font de ces clubs de sérieux prétendants

au titre. Le PAC, qui reste sur une démonstration de force devant le HBCL (6-2), n'a pas encore dit son dernier mot concernant la première place, car avec encore trois matches en moins, le team de Hydra peut éventuellement déloger le CRB du fauteuil avant la fin de la phase aller. Pour se faire, les hommes de Chérif El-Ouazani doivent gagner toutes leurs rencontres, à commencer par celle d'aujourd'hui devant le CS Constantine qui, lui aussi, entend profiter de cette mise à jour pour monter sur le podium et garder à portée de fusil le leader. L'autre match de la journée

mettra aux prises deux autres prétendants, à savoir l'USM Alger (7^e, 26 pts), qui reste sur une victoire en déplacement à Médéa, et la JS Kabylie (9^e, 24 pts), qui revient progressivement dans la course. Les Usmistes bénéficient certes de l'avantage du terrain, mais attention à cette équipe de la JSK, qui ne se rendra pas au stade Omar Hamadi la fleur au fusil et qui s'efforcera de décrocher le meilleur résultat possible.

Aujourd'hui à 14h30

Dar El Beida: PAC-CSC
Bologhine (18h00): . USMA-JSK

RC Relizane

Les dettes estimées à 230 millions DA

Le montant des dettes du RC Relizane envers la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL) relevant de la Fédération algérienne de football est estimé à près de 230 millions de DA, poussant la FAF à interdire à l'équipe d'effectuer des recrutements pendant le mercato d'hiver, a-t-on appris auprès de la direction du club de Ligue 1. L'annonce par la FAF de cette décision, qui concerne aussi pas moins de dix autres clubs de l'élite, a coïncidé avec une nouvelle grève des joueurs de la formation de l'Ouest du pays qu'ils ont entamée lundi, pour exiger la régularisation de leur situation financière, et aussi pour dénoncer ce qu'ils ont qualifié «l'absence totale des dirigeants». L'un des «cadres» de l'équipe, Sofia-

ne Balegh, a déclaré à ce propos : «Je regrette vraiment de parler de choses qui sont censées ne pas se passer dans une équipe qui active en première division, comme l'absence d'eau lors du match précédent contre le RC Arbaâ, ce qui nous a obligé nous les joueurs à l'acheter». Le «Rapid», revenu en Ligue 1 lors de la saison 2020-2021, est sans entraîneur depuis près d'un mois après la démission de Liamine Bougherara, alors que sa situation sur le plan administratif est toujours entouré du flou, malgré l'arrivée d'un nouvel actionnaire dans la société sportive du club après avoir acheté plus de 30% de ses actions. Et au vu de l'attitude de la direction du club, qui se contente jusque-là de lancer des promesses, a encore ajouté So-

fiane Balegh, les joueurs ont décidé d'entamer une nouvelle grève quelques jours seulement avant d'accueillir le NC Magra, un concurrent direct dans la course au maintien, pour le compte de la 17^e et dernière journée de la phase retour. Ce serait la deuxième rencontre que les seniors du RCR pourraient boudier, après avoir boycotté, en début de saison, le match en déplacement face à la JS Saoura, que leur équipe a perdu (6-0) après avoir aligné un effectif de la réserve, rappelle-t-on. A l'issue de la précédente journée, qui a vu les «Vert et Blanc» laisser des plumes sur le terrain du RC Arbaâ (2-1), le RCR a reculé à la 17^e et avant dernière place au classement avec 13 points et deux matchs en retard.

Cross-country - Challenge international

La 38^e édition samedi à Tizi-Ouzou

La 38^e édition du Challenge international de Cross-country "Saïd Cherdioui", aura lieu le 5 février 2022, à Tizi-Ouzou, a annoncé la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA) sur sa page facebook. Ce rendez-vous regroupe les catégories d'âge suivantes: écoles "filles et garçons", benjamins "garçons et filles",

minimes "garçons et filles", cadets "filles et garçons", juniors "filles et garçons", seniors "messieurs et dames", précise la même source. Selon la fiche technique de la compétition, le dernier délai des engagements techniques a été fixé au mercredi 2 février. Le challenge de cross-country portant le nom de Cherdioui Saïd,

Mondial des clubs 2022

Ghorbal dirigera le match d'ouverture

Un trio arbitral algérien sous la conduite de Mustapha Ghorbal dirigera le match d'ouverture de la Coupe du monde des clubs entre les Emiratis d'Al Jazira et les Néo-zélandais d'Auckland City FC, ce jeudi au stade Mohammed Bin Zayed (20h30), a indiqué la Fédération al-

gérienne de football (FAF). Le directeur de jeu algérien sera assisté de ses deux compatriotes, Abdelhak Etchiali et Mokrane Gourari. Pour rappel, Mustapha Ghorbal a arbitré le match d'ouverture de la CAN 2021 entre le Cameroun et le Burkina (2-1). Le trio algérien, l'unique repré-

sentant africain, a dû quitter la CAN-Cameroun 2021 pour rejoindre la capitale Emiratie pour assister à des séminaires avant d'entamer la compétition. Le vainqueur du match d'ouverture affrontera les Saoudiens d'Al-Hilal pour rejoindre Chelsea, champion d'Europe, en demi-finale.

Judo - Grand Chelem de Paris

Huit Algériens engagés

Huit judokas (quatre messieurs et quatre dames) représenteront l'Algérie au tournoi Grand-Chelem de Paris, prévu les 5-6 février prochain dans la capitale française, selon la liste d'engagement dévoilée par les organisateurs. Il s'agit de Wail Ezzine (-66 kg), Driss Messaoud (-73 kg), Abderrahmane Benamadi (-90 kg) et Mustapha Yasser Bouamar (-100 kg) chez les messieurs, ainsi que Belkadi Amina (-63 kg), Kaouthar Ouallal (-78 kg), Sonia Asselah (+78 kg) et Meroua Mammeri (+78 kg) chez les dames. Un total de 325 judokas s'est engagé dans ce prestigieux tournoi international (179 messieurs et 146 dames), représentant 57 pays, issus des cinq continents. Avant de se rendre à Paris, la sélection nationale a commencé par prendre part au tournoi «Open de Belgique», disputé les 29-30 janvier courant, et dans lequel les judokas algériens ont réussi à

gagner six médailles : 3 or et 3 bronze. Les médailles d'or ont été l'œuvre de Sonia Asselah (+78 kg), Driss Messaoud (-73 kg) et Mustapha Yasser Bouamar (-100 kg), alors que leurs compatriotes Belkadi Amina (-63 kg), Boubekeur Rebahi (-66 kg) et Abderrahmane Benamadi (-90 kg) s'étaient contentés du bronze. Outre les judokas suscités, la Direction technique nationale a sélectionné sept autres athlètes (cinq messieurs et deux dames), qui ont fait partie du voyage en Belgique, pour préparer les importantes échéances internationales à venir, dont les Championnats d'Afrique et les JM d'Oran. Il s'agit de Hadjer Mecerrem (-48 kg) et Faiza Aissahine (-52 kg) chez les dames, ainsi que Mohamed Rebahi (-60 kg), Houd Zourdani (-73 kg), Abderrahmane Laouar (-81 kg), Mohamed Sofiane Belrakaâ (+100 kg) et Mohamed Mehdi Lily (+100 kg) chez les messieurs.

Athlétisme - LOA

Le championnat national au nouveau stade d'Oran

Le stade d'athlétisme de 4.200 places relevant du nouveau Complexe sportif d'Oran sera bientôt livré pour abriter le championnat national d'athlétisme, prévu les 18 et 19 mars prochain, a-t-on appris mercredi du président de la Ligue locale de la discipline (LOA). Dans une déclaration, Brahim Amour a fait savoir que les travaux de pose de la piste d'athlétisme «avancent bien», tout comme ceux inhérents à la réalisation de la pelouse. «Le responsable de l'entreprise chargée des travaux en question nous a donné des assurances sur l'achèvement des travaux ayant trait à la dotation du stade d'une piste d'athlétisme et d'une pelouse en gazon naturel dans un délai ne dépassant pas la vingtaine de jours», a-t-il déclaré. Le fait que ce nouvel équipement soit retenu pour abriter le prochain championnat d'Algérie d'athlétisme (cadets, juniors et seniors) a poussé la direction locale de

la jeunesse et des sports à interpellé la société réalisatrice pour livrer cette infrastructure dans les meilleurs délais, a encore souligné le même responsable. Il s'agit d'une épreuve importante s'inscrivant dans le cadre des compétitions expérimentales (tests événements) en prévision de l'organisation à Oran de la 19^e édition des Jeux méditerranéens (JM), prévue du 25 juin au 5 juillet 2022, a-t-il rappelé. La réception prochaine du stade d'athlétisme sera un acquis de taille pour l'athlétisme oranais et algérien, s'est encore réjoui le président de la Ligue oranaise de la discipline, informant au passage que les travaux de réhabilitation de l'autre stade d'athlétisme d'Oran, situé dans le quartier des «Castors», seront, à leur tour, bientôt achevés «de quoi espérer une relance significative de ce sport qui a perdu beaucoup de son brio dans la capitale de l'Ouest», a-t-il espéré.

Mondial 2022 - Barrages

Le stade Mustapha Tchaker se dote de la VAR

Le stade du Chahid Mustapha Tchaker de Blida s'est doté de la technologie de la VAR (assistance vidéo à l'arbitrage), en prévision de la rencontre retour de la sélection algérienne de football à son homologue camerounaise, pour le compte des barrages pour de la Coupe du monde 2022 au Qatar, prévus en mars prochain. «Faisant suite à la décision de la CAF d'introduire la technologie lors des matchs barrages qualificatifs pour la Coupe du Monde de la FIFA - Qatar 2022, prévus en mars prochain, la Fédération algérienne de football (FAF) a chargé le Dr. Mohamed Bichari, vice-président de la Commission fédérale d'arbitrage (CFA) de piloter cette opération d'installation de la VAR en étroite

collaboration avec les autorités de la wilaya de Blida, le directeur de la Jeunesse et des sports de cette wilaya ainsi que la direction de l'OPOW Mustapha Tchaker et l'ENTV», indique mercredi un communiqué de la FAF. A cet égard, des aménagements ont été entrepris pour l'installation de la VAR et une équipe de la télévision algérienne, conduite par le réalisateur Yazid Belkout, s'attèle à procéder aux derniers réglages, précise la même source. La sélection algérienne de football a hérité du Cameroun dans les barrages de la Coupe du monde Qatar-2022, programmés entre 23 et 29 mars prochain. Le match aller de cette double confrontation se jouera au Cameroun, alors que le retour se tiendra à Blida.



M. Zeggai

Demi-finale : Cameroun-Egypte, aujourd'hui à 20h00 (Olembé)

Intensité et suspense en perspective



Cameroun-Egypte, voilà un duel entre les deux sélections les plus titrées en Coupe d'Afrique. C'est également une finale avant la lettre avec comme enjeu un billet pour la finale entre deux superfavoris de l'épreuve. Le Cameroun, pays hôte de cette 33^e édition et quintuple champion d'Afrique, qui bénéficie de l'avantage du terrain et de l'apport du public, ne veut pas rater cette opportunité pour marquer de son empreinte sa 19^e participation en phase finale et, pourquoi pas, un sixième trophée continental. En face, il y aura l'Egypte, qui détient le record du plus grand nombre de titres (sept), dont trois consécutifs, le dernier datant de 2010. Habitues à ce genre de compétition, les «Pharaons» sont à leur 25^e participation en 33 éditions. Un record. C'est dire que les «Lions indomptables» n'auront pas une partie de plaisir face à une équipe égyptienne qui fait partie des sélections ayant cette maturité dans le jeu et de monter en puissance au fil des matches. Le seul handicap pour les Egyptiens reste cette indisponibilité de quelques cadres pour diverses raisons, notamment le défenseur central Ahmed Hegazy (blessé) et les deux gardiens de but Mohamed El-Shennawy et Gabaski. La guerre psychologique a commencé avant cette affiche après que des informations eurent circulé faisant état d'un contrôle positif de l'atta-

quant Mohamed Salah, mais cela a été vite démenti par les responsables égyptiens qui confirment la participation du stratège de Liverpool. D'ailleurs, ce dernier s'est exprimé sur ce match en déclarant que le Cameroun est presque intouchable et reste depuis plusieurs années invaincu sur ses terres. Mohamed Salah avoue que ce ne sera pas une tâche aisée. Chez les Camerounais, Samuel Eto'o a adressé un message à ses joueurs que le match contre les Pharaons est une guerre qu'ils doivent absolument gagner et se qualifier pour la finale. Une sortie qui a suscité la réaction de Carlos Queiroz, le sélectionneur de l'Egypte. « Le football n'est pas une guerre. La vraie guerre, c'est de protéger ceux qui meurent à l'entrée du stade », a-t-il

déclaré. Une réponse qui en dit long sur la rivalité de ces deux sélections et la détermination des Pharaons à surprendre les Camerounais et mettre fin à leur série d'invincibilité à domicile. Pour cela, il va falloir aux Egyptiens trouver la bonne formule pour bloquer les deux meilleurs buteurs actuels, Vincent Abou Bakr et Karl Toko Ekambi, qui ont marqué, à eux seuls, onze buts jusque-là. En somme, c'est l'incertitude qui règne entre deux formations qui tiennent à honorer par leur présence la finale de cette édition. Une particularité : les deux équipes tiennent leur force dans leur collectif et évoluent en bloc. La notion du duel sera déterminante étant donné que les Camerounais, tout comme les Egyptiens, possèdent de solides arguments à faire valoir.

Egypte

Ahmed Hegazy forfait pour le reste du tournoi

Le défenseur central de la sélection nationale d'Egypte, Ahmed Hegazy a déclaré forfait pour le reste de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN-2021), et manquera ainsi la demi-finale des Pharaons contre le Cameroun, prévue ce soir à 20h00 à Yaoundé, a annoncé la fédération égyptienne (EFF) sur son site officiel. «Sorti sur blessure à la mi-temps du quart de finale

dimanche contre le Maroc (2-1, ap), Hegazy avait été victime d'une déchirure d'un tendon aux ischios et ne pourra plus rejouer dans cette CAN», a indiqué l'EFF. Ahmed Hegazy, 31 ans, et joueur très expérimenté au 78 sélections, figurait dans l'équipe type de la phase de groupes et n'avait manqué aucune minute depuis le coup d'envoi du tournoi. L'absence

du taulier de la défense centrale, s'ajoute à celle du gardien titulaire Mohamed El-Shennawy et de son remplaçant Gabaski jusqu'à la fin de la CAN 2021, également pour blessure. Le match de ce soir opposera les deux sélections les plus titrées en Coupe d'Afrique des Nations, avec néanmoins, une avance de l'Egypte avec sept trophées contre 5 pour le Cameroun.

Incidents à l'issue du match Egypte-Maroc Les sanctions de la CAF tombent !

La Commission de discipline de la CAF a prononcé plusieurs sanctions contre des joueurs et dirigeants de l'Egypte et Maroc, après les échauffourées ayant éclaté pendant et après le quart de finale de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN-2021), remporté par les Egypte (2-1, a.p.), a indiqué mardi l'instance africaine sur son site officiel. Les sanctions ont touché trois joueurs, dont le défenseur égyptien Marwan Dawoud pour sa «conduite violente» et se voit priver de la demi-finale, contre le Cameroun et même de la finale si l'Egypte se qualifie ou le match pour la 3^e place en d'élimination de sa sélection. L'entraîneur adjoint de

l'Egypte, Rogerio Paulo Dos Santos Cesar De Sa, a été éclopé d'une suspension de quatre matches pour «geste obscène», alors que le sélectionneur Carlos Queiroz écope, lui, d'un avertissement en raison de son comportement sur le banc. De son côté le Maroc devra se passer de deux joueurs lors des deux matches de barrage pour la qualification au Mondial (Qatar-2022), prévu en mars prochain (aller 24 ou 26 mars, retour 27 et 29 mars), contre le RD. Le meneur de jeu, Sofiane Boufal, en jambes lors de la compétition, a écopé de deux matches de suspension, tout comme le défenseur Sofiane Chakla. Outre ses sanctions, la Confédération afri-

caine de football (CAF) a aussi infligé une amende de 25.000 dollars (22.000 euros d'amende, dont 9.000 pour les agresseurs non identifiés) à la fédération égyptienne. Le Maroc prend, lui, 9.000 euros pour les agresseurs non identifiés de l'incident. Il est à rappeler que des échauffourées avaient éclaté sur le terrain en deuxième mi-temps de la rencontre, jouée dimanche dernier au stade Ahmadou Ahidjo de Yaoundé. La tension était restée très élevée à l'issue de la rencontre puisqu'une bagarre avait éclaté dans les colères des vestiaires. C'était aussi très tendu entre les sélectionneurs Vahid Halilhodzic et Carlos Queiroz, qui s'étaient copieusement invectivés.

Gabon Aubameyang signe au Barça



L'attaquant international gabonais Pierre-Emerick Aubameyang, libéré de son contrat avec Arsenal, s'est engagé mercredi avec le FC Barcelone jusqu'au 30 juin 2025, a annoncé le club de la Liga espagnole de football mercredi dans un communiqué. Dans le cadre de ce contrat, le club et le joueur ont négocié la possibilité pour «Auba» de quitter le club à la fin de la saison 2022/23. Par ailleurs, son contrat est assorti d'une clause libératoire de 100 millions d'euros.

Le joueur âgé de 32 ans, dont le contrat avec les «Gunners» courrait jusqu'en juin 2023, n'a plus porté le maillot d'Arsenal depuis qu'il a été

sanctionné par le club en décembre dernier. Aubameyang, qui a rejoint Arsenal en janvier 2018, a inscrit 92 buts en 162 apparitions toutes compétitions confondues sous le maillot des «Gunners». Désigné footballeur africain de l'année en 2015, Aubameyang est passé par l'AC Milan, Dijon, Lille, Monaco et Saint-Etienne avant de signer au Borussia Dortmund en 2013. Outre le capitaine du Gabon, le Barça a assuré également durant le mercato d'hiver l'arrivée de l'attaquant international espagnol Adama Traoré, prêté par Wolverhampton (Angleterre) avec option d'achat de 30 millions d'euros.

Onana, héritier contrarié de la dynastie des gardiens du Cameroun

Couvé à l'école des grands gardiens camerounais et celle de l'Ajax Amsterdam, André Onana ne convainc pas encore tout le monde au pays hôte de la Coupe d'Afrique, qui joue sa demi-finale ce soir contre l'Egypte (20h00) à Yaoundé. - «Les Camerounais attendant beaucoup de v...» - «Je sais!» coupe le goal des «Lions Indomptables», interrogé sur ses performances: un but encaissé par match, dont celui au match d'ouverture sur une sortie aérienne ratée, qui n'a pas empêché la victoire contre le Burkina-Faso (2-1). «Pfff... Moi-même j'attends beaucoup de moi, je ne suis pas satisfait de ce que je vois-là. Après, c'est le jeu qui est comme ça, on commet des erreurs défensives et on les paie cash», poursuit le lointain successeur des rois Thomas Nkono ou Joseph-Antoine Bell.

S'il y eut «des erreurs défensives, on doit en parler en interne, affirme Onana. Il faut faire preuve d'humilité, on a pris des buts faciles.» «On doit faire preuve d'humilité et accepter les critiques des 25 millions de Camerounais, pose Onana. Je suis prêt à les recevoir, je pense que ça ne peut être que productif, constructif.» «Ces critiques ne sont pas justifiées, assure Toni Conceição, c'est simplement un problème culturel, les gens ne sont pas habitués à sa façon de jouer.» A l'Ajax Amsterdam, Onana joue «à la Guardiola», comme un gardien moderne, premier relanceur de l'équipe. En Afrique, ce n'est pas trop du goût des supporters qui voient surtout les risques pris et non pas les avantages de ce onzième joueur de champ, regrette Onana. Mais il est excellent sur sa ligne, commande avec autorité sa défense, et d'ailleurs il est très courtisé sur le marché des transferts. «Onana, en plus de gardien c'est le libero de l'équipe, détaille le coach portugais.

Il a d'immenses qualités sur sa ligne et un très bon jeu au pied.» Et pour ses erreurs, Onana ne se cherche pas d'excuse. Toni a aligné trois charnières différentes à la CAN, autour de Michael Ngadeu, inamovible chef, associé chaque fois à un central différent, Jean Onguéné, Jean-Michel Castelletto et Harold Moukoudi.

L'HÉRITAGE N'EST PAS LOURD

«Tous les joueurs sont prêts à jouer, ça fait partie de nos forces, nous sommes une famille», balaise Onana. Sa suspension pour dopage jusqu'à novembre dernier après la prise d'un diurétique aurait une influence? «Les repères sont là, sept mois ça passe vite, j'étais en activité, je n'étais pas blessé, je suis tranquille», répond-il. Reste la pression de l'héritier de Nkono, Bell et compagnie. «C'est une motivation extraordinaire, assure-t-il, faire partie de cette lignée-là est merveilleux, c'est un riche apprentissage. Vous en avez cité deux, il y a aussi (Idriss) Kameni, (Fabrice) Ondo, plein d'autres que je peux énumérer.» Bell partage cet avis. «Justement, on a la chance d'avoir de qui tenir, vous arrivez avec un préjugé favorable, explique-t-il. Et puis on ne devient pas gardien de l'équipe nationale du jour au lendemain». «Je ne suis pas inquiet pour Onana l'héritage n'est pas lourd, il vaut mieux jouer pour un pays qui a eu de grands gardiens», poursuit une légende du poste au Cameroun. «Onana est un bon gardien de but, c'est même trop facile de dire aujourd'hui qu'il est bon», assure-t-il. «Le foot n'est pas de tout repos, à tout moment on peut faire une bêtise, tout le monde ne parle que de cette faute», conclut Bell, «mais il a un bon mental. Le Cameroun a de la chance de l'avoir».

TF1

21.10 UNE SI LONGUE NUIT
Saison 1 - Episode 5



Le procès débute à la cour d'assises de Marseille. La stratégie de la défense est d'instaurer le doute dans la tête des jurés. Isabelle Courville parvient à démontrer que le commandant Berroyer a manipulé les preuves et que tout a été fait pour convaincre l'opinion publique de la culpabilité de Sami. Au deuxième jour du procès, la défense semble avoir pris l'avantage, mais l'accusé, dont le témoignage sincère doit démontrer qu'il est incapable d'avoir tué Gloria, a fumé du crack avant de se présenter à la barre.

2

21.10 ENVOYÉ SPÉCIAL



« Alerte aux arnaques 2.0 » : enquête en Alsace, à Chypre, en Bulgarie et en Israël sur la piste des arnaques qui ont fait perdre des dizaines de milliers d'euros à des retraités • Pénuries de matières premières : le coût de la panne • reportage sur les pénuries de matières premières qui mettent des salariés au chômage technique et bloque les chantiers • « Menaces sur les élus » : coup de projecteur sur les violences contre les élus, nouvelles cibles du malaise social.

3 JEUDI

21.10 EXPENDABLES 2 :
UNITÉ SPÉCIALE



Soldat aguerri, Barney Ross est à la tête d'un petit groupe de mercenaires. De retour d'une expédition périlleuse au Népal, Ross est contacté par Church, cadre de la CIA, qui le contraint d'accepter une mission a priori facile : lui ramener le contenu d'un coffret se trouvant dans un avion qui s'est écrasé en Albanie. Sur place, l'équipe de Ross se fait surprendre par le redoutable criminel Jean Vilain et ses hommes.

CINE +
PREMIER

20.50 THE NEST



Dans les années 1980, Rory O'Hara, un entrepreneur britannique, vit depuis quelques années aux Etats-Unis avec sa femme Allison, une américaine, qui donne des cours d'équitation, et leurs enfants, Sam et Ben. Mais l'homme d'affaires est en difficultés financières et décide de retourner à Londres avec sa famille afin de se refaire une situation, en profitant d'un nouveau climat politique et financier.

6

21.10 WHY WOMEN KILL



Trois semaines plus tard, Alma se montre désormais très à l'aise comme membre du Club des jardins. Très appréciée de ses nouvelles amies, elle décide de se présenter à la présidence laissée vacante par Rita. Elle se heurte à la candidature de Jeanne. Bertram se sent de plus en plus mal et trouve du réconfort dans l'alcool. Vern continue, lui, ses investigations.

CINE +
FRISSON

20.50 ABYSS



Un sous-marin nucléaire américain, avec 156 hommes à bord, entre en collision avec un objet non identifié et se retrouve immobilisé par plusieurs centaines de mètres de fond dans la mer des Caraïbes. Les techniciens de la plate-forme sous-marine Deepcore, menés par Virgil Brigrman, sont alors réquisitionnés pour tenter de retrouver le submersible. Des soldats les accompagnent.

CANAL+

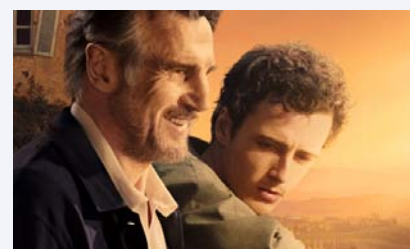
21.10 MARE OF EASTTOWN
Saison 1 - Episode 6 :
Et bien mauvais serait l'orage



Mare est parvenue à sauver Katie et les autres adolescentes kidnappées depuis plusieurs mois par le tueur en série Wayne Potts. Pour autant, l'enquêtrice a dû payer un lourd tribut pour effectuer cette arrestation. Pour autant, le mystère entourant l'assassinat d'Erin reste entier. Lori découvre que son mari la trompe avec Andrea. Après le comportement violent de Dylan, Brianna Delraso décide de raconter tout ce qu'elle sait à Mare sur le soir du meurtre d'Erin.

CANAL+
CINEMA

21.00 MADE IN ITALY



Alors qu'il est sur le point de divorcer de Ruth, Jack, galeriste, cherche un moyen de racheter la galerie d'art de sa future ex-épouse. Pour ce faire, il envisage un moyen : revendre la maison toscane familiale. Seulement, celle-ci est laissée à l'abandon par Robert, le père de Jack, un peintre qui ne s'est jamais remis de la mort de sa femme.

TF1

21.10 NINJA WARRIOR,
LE PARCOURS DES HÉROS



Présentée depuis Cannes par le trio Denis Brogniart, Christophe Beaugrand et Iris Mittenaere, la 6e édition de ce jeu propose trois parcours d'obstacles à franchir pour atteindre la finale : les qualifications, les battles de la Tour d'acier et les demi-finales. Cette saison, dès le premier tour, le chrono sera plus que jamais déterminant pour espérer aller loin.

2

21.10 MENACE SUR KERMADEC



Un instituteur est retrouvé mort au pied d'une falaise à Kermadec, petit village de pêcheurs bien tranquille sur la côte bretonne. Peu de temps après, Marie Bréguet, capitaine de police sur le point d'être mutée dans la région parisienne, découvre l'épouse du défunt assassinée à son domicile ainsi qu'une enveloppe contenant 8 000 euros, scotchée derrière le réfrigérateur. Alors qu'elle croise la route d'un nouveau venu dans le village, le mystérieux Franck Servigne, la jeune policière tente de résoudre cette affaire criminelle avec son collègue Yassine.

3 VENDREDI

21.10 SYMPHONIE POUR LA VIE



De nombreux artistes se mobilisent à l'occasion d'un spectacle aux Folies Gruss, dans le Bois de Boulogne, à Paris, au profit de l'opération Pièces jaunes de la Fondation des hôpitaux. Présenté par Faustine Bollaert et Gautier Capuçon, ce divertissement mêle musique classique, art équestre, chanson française et voltige. Avec notamment : Juliette Armanet, Daniel Auteuil, Natalie Dessay, Karine Deshayes, Philippe Jaroussky, Marc Lavoine, Nolwenn Leroy...

CINE +
PREMIER

20.50 LE PRINCE OUBLIÉ



Sofia, 8 ans, est élevée par son père très aimant. L'homme, veuf, qui travaille dans un garage, passe ses journées à peaufiner les moindres détails des histoires qu'il racontera le soir à sa fille. En effet, chaque soir, il raconte à l'enfant l'histoire feuilletonnante d'un prince et de sa princesse, sans cesse contrariés par le méchant Pritprout. Et quand Sofia s'endort, l'histoire s'interrompt et le prince, un comédien, se promène dans le décor du conte, discutant avec acteurs, figurants et techniciens.

6

21.10 PATRON INCOGNITO



La société Happy cash, créée en 2002, l'un des leaders du marché de la seconde main, implantée en France et en Belgique, vient tout juste de fusionner avec un autre grand groupe spécialisé. Pour aller à la rencontre de ces nouveaux partenaires, qui proposent des services jusqu'alors inédits, et ainsi faire les meilleurs choix pour son entreprise, Xavier Chopin, son DG se fait passer pour un ancien gagnant du concours Lépine, créateur spécialiste du recyclage.

CANAL+
family

20.50 COUNTDOWN



Lors d'une soirée étudiante, Courtney et ses amis acceptent par jeu de télécharger une application censée leur indiquer le temps qui leur reste à vivre. Tandis que ses camarades se découvrent encore de longues années de vie, Courtney constate qu'il ne lui reste plus que trois heures à vivre. Mal à l'aise, elle refuse de prendre la voiture avec son petit ami, ivre, et rentre chez elle à pied dans une rue déserte en pleine nuit.

CANAL+

21.10 CHACUN CHEZ SOI



Catherine vit avec son mari Yann dans un paisible quartier résidentiel de Marseille. Si Yann, qui a revendu la société qu'il avait créée avec son meilleur ami, s'épanouit dans la culture des bonsais, Catherine a bien du mal avec leur nouvelle vie un peu trop calme. La situation ne s'arrange pas quand leur fille Anna, qui doit prochainement soutenir sa thèse, revient s'installer chez eux avec son compagnon Thomas.

CANAL+
CINEMA

21.00 FIVE MINUTES OF HEAVEN



En 1975, en Irlande du Nord, Alistair Little, 17 ans, membre d'un groupe paramilitaire pro-britannique, abat Jimmy, un indépendantiste, devant son jeune frère, Joe. Alistair est arrêté et purge douze ans de prison. Joe, lui, vit avec le remords de n'avoir rien pu faire pour empêcher le meurtre de son aîné. Trente-trois ans après le crime, une chaîne de télévision organise une rencontre entre les deux hommes.



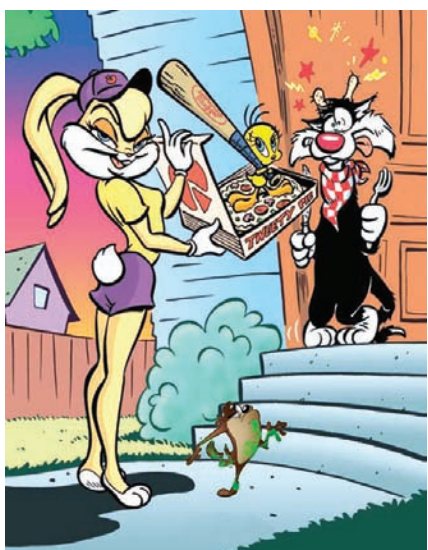
Poissons 19-02 au 20-03
C'est une bonne période pour discuter et échanger avec votre partenaire ou vos collègues sociaux. Soyez à l'écoute, mais ne vous laissez pas aller sur les pieds...

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 16 | 2 | 4 | 8 | 4 | 17 | 3 | 7 | 18 | 17 |
| 1 | 9 | 3 | 18 | 17 | 18 | 11 | 4 | 6 | |
| 2 | 4 | 4 | 5 | | 17 | | | 1 | 13 |
| 3 | 5 | | 7 | 1 | | 4 | 12 | | 7 |
| 7 | 5 | 5 | 4 | 14 | 7 | 3 | 7 | 11 | 4 |
| 10 | 4 | 12 | 2 | 4 | | 1 | 2 | | 2 |
| 9 | 6 | | 4 | 17 | 10 | 5 | 1 | 8 | 4 |
| 5 | | 1 | 6 | 3 | 2 | 4 | | 4 | |
| 7 | 16 | 14 | | 6 | 9 | 2 | 4 | 3 | 4 |
| 4 | 2 | 2 | 4 | | 10 | | 11 | 4 | 3 |
| 2 | 18 | 7 | 6 | | 15 | 18 | 11 | 11 | 4 |
| 4 | 6 | 10 | 1 | 5 | 4 | | 4 | 4 | |
| 6 | 4 | 18 | 9 | 5 | | 7 | 17 | 17 | 4 |
| | | 5 | | | 14 | 9 | 4 | 3 | 6 |
| 13 | 2 | 4 | 8 | 4 | 3 | | 4 | 6 | |

CODÉS N° 8275

FLÉCHÉS N° 8275

| | | | | | | | |
|--------------------------------|------------------------------|-----------------------------|----------------------------|--|--------------------------|---------------------|-----------------------------|
| | | | | | COMIQUES DE CIRQUE | | |
| | | | | | RECETTE MERE | | |
| | | | | INDEPENDANT DE LA CONFES- SION RELIGIEUSE | | | DE MEME COULEUR |
| | | | | | | | PREMIER IMPAIR |
| | NOTE ET ARTICLE | | LES CABINETS ! | | | | |
| | CALCUL MENTAL | | ENVISAGÉ | | | | |
| | | OISEAU DE BASSE- COUR | TRAITEMENT | | | | |
| | | LES VIEUX ! | ARME BLANCHE | | | | |
| | | | | CERTAINS | | | NEGATION |
| | | | | UTILISATION | | | COURS MOYEN |
| | NOTE ELEVÉE | | | | | | |
| | CHIFFRE A MER- VEILLES | | | | GAZ A PLEIN TUBE ! | | |
| | | CHAMPION | | | VOIES | | |
| | | SAINT | | | | | NOTE |
| | | COMPRISE | | | | | RETIRER, SOUSTRAI- RE |
| GIFLE EN ALLER ET RETOUR | | | REGISTRE DE COMMERCE | | | MATIERE DE COURS | |
| FOSSE | | | PERÇA | | | EXIGE | |
| | | | | DONNE UN COUP DE DENTS | | | |
| | | | MAL ELEVÉE | | | | |
| | | | RIGOLÉ | | | | |
| | ROULEE | | | | INFINITIF | | |
| | REEL | | | | LABEUR, JOB, TAF | | |
| POSSES- SIF ! | | | ACTION DE SCOUT | | | | A JETER OU A RECYCLER |
| JOLI MOIS | | | FLEUR ROYALE | | | | |



| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1 | | | 4 | | 8 | | 5 |
| | 8 | 7 | 3 | | | | 1 | |
| 5 | | | | | | 7 | | |
| 8 | | 5 | | | 1 | 9 | 6 | |
| | 4 | | | 9 | | | 5 | |
| 3 | | 6 | | | 8 | | | 2 |
| | | | 9 | | 3 | | 7 | |
| | | | | 6 | 4 | 5 | 9 | |
| | 6 | 9 | 2 | | | | | |

Quatre morts lors de frappes aériennes turques en Syrie



Les forces aériennes turques ont frappé une centrale électrique sous contrôle des forces kurdes, dans le nord-est de la Syrie, faisant quatre morts, a déclaré mercredi l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), lors d'une attaque qui, selon Ankara, a coïncidé avec des raids turcs en Irak.

Les frappes aériennes turques survenues mardi soir ont visé une centrale électrique près de la ville d'Al-Malikiya dans la province syrienne de Hassaké, dont l'administration locale est kurde. "Au moins quatre personnes ont été tuées dans l'attaque visant une centrale électrique près d'Al-Malikiya", sous contrôle des Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes.

Les victimes sont des agents de sécurité de la centrale électrique. Des ouvriers ont également été blessés. Les frappes ont aussi endommagé la centrale électrique, provoquant une panne d'électricité dans les villes et villages environnants, a ajouté l'OSDH.

RDC : plus de 50 morts dans une attaque de miliciens



Plus de 50 personnes ont été tuées par les miliciens de la Coopérative pour le développement du Congo (CODECO) dans un camp de déplacés du village de Bule dans la province de l'Ituri, dans le nord-est de la République démocratique du Congo (RDC), a-t-on indiqué mercredi de sources sécuritaires. Un responsable de Caritas, une organisation en charge de l'administration des sites des déplacés, a confirmé l'information, soulignant que les corps de plusieurs déplacés avaient été retrouvés mercredi matin dans le site et aux environs du lieu de l'attaque.

Les miliciens ont lancé l'attaque sur le site et ses environs tard dans la soirée de mardi. Plusieurs déplacés ont trouvé la mort, en tentant de se réfugier dans les villages environnants. C'est la deuxième fois que les miliciens de la CODECO attaquent un site de déplacés dans cette partie du pays. Au mois de novembre dernier, ils avaient attaqué un autre site dans le village de Drodoro, tuant plusieurs déplacés.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Guinée-Bissau : des arrestations après une tentative de coup d'Etat



Le président bissau-guinéen, Umaro Sissoco Embalo, a tenu mardi soir une conférence de presse après la tentative de coup d'Etat déjoué dans l'après-midi au Palais du gouvernement.

Devant la presse nationale et internationale, il a annoncé que plusieurs personnes civiles et militaires "ont déjà été arrêtées après cette tentative de putsch".

Au cours de cette conférence de presse, il était accompagné de son Premier ministre Nuno Gomes Nabiam et de l'ensemble des membres du gouvernement.

Selon le président Embalo, "les acteurs de ces actes sont connus par les services de sécurité car ils sont poursuivis pour trafic de drogue en Guinée-Bissau". "Il s'agit d'un acte isolé mené par un groupe des

trafiquants dans le pays", a-t-il souligné. Il a réitéré son engagement de continuer à lutter contre les trafiquants de drogue en Guinée-Bissau. Lors de cette conférence de presse, le chef d'Etat major adjoint, Mamadu Nkrumam, était présent aux côtés du chef de l'Etat, en l'absence de son supérieur Biaguê Nan Tam qui se trouve en dehors du pays pour des soins médicaux.

Des renforts militaires américains aux Emirats face aux Houthis

Les Etats-Unis enverront un navire de guerre et des avions de chasse pour aider les Emirats arabes unis contre les Houthis, après plusieurs attaques de ces rebelles yéménites contre le pays du Golfe, a annoncé mercredi Washington dans un communiqué. Ce déploiement, pour "aider les Emirats arabes unis à faire face à la menace actuelle", fait suite à un appel téléphonique entre le ministre américain de la Défense, Lloyd Austin, et le prince héritier d'Abou Dhabi et dirigeant de facto du pays, Mohammed ben Zayed al-Nahyane, a indiqué l'ambassade américaine aux Emirats. Les Emirats, qui font partie d'une coalition militaire dirigée par l'Arabie saoudite intervenant au Yémen depuis 2015, ont été la cible de trois attaques de missiles et drones en janvier, dont l'une a tué trois travailleurs immigrés.

La seconde attaque, le 24 janvier, a visé la base aérienne d'Al-Dhafra où sont stationnées les forces américaines, qui ont intercepté les missiles lancés par les Houthis. Le destroyer lance-missiles USS Cole s'associera à la marine émiratie et fera escale à Abou Dhabi, capitale des Emirats, selon le communiqué, qui précise que Washington déploiera également des avions de combat de cinquième génération.



EDITORIAL

El-Houari Dilmi

LA FOLLE SARABANDE DES PRIX

d'intermédiaires, le prix du produit alimentaire, comme le café par exemple, atterrit chez le détaillant majoré jusqu'à 30% de plus que son prix réel. Les services du ministère du Commerce ont mis en service un numéro vert pour signaler tout dépassement ou pratique néfastes commis par les commerçants. Mais sur le terrain de la réalité l'anarchie est totale.

Plusieurs gouvernements successifs ont buté sur cette grande difficulté à mettre en place une stratégie de régulation du marché efficiente, sans parler des marges bénéficiaires qui ressemblent à une véritable jungle tant chacun fait ce qu'il veut pour gagner le plus d'argent. Le projet de loi relatif à la lutte contre la spéculation

prévoit pourtant la mise en mouvement automatique de l'action publique par le parquet, en cas de pratiques commerciales illicites, avec des peines encourues de pas moins de 30 ans de prison et qui pourraient aller jusqu'à la perpétuité, voire la peine capitale. Mais l'approche coercitive des pouvoirs publics ne donne pas de résultats probants dans cette guerre déclarée aux citoyens dont le pouvoir d'achat fond comme neige au soleil.

L'Etat menace de frapper les spéculateurs d'une main de fer. Continuer à traquer les lobbies qui sont derrière ces actes malveillants est une urgence absolue pour conjurer une éventuelle explosion sociale. Il est évident que l'usage abusif d'annonces et de promesses par les services du ministère du Commerce n'est pas la solution. Du moins jusqu'à aujourd'hui.

Mali : l'engagement militaire des Européens sera réévalué



La ministre allemande des Affaires étrangères Annalena Baerbock a jugé mercredi que l'engagement militaire des Européens au Mali devait être réévalué. "Au vu des dernières mesures prises par le gouvernement malien, nous devons honnêtement nous demander si les conditions pour le succès de notre engagement commun sont toujours réunies. Notre engagement n'est pas une fin en soi", a déclaré Mme Baerbock dans une interview à la Süddeutsche Zeitung.

"Nous sommes en étroite concertation avec nos partenaires internationaux et l'Union européenne, notamment la France, sur la manière dont nous allons poursuivre notre engagement sur le terrain", a-t-elle affirmé. "Nous allons également aborder ces questions primordiales avec le gouvernement malien dans les prochains jours", a-t-elle ajouté. Mme Baerbock réagissait à l'escalade des tensions ces dernières semaines entre le Mali et la France, son ancienne puissance coloniale. Les autorités maliennes ont décidé lundi d'expulser l'ambassadeur de France.